

Apprendre et enseigner
l'histoire de l'Europe
du 20^e siècle



1933 1934 1935 1936 1937

1938 1939 1940

1941 1942 1943 1944 1945 1946 1947 1948

1949 1950 1951 1952 1953

1954 1955

1956 1957

1958 1959

1960 1961

1962 1963

1964 1965

1966 1967

1968 1969

1970 1971

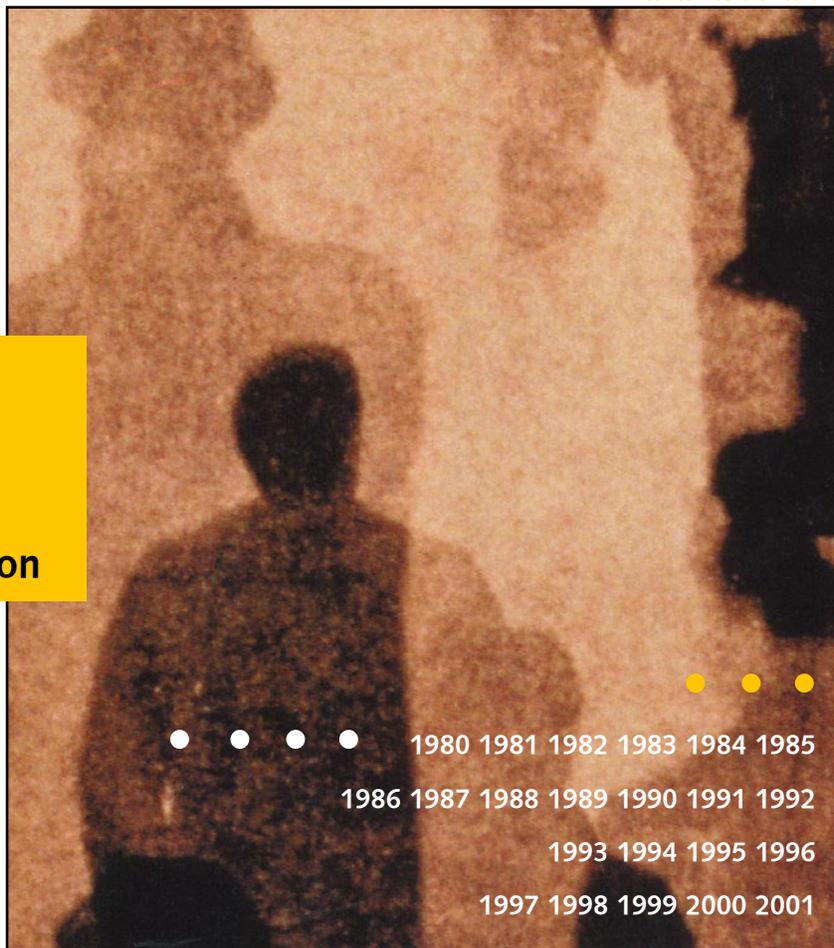
1972 1973

1974 1975

1976 1977

1978 1979

Education



Jean-Michel Lecomte Enseigner l'Holocauste au 21^e siècle



Council of Europe Publishing
Editions du Conseil de l'Europe

Enseigner l'Holocauste au 21^e siècle

Jean-Michel Lecomte

Projet «Apprendre et enseigner
l'histoire de l'Europe du 20^e siècle»

Conseil de la coopération culturelle

Éditions du Conseil de l'Europe

Edition anglaise:

Teaching about the Holocaust in the 21st century

ISBN 978-92-871-4537-6

Les vues exprimées dans la présente publication sont celles de l'auteur; elles ne reflètent pas nécessairement celles du Conseil de la coopération culturelle du Conseil de l'Europe ni du Secrétariat.

Tous droits réservés. Aucun extrait de cette publication ne peut être traduit, reproduit, enregistré ou transmis, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit – électronique (CD-Rom, Internet, etc.), mécanique, photocopie, enregistrement ou tout autre manière – sans l'autorisation préalable écrite de la Division des Éditions, Direction de la communication et de la recherche (F-67075 Strasbourg ou publishing@coe.int).

Conception: Atelier de création graphique du Conseil de l'Europe
Éditions du Conseil de l'Europe
F-67075 Strasbourg Cedex

ISBN 978-92-871-4536-9

© Conseil de l'Europe, février 2001

Réimpression septembre 2001, avril 2002, février 2003, juin 2003, juillet 2007

Imprimé dans les ateliers du Conseil de l'Europe

Le Conseil de l'Europe, fondé en 1949 dans le but de réaliser une union plus étroite entre les démocraties parlementaires européennes, est la plus ancienne des institutions politiques européennes. Avec quarante-trois Etats membres¹, parmi lesquels les quinze pays de l'Union européenne, c'est la plus grande organisation intergouvernementale et interparlementaire d'Europe. Elle a son siège en France, à Strasbourg.

Seules les questions de défense nationale étant exclues de ses compétences, le Conseil de l'Europe déploie ses activités dans des domaines très divers: démocratie, droits de l'homme et libertés fondamentales; médias et communication; questions économiques et sociales; éducation, culture, patrimoine et sport; jeunesse; santé; environnement et aménagement du territoire; démocratie locale et coopération juridique.

La Convention culturelle européenne a été ouverte en 1954 à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe, ainsi que des Etats européens non membres, ce qui permet à ces derniers de prendre part aux activités de l'Organisation dans les domaines de l'éducation, de la culture, du patrimoine et du sport. A ce jour, quarante-huit Etats ont adhéré à la Convention culturelle européenne: les pays du Conseil de l'Europe, plus le Bélarus, la Bosnie-Herzégovine, la République fédérale de Yougoslavie, le Saint-Siège et Monaco.

Le Conseil de la coopération culturelle (CDCC) est l'organe de gestion et d'impulsion des travaux du Conseil de l'Europe en matière d'éducation et de culture. Quatre comités spécialisés – le Comité de l'éducation, le Comité de l'enseignement supérieur et de la recherche, le Comité de la culture et le Comité du patrimoine culturel – l'assistent dans ses tâches, qui sont définies par la Convention culturelle européenne. Le CDCC entretient des liens de travail étroits avec les conférences des ministres européens spécialisés dans les questions d'éducation, de culture et de patrimoine culturel.

Les programmes du CDCC font partie intégrante des travaux du Conseil de l'Europe et ils contribuent, comme les programmes des autres secteurs, aux trois objectifs majeurs de l'Organisation, à savoir:

- protéger, renforcer et promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales, ainsi que la démocratie pluraliste;
- promouvoir la conscience de l'identité européenne;
- rechercher des solutions communes aux grands problèmes et enjeux de la société européenne.

1. Albanie, Andorre, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Bulgarie, Croatie, Chypre, République tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Allemagne, Grèce, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Moldova, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Fédération de Russie, Saint-Marin, République slovaque, Slovénie, Espagne, Suède, Suisse, «l'ex-République yougoslave de Macédoine», Turquie, Ukraine, Royaume-Uni.

Le programme du CDCC en matière d'éducation couvre l'enseignement scolaire et l'enseignement supérieur. Actuellement, ses grands projets portent sur l'éducation à la citoyenneté démocratique, l'histoire, les langues vivantes, les liens et échanges scolaires, les politiques éducatives, la formation des personnels éducatifs, la réforme de la législation sur l'enseignement supérieur en Europe centrale et orientale, la reconnaissance des qualifications; l'éducation tout au long de la vie au service de l'équité et de la cohésion sociale, les études européennes pour la citoyenneté démocratique, et les sciences sociales et le défi de la transition.

Sommaire

Avant-propos	7
Glossaire	9
Fiche 1 – Définitions	11
Fiche 2 – Judaïsme et judéité.....	13
Fiche 3 – L’antisémitisme.....	22
Fiche 4 – Les Rom/Tsiganes.....	25
Fiche 5 – Naissance du nazisme.....	27
Fiche 6 – La doctrine nazie	30
Fiche 7 – Mesures antijuives, 1933-1939.....	32
Fiche 8 – Les camps de concentration: création et rôle	37
Fiche 9 – Persécution des témoins de Jéhovah	39
Fiche 10 – Persécution des Rom/Tsiganes	41
Fiche 11 – Persécution des homosexuels	43
Fiche 12 – Le processus de déshumanisation.....	46
Fiche 13 – Définition et recensement.....	50
Fiche 14 – Désignation.....	53
Fiche 15 – Spoliations et exclusions	55
Fiche 16 – Isolement.....	56
Fiche 17 – Le ghetto	58
Fiche 18 – La décision de destruction	62
Fiche 19 – <i>Einsatzgruppen</i> et opérations mobiles de tuerie.....	64
Fiche 20 – Le camp de concentration.....	66
Fiche 21 – La sélection.....	70
Fiche 22 – Le gazage et la crémation	73
Fiche 23 – Camps de destruction et <i>Sonderkommandos</i>	77
Fiche 24 – Réactions internationales	79
Fiche 25 – L’Allemagne et l’Autriche.....	81
Fiche 26 – La Pologne.....	83
Fiche 27 – La France	86
Fiche 28 – Les Pays-Bas, le Luxembourg et la Belgique	88
Fiche 29 – La Tchécoslovaquie	89

Fiche 30 – La Hongrie	90
Fiche 31 – La Roumanie.....	92
Fiche 32 – L'URSS et les pays Baltes.....	93
Fiche 33 – La Yougoslavie, l'Albanie et la Grèce.....	94
Fiche 34 – La Bulgarie	96
Fiche 35 – Le Danemark, la Norvège et la Finlande	97
Fiche 36 – L'Italie.....	98
Fiche 37 – Les pays neutres.....	99
Fiche 38 – Réactions des Juifs allemands	100
Fiche 39 – Réactions des Juifs des pays occupés.....	101
Fiche 40 – Réactions des Juifs de la diaspora et de Palestine.....	104
Fiche 41 – Les Justes	106
Fiche 42 – Les choix militaires des Alliés.....	107
Fiche 43 – La fin des camps.....	108
Fiche 44 – Nombre de morts	111
Fiche 45 – Le retour des survivants.....	115
Fiche 46 – Le silence	116
Fiche 47 – Le témoignage difficile.....	118
Fiche 48 – Révisionnisme, négationnisme	119
Fiche 49 – Films	122
Fiche 50 – Sites Internet	126

Avant-propos

Enseigner l'Holocauste au 21^e siècle a été rédigé dans le cadre du projet du Conseil de l'Europe intitulé «Apprendre et enseigner l'histoire de l'Europe du 20^e siècle». Ce projet a pour objectifs principaux:

- d'intéresser les jeunes à l'histoire récente de notre continent et de les aider à établir des liens entre les racines historiques et les défis auxquels est confrontée l'Europe d'aujourd'hui;
- d'aider les jeunes à s'identifier à une plus grande Europe;
- de leur apprendre à développer des compétences cruciales d'analyse critique;
- de les sensibiliser au fait qu'il est important de comprendre le point de vue de l'autre;
- d'encourager les enseignants à poser les bases d'une lecture européenne de l'histoire.

Le projet «Apprendre et enseigner l'histoire de l'Europe du 20^e siècle» est principalement axé sur des produits pédagogiques et a permis d'élaborer des matériels éducatifs destinés aux enseignants des écoles secondaires, ainsi qu'aux auteurs de manuels et aux concepteurs de programmes scolaires (voir p. 133), sur des thèmes tels que l'histoire des femmes en Europe, le cinéma et l'enseignement de l'histoire, comment enseigner le 20^e siècle, les migrations et les nationalismes.

Compte tenu de la résurgence de l'antisémitisme dans certaines parties de l'Europe, et de l'existence de sites négationnistes sur Internet, l'enseignement de l'Holocauste a été un des thèmes importants du projet. Alors que quelques pays, en particulier l'Allemagne, attachent beaucoup d'importance à l'enseignement de l'Holocauste, d'autres manquent de matériel pédagogique.

Les enseignants eux-mêmes n'ont souvent pas de connaissance approfondie sur ce thème et, sauf investissement personnel, ne savent comment aborder un sujet qui sort largement des limites de l'histoire. A partir d'auteurs aujourd'hui largement reconnus (Raul Hilberg, Sir Martin Gilbert, Saul Friedlander, Christopher Browning, etc.) et de témoins capitaux (Primo Levi, Hermann Langbein et les personnes interrogées par Claude Lanzmann, entre autres), c'est une mise à disposition des connaissances en direction des enseignants qui est proposée ici, afin de leur permettre de construire une progression pédagogique. Un certain nombre d'apports conceptuels sur la nature des génocides et leurs processus d'accomplissement doivent leur permettre, avec les plus âgés de leurs élèves, d'analyser la nature du nazisme. La présentation succincte de la situation et du déroulement des génocides dans les différents pays d'Europe permet de mettre à jour, au-delà des particularités locales, la généralité de l'entreprise nazie.

L'auteur, Jean-Michel Lecomte, est enseignant en sciences sociales. Il exerce en France les fonctions d'éditeur pour l'Education nationale, dans un centre de documentation pédagogique à Dijon. Dans ce cadre, il a dirigé la publication d'une mallette pédagogique, *Sur la Shoah*, composée de dix volumes et quatre affiches: il est lui-même auteur de trois volumes, «Savoir la Shoah», «Enseigner sur la Shoah» et «Shoah et formation citoyenne».

Glossaire

Guide rapide de quelques termes allemands ou yiddish utilisés dans le texte. Voir aussi les définitions fournies dans la première fiche.

Aktionen: rafles dans les ghettos en vue de déportation dans les camps de destruction.

Anschluß: annexion de l'Autriche par l'Allemagne.

Arbeit macht frei: «le travail rend libre», inscription à la porte de la plupart des camps de concentration.

Außweis: laissez-passer.

Bibelforscher: étudiants de la Bible (ancien nom des témoins de Jéhovah allemands).

Einsatzgruppen: groupes d'intervention, qui menèrent les opérations mobiles de tuerie.

Hitlerjugend: mouvement de la jeunesse hitlérienne.

Judenrat: conseil juif (d'un ghetto); pluriel: *Judenräte*.

Kristallnacht: Nuit de cristal (nom nazi de la nuit des pogroms des 9 et 10 novembre 1938, provoqués par les SA en représailles à l'assassinat d'un diplomate allemand par un jeune Juif à Paris).

Kapo: déporté chargé de diriger une équipe de travail, dans les camps.

Kommando: équipe de déportés.

Mischling: métis (personne «à demi juive»); pluriel: *Mischlinge*.

NSDAP: National-sozialistische Deutsche Arbeiter Partei (Parti national-socialiste des travailleurs allemands).

Reichskommissär: commissaire du Reich.

Shtadlanut: réaction d'une communauté, lorsque celle-ci n'a pas de représentants politiques, consistant à choisir un porte-parole, le *shtadlan*, à la langue bien pendue, pour négocier avec les autorités.

Shtetl: communauté villageoise juive, dans l'Europe du Nord-Est.

Vernichtung: extermination, anéantissement.

Yishuv: ou *Yishouv*, communauté juive installée en Palestine.

Weisse Rose: la Rose blanche, groupe de jeunes Allemands résistants.

Définitions

Race, racial. Une race est une subdivision d'une espèce. Dans la langue littéraire et notamment dans les grands textes fondateurs, une race est une lignée familiale (à ne pas confondre avec une tribu, qui regroupe diverses familles, de même souche ou non). La couleur de la peau a longtemps servi à déterminer diverses «races» humaines. Aucun facteur scientifique autre que l'apparence n'a jamais permis d'en définir des caractères. La génétique, depuis les années 70, permet au contraire d'affirmer que l'espèce humaine est composée d'une seule race, ou bien que chaque être humain constitue une race. Parler de race ou de caractères raciaux à propos d'un groupe humain est donc en soi le premier signe du racisme, et revêt un caractère antiscientifique. Avant d'être une attitude susceptible d'évaluation morale, le racisme est d'abord un mensonge, une falsification.

Ethnie, ethnique. Une ethnie est un groupe humain partageant langue, culture, structure familiale, économique et sociale, et possédant une conscience de groupe. Elle se trouve ou non sur un territoire délimité. Sa culture commune ne s'étend pas forcément à une religion.

Juif, juif. Un juif est un pratiquant du judaïsme. Comme pour un chrétien, catholique ou protestant, ou un musulman, on l'écrit sans majuscule. Mais pour des raisons religieuses (le «peuple élu») et historiques (la diaspora), les juifs partagent les éléments constitutifs d'une ethnie, si l'on considère l'hébreu comme langue du Livre. L'antisémitisme, lorsqu'il a cessé d'être strictement religieux (chrétien) a opéré un glissement progressif de l'ethnie à la «race», glissement habillé d'éléments pseudo-scientifiques au 19^e siècle, repris par le nazisme, qui considère ainsi que tout descendant d'un juif l'est forcément aussi, même s'il se convertit à une autre religion ou n'a pas de religion. Dans le sens ethnique comme pour désigner les victimes du nazisme, il convient donc d'évoquer les Juifs, avec une majuscule à l'initiale.

Aryen. Ce mot désigne un groupe linguistique installé au nord de l'Inde dix-huit siècles avant Jésus-Christ, en provenance de Perse. Les migrations et diversifications linguistiques de ce groupe aboutiront à une famille de langues repérée à la fin du 18^e siècle, qu'on appelle les langues indo-européennes. Le nazisme a opéré un glissement similaire à celui sur les Juifs en faisant des aryens une «race» qui serait supérieure (le mot sanscrit *arya* signifie «nobles»), ce qui n'a évidemment aucun fondement scientifique. Leurs alliés écrivent en français «Aryens»; garder cette majuscule à l'initiale est donc une référence idéologique au nazisme.

Crimes de guerre. «Les violations des lois et coutumes de la guerre. Ces violations comprennent, sans y être limitées, l'assassinat, les mauvais traitements ou la déportation pour des travaux forcés, ou pour tout autre but, des populations civiles dans les territoires occupés, l'assassinat ou les mauvais traitements des prisonniers de guerre ou des personnes en mer, l'exécution des otages, le pillage des biens publics ou privés, la destruction sans motif des villes ou des villages, ou la dévastation que ne justifient pas les exigences militaires» (article 6.b du statut du Tribunal militaire international, créé par l'Accord quadripartite de Londres du 8 août 1945, tribunal ayant ensuite statué à Nuremberg).

Crimes contre l'humanité. Il s'agit de «l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout autre acte inhumain commis contre toutes populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux lorsque ces actes ou persécutions, qu'ils aient constitué ou non une violation du droit interne du pays où ils ont été perpétrés, ont été commis à la suite de tout crime rentrant dans la compétence du tribunal, ou en liaison avec ce crime» (article 6.c, *ibid.*).

Génocide. C'est la destruction systématique d'un groupe humain. Le mot a été créé en 1944 par Raphael Lemkin, qui a fait adopter en 1948 une convention par l'Onu qui érige le génocide en crime au plan du droit international. Il faut insister sur le caractère systématique de cette destruction, et éviter d'utiliser le terme en toute occasion, notamment à propos de groupes non humains.

Ethnocide. C'est la destruction d'un groupe ethnique au plan culturel.

Shoah. Mot hébreu signifiant «la catastrophe», il s'applique au génocide perpétré par les nazis et leurs alliés contre les Juifs. Il se double d'un ethnocide. Sa spécificité tient dans la volonté annoncée de faire disparaître un peuple et toute sa culture, de façon à ce qu'il n'en reste aucune trace: pas de corps, pas de lieu, pas de langue, pas de mémoire, négation de l'humanité même de ce peuple. C'est ce caractère de génocide ethnocidaire qui justifie l'emploi d'un mot singulier pour le désigner.

Holocauste. Mot hébreu d'origine grecque signifiant «le sacrifice», il est utilisé par les Anglo-Saxons pour désigner la Shoah. Nous l'utiliserons, par convention, pour désigner l'ensemble des génocides et crimes contre l'humanité commis par les nazis et leurs alliés: les victimes en furent les Juifs, les Tsiganes, les homosexuels, les aliénés et handicapés, les opposants politiques et religieux (dont les témoins de Jéhovah), mais aussi les élites polonaises, des populations civiles russes et serbes massacrées, ainsi que des habitants de certains villages dans différents pays d'Europe. Les prisonniers de guerre furent en nombre victimes de crimes de guerre, et parmi eux le sort réservé aux Soviétiques permet de parler de crimes contre l'humanité à caractère génocidaire. Les victimes spécifiques de ces différents crimes peuvent être estimées, au bas mot, selon les sources les plus fiables, à huit millions de personnes – dont les deux tiers de la population juive européenne.

Judaïsme et judéité

Judaïsme

Le judaïsme est la plus ancienne des trois religions monothéistes, qui ont en commun un certain nombre de textes fondateurs. Mais la Bible représente une réalité différente pour chacune. «Bible» vient du grec et du latin sacerdotal *biblia*, qui signifie «les livres». La Bible hébraïque comprend trente-neuf titres, répartis en trois catégories:

- la *Loi* de Moïse (*Torah* en hébreu, *Pentateuque* en grec); ce sont les cinq premiers livres: *La Genèse*; *L'Exode*; *Le Lévitique*; *Les Nombres* et *Le Deutéronome*, qui appartiennent à l'Ancien Testament;
- *Les Prophètes* (dix-huit titres);
- les écrits de poésie et de sagesse: 150 *Psaumes*, le *Cantique des cantiques*, des *Proverbes*, des contes, des textes de *Sagesse*.

La lecture de ces différents livres peut être religieuse, poétique ou historique. Elle donne lieu à une grande variété d'interprétations et de commentaires, des origines à nos jours, et qui par définition ne sont jamais achevés.

Au premier siècle, le judaïsme est éclaté dans de nombreux courants ou sectes qui s'opposent parfois violemment. On distingue les orientations ritualistes, rénovatrices ou prophétiques, ou encore nationalistes et pragmatiques.

De cet éclatement et de la destruction du Temple en l'an 70 à l'éparpillement de la diaspora, le judaïsme a sauvé son identité par le maintien des restrictions de Moïse: on ne partage «ni la table ni le lit» avec des non-juifs. Le judaïsme considère comme juif celui qui est né de mère juive: en cela on peut parler de peuple juif – même si on peut y entrer par conversion.

Sur le plan intellectuel, le judaïsme se pose en philosophie: ne pas travailler un jour par semaine pour se consacrer à l'étude des textes le rapproche des écoles philosophiques. Pendant plus de mille ans après Jésus-Christ, les débats et réflexions sur les rapports entre la loi et la raison animèrent le judaïsme comme le christianisme puis l'islam. Les échanges sur ce sujet furent même conséquents entre les trois religions, notamment en *Andalus*.

Etre juif

Qu'est-ce qu'un Juif? En Allemagne comme dans les pays conquis, alliés ou contrôlés par le biais d'un Etat fantoche, un des premiers soucis des Allemands

fut de définir par un texte législatif ou réglementaire non pas ce qu'est «être juif», mais qui devait être considéré comme Juif.

Jusqu'à Jésus-Christ, les Juifs, peu nombreux, étaient implantés en Palestine, dans l'Empire romain, parmi un ensemble de peuples ayant des coutumes et des religions diverses. A partir de Jésus-Christ et du développement d'une Eglise chrétienne, et après l'échec des tentatives d'unification, l'affirmation par les chrétiens que Jésus-Christ est Dieu provoqua la scission et, au 4^e siècle, l'adoption par l'Empire du christianisme comme religion d'Etat entraîna l'émigration définitive des Juifs – la «diaspora» (qui avait commencé à se former lors de précédentes expulsions) –, c'est-à-dire une dispersion de communautés implantées principalement en Europe et conservant entre elles des liens culturels et de solidarité.

Dates d'implantation de communautés juives¹

Grèce: – 297	Hollande: 1133
Italie: env. – 167	Pologne: 1133
Rhodes: env. – 67	Belgique: 1233
France: 3 ap. J.-C.	Luxembourg: 1286
Bulgarie: 33	Estonie: 1333
Crimée: 33	Lituanie: 1333
Hongrie: 33	Russie blanche: 1387
Roumanie: 133	Dantzig: 1533
Allemagne: 321	Lettonie: 1533
Autriche: 903	Sarre: 1621
Tchécoslovaquie: 933	Danemark: 1622
Yougoslavie: 933	Memel: 1664
Ukraine: 1117	Norvège: 1851

Les hasards de l'histoire locale (persécutions, guerres, disettes, famines) ont déterminé les migrations et nouvelles implantations.

La diaspora a cependant déterminé deux grands groupes. Le premier, d'abord implanté notamment au nord-est de la France, a émigré en réaction aux mesures antijuives et aux exactions qu'il subissait, et s'est fixé entre autres en Pologne et Lituanie, où les *shtetl* (communautés) s'installèrent et fondèrent une culture,

1. Source: Sir Martin Gilbert, *Atlas de la Shoah*, éditions de l'Aube, La Tour-d'Aigues, 1987.

s'appuyant sur l'usage du yiddish (le «parler juif») – langue forgée à partir d'éléments hébreux-araméens, germaniques, romans et slaves –, sur des écoles hébraïques de haut niveau, des traditions familiales et un patrimoine artistique des plus divers. C'est le courant ashkénaze, regroupant les Juifs européens (aujourd'hui éparpillé dans le monde et représentant 70 % de la population juive mondiale). L'autre groupe, dénommé séfarde, s'était d'abord implanté en Espagne. Lors de l'expulsion en 1492, il émigra pour partie en Italie, mais surtout en Afrique du Nord, plus généralement en terre d'islam, où il reçut un statut écrit de population de seconde zone mais aux libertés garanties. Lors de la création de l'Etat d'Israël, beaucoup de Juifs séfarades durent quitter les pays de l'islam, et 80 % d'entre eux sont aujourd'hui israéliens.

Au-delà des affirmations idéologiques, qu'est-ce qu'être Juif? Ce peut être défini par l'appartenance à la religion, à la communauté (par intégration et observation des coutumes et de la culture), ou encore par descendance: la judéité ne se réduit pas à la religion, elle n'est pas une «race»; aujourd'hui, c'est l'individu lui-même qui est susceptible de s'affirmer comme Juif, pour l'une ou l'autre de ces raisons.

Repères chronologiques¹

1207 av. J.-C.

Première mention du nom d'Israël sur une stèle égyptienne.

Fin du 11^e siècle av. J.-C.

Instauration de la royauté par Saül.

Vers 1010 av. J.-C.

David devient roi de Juda à Hébron. Vers 1003 av. J.-C., il fonde Jérusalem et unifie les royaumes d'Israël et de Juda.

Vers 971 av. J.-C.

Mort de David. Début du règne de son fils Salomon. La construction du Temple est achevée vers 964 av. J.-C.

Vers 931 av. J.-C.

Mort de Salomon et séparation des deux royaumes (schisme). Les tribus du Nord forment le royaume d'Israël autour de Samarie, celles du Sud, celui de Juda, autour de Jérusalem.

1. Extrait de *L'Histoire*, numéro spécial Israël, n° 212, juillet-août 1997, avec l'autorisation de la Société d'éditions scientifiques.

722 av. J.-C.

Chute de Samarie devant les Assyriens et fin du royaume d'Israël. Le royaume de Juda se reconnaît vassal de l'Assyrie.

705-701 av. J.-C.

Révolte du roi de Juda, Ezéchias, déportation d'une grande partie de la population en Assyrie.

597 av. J.-C.

Révolte du royaume de Juda contre l'Empire babylonien qui a balayé la puissance assyrienne. Déportation des élites judéennes en Babylonie.

587-586 av. J.-C.

Nouvelle révolte sous la conduite du roi Sédécias, chute de Jérusalem et destruction du Temple. Seconde vague de déportations de Judéens à Babylone. Le royaume de Juda devient une province babylonienne.

539 av. J.-C.

Prise de Babylone par le Perse Cyrus. Par l'édit d'Ecbatane, celui-ci autorise le retour d'exil et la reconstruction du Temple.

Le mouvement du retour en Judée se poursuit jusque dans le courant du 4^e siècle.

515 av. J.-C.

Achèvement du second Temple.

Milieu du 5^e siècle av. J.-C.

Néhémie est gouverneur de Judée, les murailles de Jérusalem sont relevées.

Vers 398 av. J.-C.

Mission d'Esdras en Judée et Samarie, qui unifie les traditions juives. La Torah trouve sa forme actuelle.

333-332 av. J.-C.

Conquête de la Syrie et de la Palestine par Alexandre le Grand.

319 av. J.-C.

Les Juifs passent sous la domination du souverain lagide Ptolémée 1^{er}.

200-198 av. J.-C.

Conquête définitive de la Palestine par le Séleucide Antiochos III.

175 av. J.-C.

Le grand prêtre Jason obtient l'autorisation d'Antiochos IV de transformer Jérusalem en cité grecque.

De 172 à 169 av. J.-C.

Une guerre civile oppose Jason et Ménélas, nommé grand prêtre à sa place.

167 av. J.-C.

Antiochos IV interdit la Torah (édit de Persécution) pour mettre fin aux troubles qui agitent la Judée. Il provoque la révolte des Maccabées, qui se dressent contre la domination politique des Séleucides et le modèle culturel hellénistique.

164 av. J.-C.

Le Temple est libéré par les Maccabées, qui remportent des succès militaires sur les Séleucides.

161 av. J.-C.

Traité d'alliance entre la Judée et Rome.

160 av. J.-C.

Mort de Juda Maccabée. Ses frères Jonathan puis Simon lui succèdent.

143-63 av. J.-C.

Dynastie hasmonéenne, héritière des Maccabées.

63 av. J.-C.

Siège de Jérusalem par Pompée, conquête romaine de la Judée.

40 av. J.-C.

Hérode est proclamé roi des Juifs à Rome. Il règne en Judée de 37 à 4 av. J.-C. Après sa mort, son royaume est partagé entre sa sœur et ses fils.

6 ap. J.-C.

La Judée, annexée à la province romaine de Syrie, passe sous l'autorité de Rome. Elle est administrée par un préfet.

66-74

Grande révolte de Judée contre Rome.

70

Jérusalem est prise par les légions romaines sous les ordres de Titus et le Temple est détruit en été dans un incendie accidentel. Création d'une province de Judée.

73-74

Chute de la dernière forteresse qui résistait encore aux Romains, Massada.

132-135

Soulèvement général en Judée sous la direction de Bar Kochba. Fondation de la colonie d'Aelia Capitolina sur l'emplacement de Jérusalem, interdite aux Juifs. Expulsion des Juifs de Judée. La révolte est écrasée par Hadrien en 135. La Judée, province romaine, est dénommée Syrie-Palestine.

3^e-5^e siècles:

Emergence de la Babylonie comme principal foyer de peuplement et d'érudition juive.

636-638

Conquête de la Palestine par les Arabes.

711

Conquête musulmane de l'Espagne.

Vers 800

Premiers témoignages sur une immigration des Juifs d'Orient en Afrique du Nord.

11^e-12^e siècle

El Andalus, «âge d'or» du judaïsme en Espagne musulmane.

1096

Croisade populaire; massacres et conversions forcées dans les communautés juives de la France du Nord et des pays rhénans et danubiens.

1099

Conquête de Jérusalem par les croisés.

1140-1148

Conquête des villes du Maghreb par les Almohades. Les Juifs doivent choisir entre la conversion et la mort.

13^e siècle

Vagues d'émigration d'Occident vers l'Europe orientale. Attestations de l'existence de communautés organisées en Pologne.

1394

Expulsion des Juifs du royaume de France.

1492

Prise de Grenade, dernier bastion musulman de la péninsule Ibérique, par les chrétiens, et expulsion des Juifs d'Espagne.

1497

Conversion forcée de tous les Juifs du Portugal.

1516

Création à Venise du premier ghetto.

1516-1517

Conquête de la Palestine par les Ottomans.

16^e siècle

Mise en place d'organismes régionaux et généraux juifs en Pologne-Lituanie («Conseil des Quatre Pays» et «Conseil de l'Etat de Lituanie»).

17^e siècle

Premières communautés juives au Nouveau Monde.

18^e siècle

Partage de la Pologne entre l'Autriche, la Russie et la Prusse. Les Juifs russes sont astreints à s'implanter dans une région circonscrite (la «zone de résidence»).

Seconde moitié du 18^e siècle

Naissance du mouvement juif des Lumières, la Haskalah.

1781-1789

Edit de Tolérance de Joseph II en faveur des Juifs d'Autriche.

1790-1791

Emancipation des Juifs de France.

1796

L'armée de Bonaparte annonce l'émancipation des Juifs italiens.

19^e siècle et premières décennies du 20^e

Passage des communautés juives du Maghreb et d'Orient sous domination occidentale du fait de la colonisation.

1830

Conquête de l'Algérie par la France. L'émancipation des Juifs en Europe s'achève avec l'émancipation des Juifs de Suisse, en 1874. Durant la seconde moitié du siècle, montée de l'antisémitisme en Europe.

1860

Fondation à Paris de l'Alliance israélite universelle qui va doter l'Orient et le Maghreb d'un réseau scolaire francophone.

1870

Décret Crémieux accordant la nationalité française aux Juifs d'Algérie (excepté les territoires du Sud).

1881-1882

A la suite de l'assassinat d'Alexandre II, pogroms en Russie. Ils se soldent par un exode colossal vers l'Amérique, l'Europe occidentale et la Palestine.

1882

Léon Pinsker publie *Autoémancipation*, qui appelle les Juifs à prendre en main leur propre destin et à se redéfinir comme nation territoriale.

1894-1906

Affaire Dreyfus en France.

1896

Publication de *L'Etat des Juifs* de Theodor Herzl, fondateur du sionisme.

1897

Création à Vilna (Vilnius) du Bund, mouvement socialiste juif radicalement antisioniste. Fondation du mouvement sioniste par Theodor Herzl, lors du premier Congrès mondial sioniste à Bâle.

1903-1906

Seconde vague de pogroms en Russie et en Ukraine.

1917

Déclaration Balfour.

1922

Le mandat sur la Palestine est accordé à la Grande-Bretagne. Rédaction du premier Livre blanc reconnaissant la légitimité de la présence juive en Palestine.

1930

Rédaction du deuxième Livre blanc proclamant la nécessité de restreindre la place du foyer national juif.

1933

Hitler accède au pouvoir en Allemagne.

9-10 novembre 1938

Nuit de cristal, pogroms contre les Juifs allemands et autrichiens.

1939

Dernier Livre blanc, qui impose des limites draconiennes à l'immigration juive et à la colonisation des terres par les Juifs en Palestine.

1939-1945

Entre 5 et 6 millions de Juifs périssent dans la Shoah.

Le *shtetl*

«La petite ville de Krzywca était, comme on dit en yiddish, un *shtetl* – une centaine de familles juives parmi une population de deux à trois mille personnes. Ils étaient tous regroupés autour d'une place centrale. [...] Je me souviens que j'allais au *kheder*, l'école juive. A partir de trois ans, les garçons recevaient l'enseignement juif, lisant, apprenant l'alphabet, les prières, ce qui était le plus important. [...] Chaque vendredi, [ma grand-mère] me donnait un petit *pletzl*, un petit pain fourré aux oignons, c'était délicieux. Ça embaumait! Jeudi, c'étaient les préparatifs, le vendredi après-midi plus personne ne touchait à rien. Les hommes allaient au *mikveh* (bains rituels) pour se purifier. Les femmes préparaient les enfants – je ne sais pas si ça se retrouve ailleurs que dans les communautés hassidiques. Mais c'était une manière de vivre, l'accomplissement de centaines d'années de tradition juive en Europe de l'Est. Le *shabbat* en était l'expression, l'expression la plus profonde, produisant une très profonde impression sur les enfants¹.»

1. Joseph W., in Joshua Greene et Shiva Kumar, *Témoigner – Paroles de la Shoah*, trad. Robert Macia, Flammarion, Paris, 2000, p. 32.

L'antisémitisme

La chrétienté porte une lourde responsabilité dans le développement (géographique et en intensité) de l'antisémitisme. A partir du moment où elle place l'Empire romain comme son bras séculier (4^e siècle), elle devient religion d'Etat. Après la chute de l'Empire romain, les nouveaux royaumes s'établissent progressivement en imposant la religion catholique, et notamment éradiquent dans toute l'Europe les éléments de culture celte et druidique: ce mouvement prendra plusieurs siècles et exigera le maillage étroit du territoire par le système féodal.

Raul Hilberg distingue trois grandes phases: conversion, expulsion, annihilation. Au début (au 4^e siècle), l'Eglise s'affirmant comme universelle offre la conversion: ce fut un échec avec les Juifs, et ce d'autant que, dans la plupart des cas, elle considérait les Juifs récemment convertis comme indignes, inférieurs, suspects ou hérétiques.

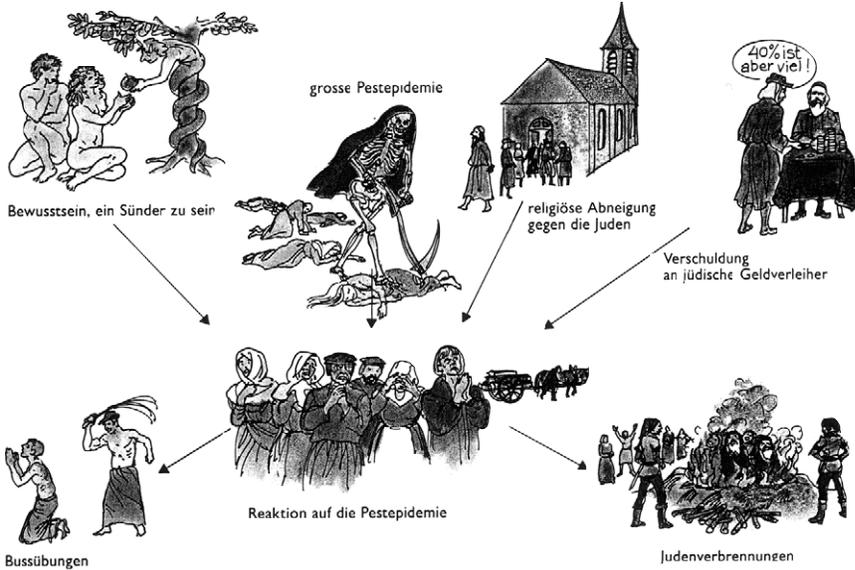
Dès le début des politiques antisémites, on développe des représentations du Juif malfaisant, qui profane les hosties, empoisonne les puits, est un instrument du diable. Les images propagées pendant des siècles s'implantent fortement dans les croyances populaires et conduisent régulièrement à des persécutions pouvant aller jusqu'au massacre. Mais dès le début, cette politique est active, en décrétant des interdits de profession, d'habitat, qui conduisent les Juifs à se regrouper dans certains quartiers, et à se spécialiser dans certaines professions, comme celles de la finance: cela permit d'assimiler le Juif à l'usurier, c'est-à-dire celui qui par le biais de l'intérêt prend l'argent des populations chrétiennes et les tient dans sa dépendance. Il devient alors aisé de développer l'image de la diaspora comme celle d'une conspiration, alors même que s'accroissent les mesures coercitives.

Au 16^e siècle, et avec le même genre de raisonnement, les arguments théologiques sont quasiment abandonnés, au profit d'une politique d'expulsion: c'est-à-dire que le choix n'est plus laissé entre conversion ou expulsion, mais plutôt entre «l'assignation à résidence» (le ghetto) ou l'exil, avec des flambées de violence à chaque occasion.

Le 19^e siècle, s'il ne correspond pas au franchissement d'une nouvelle étape qualitative selon Hilberg, est cependant marqué par des évolutions de nature et de puissance de l'antisémitisme qui ont préparé et créé une condition du passage à l'annihilation.

Menschen und Staaten in Krisen

Die grosse Pestepidemie und ihre Folgen:



Durch Geschichte zur Gegenwart 3, © Lehrmittelverlag des Kantons Zürich, 1999

Légendes: Titre: «La peste noire et ses conséquences». Dans le sens des aiguilles d'une montre: Adam et Eve – Conscience d'être pêcheur – Aversion religieuse contre les Juifs – «40% c'est beaucoup!», usuriers juifs rendus coupables – Juifs brûlés vifs – Réactions à l'épidémie – Pratiques de pénitences.

Alors que les Juifs obtenaient vers 1840 leur émancipation en Europe centrale, le milieu du siècle connut des évolutions scientifiques importantes en linguistique et en biologie. Les groupes linguistiques sont définis, et l'on distingue désormais l'indo-européen des langues sémitiques.

En biologie, Darwin introduit l'étude de l'évolution avec son *Origine des espèces*, paru en 1859.

Des idéologues sans scrupule pratiquent, dans ce contexte, un amalgame qui n'a rien de scientifique pour donner une apparence de fondement: Gobineau publie en 1853-1855 son *Essai sur l'inégalité des races humaines*. L'antisémitisme, qui était jusqu'alors de nature religieuse, peut s'engouffrer dans cette confusion des genres pour devenir un racisme, par assimilation des Juifs à une «race».

Wilhelm Marr, en inventant le mot «antisémitisme» dans les années 1870, peut désigner les Juifs comme «race bouc émissaire» de la crise financière de 1873 en Autriche-Hongrie.

La virulence du phénomène fut singulièrement plus forte dans les pays allemands: à la suite de Fichte, la nation allemande se spécifie par l'usage de la langue – la «race» allemande étant la plus «pure» du groupe «aryen» défini par l'usage de l'indo-européen. Les Juifs, bien que parlant allemand, ou yiddish, qui est un dialecte germanique ashkénaze, subvertissent la langue et la nation allemandes. Ce sentiment est d'autant plus fort que les Allemands sont eux-mêmes minoritaires en Autriche-Hongrie, où ils sont moins nombreux que les Slaves et les Hongrois. Dans l'autre Allemagne, la Prusse, et singulièrement à Berlin, l'antisémitisme se nourrit d'opposition aux doctrines économiques libérales.

En Russie, l'assassinat d'Alexandre II est rejeté sur les Juifs: les vingt dernières années du siècle sont marquées par des *pogroms* (mot russe), qui poussent nombre de Juifs russes et polonais à l'émigration. Vers 1900, la police secrète russe commence à faire circuler le *Protocole des Sages de Sion*, document fabriqué de toutes pièces et attribué à une réunion secrète, à l'occasion du premier Congrès mondial sioniste (Bâle, 1897), selon lequel les sionistes projetaient de prendre le contrôle de l'Europe entière. La propagande nazie s'appuiera fortement sur ce faux (il est à noter qu'en 1997 a été fabriqué en Pologne un faux enregistrement où des Juifs polonais, dont un ministre, «complotent» de la même façon...).

En France, après la défaite de 1870, les Juifs ayant en grand nombre un patronyme à consonance allemande furent accusés d'avoir affaibli le pays et son moral. Le krach de l'Union générale est attribué à la duplicité de la «finance juive». Nationalistes et cléricaux partagent désormais la haine antijuive.

Renforcé, l'antisémitisme a acquis son caractère raciste à la fin du 19^e siècle.

Les Rom/Tsiganes

Descendants de tribus nomades banjaras du nord-ouest de l'Inde et de langue indo-européenne proche du sanskrit, les Rom/Tsiganes¹ ont émigré par familles entre le 5^e et le 11^e siècle vers l'Iran puis l'Europe. On trouve leur trace en 1322 en Crète, puis en Bulgarie, et dans toute l'Europe à partir du 15^e siècle. Il n'est pas certain que leur nomadisme ait été un véritable choix : à l'époque de leur arrivée, la terre était occupée. Se déplaçant en groupes de taille restreinte, ils ne viennent pas en conquérants – contrairement aux nombreux mouvements migratoires des siècles précédents – et vivent du travail des métaux et d'activités commerciales. Leur mode de vie est pacifique et familial, marqué par l'importance des enfants, dont la liberté est un principe intangible.

Les Grecs les appelaient *atsigani*, d'où viennent les mots allemand *Zigeuner*, hongrois *Czigany* et français *Tsigane*. Dans différents pays, au Moyen Âge, ils furent dénommés Egyptiens (certains groupes sont passés par l'Égypte) : c'est ce qui donne l'anglais *Gypsy* et le français *Gitan*. Ces termes sont des appellations générales, souvent teintées négativement – ou plus ou moins folkloriquement. Il existe parmi eux des regroupements de type quasi-ethnique (à l'exception d'un territoire commun). Ainsi, les principales victimes de l'Holocauste sont des Roma (de *rôm*, fils, homme). Le deuxième groupe des victimes est constitué par les Sinti ou Manus (en français Manouches). Le troisième groupe, composé des Kalé ou Gitans, a à peu près, du fait de son implantation géographique, échappé au génocide.

Comme ils avaient la peau sombre, étaient nomades, venaient de «nulle part» mais étaient passés par des contrées occupées par les Turcs, et qu'enfin ils prédisaient l'avenir, les populations européennes oscillaient entre la curiosité et l'assimilation au diable. Ils arrivèrent trop tard pour être accusés de propager la peste noire – ce fut les Juifs que l'on désigna à la vindicte –, mais se virent chargés de responsabilité partout où un bouc émissaire était bien utile, en cas de mauvaise récolte, d'épidémie, de disette ou de toute catastrophe. L'Église et l'État multipliaient partout les mesures restrictives à leur rencontre, les discriminations et les brimades. Les corporations des différents métiers voyaient en eux un danger pour leur monopole professionnel. Seule une partie de la noblesse les accueillait volontiers, comme de «modernes» troubadours, essentiellement pour

1. «Rom/Tsiganes» est le terme utilisé par le Conseil de l'Europe pour désigner l'ensemble des groupes et sous-groupes d'origine tsigane. Le terme «Tsigane» employé dans la suite du texte fait référence aux «Rom/Tsiganes» (note de l'éditeur).

leur musique. Ils furent même accusés de cannibalisme: en Hongrie, en 1782, plus de 200 furent traînés à un procès, et quarante et un avaient déjà été torturés et exécutés quand on «s'aperçut» que les gens qu'ils étaient censés avoir dévorés étaient bien vivants.

Cet ostracisme et cette persécution ont eu lieu à toutes les époques et dans tous les pays d'Europe. En Angleterre, être tzigane ou fréquenter des Tziganes était puni de mort. Le plus souvent, ils étaient expulsés. Ils n'avaient aucune nationalité, n'étaient défendus par aucune loi, aucun statut. Les Etats ont tous voulu soit les contraindre à la sédentarisation, comme en Hongrie au 18^e, soit les isoler en les expulsant, en leur interdisant des territoires, notamment les villes, et en les parquant.

Le développement d'Etats centralisés et fortement administrés a renouvelé les formes de leur persécution: on ne pouvait tolérer ce qu'on ne pouvait contrôler. Ils étaient ainsi tout désignés pour être les victimes des totalitarismes, et pour le génocide par le nazisme.

A l'issue de l'Holocauste, ils se virent dénier, notamment par de nombreux tribunaux allemands de l'ouest, la qualité de victimes. De nombreux fonctionnaires de RFA considéraient qu'ils n'avaient pas été persécutés pour des motifs «raciaux», mais comme asociaux – exactement le discours nazi. Ce n'est qu'en 1963 qu'un jugement de la Cour suprême fédérale admit qu'ils avaient été persécutés dès 1938.

Naissance du nazisme

De l'éclosion du parti national-socialiste au putsch de 1923

par Vincent Magnien, historien

Revenons un instant sur les conditions ayant favorisé la percée du mouvement nazi; sans pour autant tomber dans un déterminisme simpliste et fallacieux, une démonstration pluricausale permettra d'avancer quelques explications.

Des données historiques et le cadre géopolitique peuvent fournir des éclaircissements: l'Allemagne est au centre de l'Europe, entourée de nombreux Etats, traversée par des flux migratoires; depuis toujours, cette région européenne est le cadre de guerres, de conflits, de tensions. Cette situation n'est pas propre à l'Allemagne, mais cela provoque des réactions de défense et de méfiance vis-à-vis de l'étranger, plus particulièrement en Prusse, où, au 19^e siècle, cette réaction défensive se mue progressivement en réaction offensive et impérialiste, et finit par atteindre toute l'Allemagne après l'unification de 1871; l'Allemagne évolue désormais entre archaïsmes et modernité, entre des classes traditionnelles aristocratiques qui continuent de dominer la vie politique et l'armée, alors que la haute bourgeoisie, face à ces pesanteurs, se contente des secteurs économiques dynamiques, au détriment d'une participation politique.

Il importe aussi de prendre en compte la révolution industrielle et ses bouleversements socio-économiques qui touchent une bonne partie des Allemands au tournant du siècle; apparaît alors l'éclatement des structures d'encadrement traditionnelles, à travers, par exemple, la désertion de l'église, la dissolution des familles... L'individu, auparavant entretenu dans un réseau de sociabilité, se trouve isolé, sans repères.

La défaite de la première guerre mondiale est, par ses conséquences, un événement majeur dans une recherche d'explications du nazisme. Elle apporte, outre son lot de douleur et d'affliction, une relative surprise; en effet, même si le conflit a fait souffrir la population civile par ses privations, celle-ci n'a jamais douté de l'issue finale – il est nécessaire de rappeler que le territoire allemand n'a pas été envahi sur le front ouest. La république naissant du chaos est fragile, elle est surtout déconsidérée par l'opinion publique et par les forces politiques traditionnelles qui restent solidement implantées partout en Allemagne. En outre, les conditions particulièrement humiliantes du Traité de Versailles, l'occupation française de la Ruhr en 1923 sont ressenties comme une blessure profonde. Aussi, il n'est pas étonnant de voir se multiplier les tensions; les mouvements protestataires sont récurrents (révoltes, putschs, assassinats...).

La crise économique d'après guerre qui touche l'ensemble de la société à travers les famines, le chômage, les faillites, etc., prend une tournure catastrophique en

1923, où l'inflation atteint un taux record (le mark-or vaut 1 trillion de marks-papier en décembre 1923!)

C'est dans ce contexte que prend essor le National-sozialistische Deutsche Arbeiter Partei (Parti ouvrier allemand national-socialiste – NSDAP).

La naissance du NSDAP

Adolf Hitler, issu de la petite bourgeoisie, artiste raté, semble trouver sa voie en tant que bon soldat de la première guerre mondiale. Il garde une rancœur énorme de la défaite de 1918 et une haine envers ceux qu'il considère comme les criminels de novembre, qui sont indifféremment les personnages dominant la vie politique des années 20.

Dès 1919, Hitler fait partie, à Munich, d'un petit groupuscule mené par Anton Drexler, le Parti ouvrier allemand, fortement teinté d'antisémitisme, ce qui attire le caporal autrichien. Progressivement, il se démarque, avec sa fougue de tribun, et impose une dictature au parti qu'il transforme en NSDAP, dès 1921. On assiste dès lors à un encadrement militaire des membres, les SA (sections d'assaut, organisation de défense paramilitaire) sont créées, le drapeau rouge frappé de la svastika est adopté...

Les grands thèmes nazis, qui seront mis en pratique par la suite, sont déjà présents au début des années 20; nationalisme virulent, antisémitisme, anticommunisme... Ce n'est qu'un groupuscule extrémiste comme il en existe beaucoup alors, qui conteste plus qu'il n'offre de solutions. Le parti reçoit un accueil favorable chez certains industriels bavarois (renflouant par là même la trésorerie) qui, dans la crise de 1923, craignent le péril rouge.

Le putsch de la brasserie

L'événement en lui-même n'a rien de glorieux; l'action se déroule dans l'urgence, sans préparation ni réel souci d'organisation.

Le *Land* de Bavière, à l'idéologie réactionnaire et séparatiste, s'est désolidarisé du gouvernement central en septembre 1923. Hitler pense pouvoir tirer profit de la situation; aussi, le 8 novembre 1923, il fait son apparition, avec des hommes de main, dans la brasserie Bürgerbräukeller à Munich, où se tient une réunion des dirigeants du pouvoir bavarois. Grâce à une persuasion armée, il finit facilement par imposer ses vues et l'idée d'une marche sur Berlin. La nuit venue, ces dirigeants désapprouvent en bloc, à la radio, l'événement. Le lendemain, c'est une véritable épreuve de force qui s'engage entre les partisans nazis bien décidés à prendre par la force le pouvoir et le gouvernement local. On assiste alors à une bataille de rue sanglante, d'où Hitler est évacué. Il sera arrêté deux jours plus tard, puis jugé et emprisonné.

L'événement n'a rien d'exceptionnel, car en cette fin d'année 1923 la décomposition de l'Allemagne est très nette politiquement et surtout économiquement;

aussi, les tentatives de putsch sont fréquentes. Ce qui importe finalement, pour les membres présents et à venir, est de constater que le NSDAP est un mouvement d'action qui ne se contente pas mollement de critiquer. En outre, Hitler en sort grandi, il devient martyr d'une république impuissante. Enfin, l'emprisonnement «doré» imposé à Hitler lui permet de dicter la première partie de *Mein Kampf* et d'engager, après réflexion, son parti dans les voies démocratiques.

La doctrine nazie

Un programme du parti nazi est élaboré le 24 février 1920:

«[...] 4. Seul peut être citoyen un frère de race [*Volksgenosse*]. Seul est frère de race celui qui est de sang allemand, sans considération de confession. Aucun Juif ne peut donc être un frère de race.

5. Qui n'est pas citoyen ne peut vivre en Allemagne que comme hôte et doit être soumis à la réglementation sur les étrangers.

6. Le droit de décider de la direction et des lois de l'Etat ne peut appartenir qu'à des citoyens. Nous demandons donc que toutes les fonctions officielles, de quelque nature qu'elles soient, aussi bien dans le Reich que dans les *Länder* et dans les communes, soient exercées uniquement par des citoyens. [...]

8. Toute nouvelle entrée de non-Allemands doit être interdite. Nous demandons que tous les non-Allemands entrés en Allemagne depuis le 2 août 1914 soient forcés de quitter immédiatement le Reich allemand¹.»

Ce texte, indique Hilberg, est la seule position écrite du parti sur la question. Les autres écrits se réduisent à peu près à *Mein Kampf*. Il est difficile de parler de théorie, de doctrine ou d'idéologie à propos des orientations de Hitler et du nazisme, dans la mesure où les termes et concepts employés le sont dans une acception particulière affirmée comme un postulat: tout au plus peut-on indiquer quelles étaient ces affirmations.

La «race» est déterminée par le «sang». La «race allemande» est une race de «seigneurs». Elle doit être préservée pure, et donc ne pas être mêlée à des races «inférieures». Le peuple allemand est le peuple supérieur: il a besoin d'un «espace vital», qu'il peut conquérir, s'approprier, contrôler et «purifier» par tous les moyens, son intérêt étant la seule considération qui détermine les choix et les actes, sans souci aucun d'humanité ni de morale. Les deux plus grands dangers pour la «race allemande», sur son sol, en Europe et dans le monde, sont le judaïsme et le bolchevisme – qui en est un avatar, de même que le christianisme.

L'idéal nazi, que l'on peut considérer comme son but ultime, est une domination totale d'un monde complètement débarrassé des «races inférieures», des

1. Cité par Raul Hilberg, *La destruction des Juifs d'Europe*, Gallimard, coll. «Folio», vol 1, Paris, p. 35.

religions et du bolchevisme, où parmi les «races aryennes» la «race allemande» ne connaisse aucune limite à son pouvoir.

Les «races» juive et tsigane sont parasites – au sens premier du terme. Le «parasitisme tsigane» est l’aspect «a-social» de son mode de vie. Le «parasitisme juif» est beaucoup plus dangereux car plus pernicieux: depuis des siècles, les Juifs mènent une «entreprise» visant à contrôler, asservir et dégrader tous les autres peuples, en particulier par le moyen de la finance.

Aucune de ces affirmations n’a la moindre rigueur scientifique ou théorique, même s’il est fait appel à des «spécialistes» pour les théoriser. Il s’agit d’incantations exprimées de façon répétées, tant dans *Mein Kampf* que dans les interventions publiques de Hitler et de tous les dignitaires du nazisme, mais aussi à l’école, comme autant d’incitations inouïes à la haine, accompagnées de «prophéties», tant sur l’espace vital que sur «l’extermination» (*Vernichtung*) ou «l’éradication» des Juifs.

Ces prophéties et ces incantations ne sont pas réellement une doctrine, et ont d’abord une fonction de propagande, d’endoctrinement des foules. Elles représentent cependant la visée de Hitler, et dicteront, en fonction des événements internationaux et des conjonctures internes, les orientations de politique étrangère et la progression de diverses mesures (contre les opposants, les homosexuels, les Juifs, les Tsiganes, les handicapés et aliénés, les asociaux, etc.). Elles impliquent la négation de l’ensemble des valeurs occidentales.

«Mon professeur de latin, qui disait toujours “*Salvete Discipuli*”, portait un uniforme des troupes d’assaut, l’uniforme brun. Le salut aussi avait changé, ce n’était plus “*Salvete Discipuli*” et “*Salvete Magister*” en retour, mais “*Heil Hitler*”. Il est entré en lançant “*Heil Hitler, élèves*”, et nous devons nous lever et répondre “*Heil Hitler, professeur*”. Puis nous avons changé de programme pour intégrer cette *Rassenkunde*, la raciologie. C’était une matière principale. Nous étions supposés apprendre ce que c’est qu’un aryen, la race aryenne. En opposition à la race aryenne, c’était nous, les Juifs. Les élèves devaient apprendre les différences entre un pur aryen blond aux yeux bleus et un Juif¹.»

1. Frank S., in Joshua Greene et Shiva Kumar, *op. cit.*, p. 43-44.

Mesures antijuives, 1933-1939

Dès avant 1933, un certain nombre de mesures antijuives avaient été prises, reflet d'un racisme déjà à l'œuvre dans l'appareil d'Etat: ainsi, la carrière militaire (au-delà du grade de sous-officier) était interdite aux Juifs. Une circulaire d'un haut fonctionnaire prussien, Hans Globke, ordonne le 23 décembre 1932 de s'opposer aux demandes de changement d'état civil de Juifs.

La «définition»

Dès le 11 avril 1933, un règlement fixe que n'est pas aryenne toute personne dont l'un des quatre grands-parents est juif: cette définition négative est alors strictement religieuse.

En septembre 1935, lors du congrès du parti à Nuremberg, furent hâtivement rédigés et adoptés deux décrets successifs: la loi pour la protection du sang et de l'honneur allemands, complétée par la loi sur la citoyenneté du Reich, dont le règlement d'application (14 novembre 1935) définissait comme juive toute personne dont trois grands-parents étaient juifs, ou deux si elle était de religion juive, ou née après septembre 1935 de parents juifs. Mais il définissait comme *Mischling* (métissé de Juif) tous les autres cas. Il s'agissait de «protéger» ces derniers, au moins en apparence, comme le furent dans un premier temps les Juifs anciens combattants de la première guerre mondiale.

Les restrictions individuelles et professionnelles

Dès la prise de pouvoir des nazis, c'est une litanie d'exclusions et d'interdictions qui touche la population juive.

Le 7 avril 1933, exclusion de la fonction publique. Médecins et avocats peuvent être radiés. Le 22 septembre, interdiction d'exercer des métiers artistiques; le 4 octobre, interdiction d'exercer la profession de rédacteur en chef de la presse.

Un comité de boycottage institué le 29 mars 1933 devra renoncer à son projet, la population ne suivant pas le mot d'ordre. Des SA et des SS reprendront différemment le projet, «marquant» les commerces juifs en stationnant devant.

Le 21 mai 1935, il devient nécessaire d'être d'ascendance «purement aryenne» pour effectuer un service actif dans l'armée.

La loi pour la protection du sang et de l'honneur allemands (Nuremberg, septembre 1935) interdit le mariage et les relations sexuelles entre «aryen» et «non-aryen». Des couples «fautifs» sont exposés à la vindicte populaire.

En 1936, les fonctionnaires juifs non expulsés de leurs fonctions (*Mischling* et anciens combattants) sont exclus du système d'assistance sociale. En juin, le Reichsgericht (Cour de cassation) décide que les caractéristiques «raciales» juives sont un motif valable de dénonciation d'un contrat de travail privé.

Le 6 juillet 1938, interdiction des activités de service (conseil immobilier, gardiennage, courtage, tourisme, etc.). Le 25, les médecins sont interdits d'exercer, sauf quelques-uns, et uniquement pour leurs clients juifs. La même mesure frappe le 27 septembre les avocats.

En août 1938, les Juifs sont contraints d'ajouter à leur prénom Sarah ou Israël. Le 19 novembre est supprimé l'accès à l'assistance publique.

Le 4 mars 1939, les Juifs sans travail peuvent être réquisitionnés pour du travail forcé. Au 24 décembre 1940, les Juifs ayant un revenu supérieur à 39 Reichsmarks par mois sont soumis à un impôt supplémentaire de 15 %.

A partir d'octobre 1941, les Juifs ne peuvent plus refuser le travail forcé, même s'ils ont un emploi, et sont payés à la quantité, sans congés ni avantages sociaux: c'est l'achèvement d'une situation d'esclavage. L'étape suivante est celle de la solution finale.

Aryanisation et mesures financières

Avant la prise de pouvoir avait été instaurée une «taxe de fuite» de 25 % de la fortune pour tout émigrant possédant, en 1930, 200000 Reichsmarks ou plus. Le 18 mai 1934, le seuil est abaissé à 50000 Reichsmarks, alors même qu'on pousse les Juifs à l'émigration.

La Conférence Schacht du 20 août 1935 exclut les Juifs de tout contrat public. Le 26 avril 1938, tous les biens des Juifs doivent être enregistrés. Le 14 juin, toute entreprise ayant un administrateur ou un cadre dirigeant juif est déclarée juive.

Au plan fiscal, l'année 1938 voit la suppression des abattements familiaux dans la détermination du revenu imposable des parents d'enfants juifs, et celle des exemptions fiscales aux entreprises caritatives juives.

Le 12 novembre, tous les commerces de détail juifs sont fermés, les administrateurs juifs de sociétés sont licenciés. Le capital des «sociétés juives» doit être «aryanisé» par vente «consentie». L'ensemble de la population juive est soumise à un «paiement expiatoire» de 25 % des biens déclarés l'année suivante, en

«représailles» de la Nuit de cristal. Le 3 décembre, on nomme des mandataires dans les entreprises non encore «aryanisées», les terres, forêts et biens immobiliers doivent être vendus, les actions et valeurs mobilières mises en dépôt.

L'affaiblissement par la faim

- Le rationnement généralisé en Allemagne distinguait: les produits non rationnés, les rations de base, les rations supplémentaires (travailleurs de force, femmes enceintes, etc.), les distributions spéciales en cas de surplus.
- 1^{er} décembre 1939: suppression des distributions spéciales pour les Juifs.
- Limitation des horaires d'accès aux magasins (après les «aryens»).
- Saisies nombreuses de colis venant de l'étranger.
- 26 juin 1942: une conférence réduit les possibilités d'acquisition (gâteaux, pain blanc et viande sont supprimés, ainsi que les suppléments aux enfants juifs par rapport aux adultes juifs; lait écrémé et non pas entier...).

La politique d'émigration

Dès 1933, mesures et incitation à l'émigration des Juifs allemands. Tentatives d'émigration forcée des Juifs «étrangers», mais échecs, notamment à la frontière polonaise: la Pologne menace d'expulser en Allemagne les Juifs d'origine allemande (beaucoup plus nombreux).

En 1933, le nombre de Juifs résidant en Allemagne était de 520000. La mortalité et l'émigration avait au début de 1938 réduit cette population à 350000. Par le simple fait de l'*Anschluss* (annexion de l'Autriche), la communauté s'accrut en mars 1938 de 190000 Juifs autrichiens, pour s'élever à 540000 personnes.

Au déclenchement de la guerre, 6000 Juifs sont transférés d'Europe centrale dans le gouvernement général (partie de la Pologne occupée mais non intégrée au Reich). 6500 Juifs allemands et d'Europe centrale sont envoyés en France non occupée.

Les annexions, occupations, Etats fantoches ou contrôlés placent au contraire beaucoup plus de Juifs sous la «responsabilité» du Reich.

L'extension du conflit par l'invasion de l'URSS, malgré les opérations mobiles de tueries, accroît encore le nombre des Juifs. La mondialisation de la guerre (Japon, Etats-Unis) rend impossible le projet «Madagascar».

Sir Martin Gilbert dresse la carte des «Juifs destinés à l’extermination» au 20 janvier 1942, par pays¹:

Allemagne:	131 800	Hongrie:	742 800
Danemark:	5 600	Autriche:	43 700
Norvège:	1 300	Bohême-Moravie:	74 200
Hollande:	160 800	Slovaquie:	88 000
Belgique:	43 000	Ukraine*:	2 994 684
France occupée:	165 000	Russie blanche*:	446 484
France non occupée*		«Territoires de l’Est» (occupés):	
(dont Afrique du Nord):	700 000		420 000
Italie:	58 000	URSS*:	5 000 000
Grèce:	69 600	Estonie:	0
Bulgarie:	48 000	Lettonie:	3 500
Roumanie:	342 000	Lituanie:	34 000
Albanie:	200	District de Bialystok:	400 000
Serbie:	10 000	Gouvernement général:	2 284 000
Croatie:	40 000		

* Territoires «non encore» occupés en janvier 1942.

Sur les territoires contrôlés par l’Axe, le total des Juifs à éliminer se monte alors à 4 745 500, auxquels étaient susceptibles de s’ajouter 9 141 168 Juifs présents sur les territoires «occupables» ou convoités.

N.B.: il s’agit bien des Juifs encore vivants en janvier 1942. Les chiffres sont ceux des estimations allemandes, lors de la Conférence de Wannsee, consacrée à l’organisation de la solution finale.

La Nuit de cristal (*Kristallnacht*)

Après l’assassinat par un jeune Juif allemand, le 9 novembre 1938, d’un diplomate allemand de second rang à Paris, Goebbels, ministre de la Propagande, suggère à une réunion des cadres du parti que Hitler ne s’opposerait pas à des émeutes généralisées. En application, la SA ordonna d’incendier les synagogues. Ce fut un pogrom à l’échelle du pays dans la nuit du 9 au 10. Bilan: 91 Juifs tués, des milliers de blessés, 191 synagogues incendiées, 7 500 magasins pillés, 30 000 Juifs arrêtés et expédiés en camp de concentration².

Concentration

Dès 1933 fut créé le camp de concentration de Dachau, rapidement suivi d’autres. Au début destinés aux opposants politiques, ces camps «accueillirent»

1. Sir Martin Gilbert, *op. cit.*, p. 85.

2. Source: M. Broszat et N. Frei, *Das Dritte Reich im Überblick*, Munich, 1989.

vite des Juifs, particulièrement maltraités. La SS obtint que leur assassinat sommaire ne soit pas l'objet de poursuites policières ni judiciaires.

L'impossibilité du projet Madagascar et l'extension des territoires sous contrôle entraînent l'évidence que l'émigration ne pourra être une «solution de la question juive». Dans de nombreux pays, l'intégration des Juifs est forte et ancienne. Avant de trouver d'autres solutions, il faut isoler au maximum les Juifs des non-Juifs, pour éviter chocs et phénomènes de solidarité. C'est le début de la concentration.

Dans le gouvernement général, une phase transitoire est organisée: le ghetto. Reprenant le terme en usage à Venise au 16^e siècle, où des Juifs expulsés d'Espagne furent regroupés dans un quartier fermé, ces mesures se développèrent progressivement dans différentes villes de l'est, le plus souvent au prétexte d'éviter la propagation d'épidémies à la population non juive.

Le travail forcé, les restrictions alimentaires, la maladie, les exactions individuelles ou organisées entraînent une dégradation physique considérable des populations, renforçant la propagande sur le caractère inférieur de la «race» juive.

Avant même l'enclenchement de la solution finale, de nombreux massacres avaient été perpétrés à l'est et, à Chełmno, une activité d'extermination systématique avait été entamée dès la fin de 1940.

Lors de la Conférence de Wannsee, Heydrich annonce que les Juifs seraient organisés en camps de travail: les conditions qui leur seraient faites entraîneraient une «élimination naturelle» d'un grand nombre du fait de leur déficience physique (effet de la politique de malnutrition). Le noyau des plus résistants devrait être «traité en conséquence».

Dans les faits, l'élimination «naturelle», dans les ghettos comme dans les camps de travail, s'avéra trop lente et trop coûteuse, et c'est la plus grande proportion qui fut exterminée dans les camps de la mort.

Les camps de concentration: création et rôle

En 1933, l'Allemagne disposait d'un assez grand nombre de lieux de détention traditionnels (prisons et forteresses) mais ceux-ci ne permettaient pas d'incarcérer des quantités importantes de gens.

Hitler ayant pris le pouvoir le 30 janvier 1933, c'est dès le 8 mars que Frick, ministre de l'Intérieur, annonça la création de camps de concentration: Orianenburg ouvrit le 20 mars, Dachau le 21, et à la fin du mois existaient déjà une cinquantaine de camps.

La prolifération fut rapide, et parfois plus ou moins sauvage, au point que la SS dut intervenir pour «régulariser» certains d'entre eux. Les camps dits «réguliers» étaient administrés par l'inspection de la SS: cela indique bien qu'il ne s'agissait pas de lieux de détention judiciaire, mais strictement politique, et donc totalement arbitraire. Les personnes étaient internées sans aucune décision de justice – ou à la suite de l'accomplissement d'une peine dans une prison traditionnelle, comme ce fut le cas de nombreux opposants, de témoins de Jéhovah ou d'homosexuels: être condamné en 1935 ou 1938 à un mois de prison a pu signifier, pour des membres de ces catégories, un mois d'emprisonnement plus sept ou dix ans de camp, ou plus souvent la mort en camp.

Seule la Gestapo était habilitée à interner dans un camp et à décider d'une éventuelle libération: il s'agissait bien de police politique. La SS quant à elle contrôlait les camps, et surtout s'y comportait comme elle l'entendait: les mauvais traitements, la torture, l'assassinat d'un déporté par un SS n'étaient pas susceptibles de donner lieu à l'ouverture d'une instruction judiciaire, comme le décida rapidement la Cour suprême du Reich.

Les camps réguliers étaient situés sur le territoire du Reich, à quelques exceptions près (notamment Auschwitz). Dans les territoires occupés, les camps créés avaient des statuts et des fonctions divers: camps spéciaux de la police d'occupation ou de l'armée, camps des administrations ou gouvernements locaux, camps de transit ou d'attente, camps spécifiques à une catégorie, en particulier aux Tsiganes.

La fonction des camps réguliers était double: soustraire des parties de la population à la société pour tendre à contrôler et uniformiser plus complètement celle-ci, et disposer d'esclaves dont on pourrait gratuitement exploiter le travail, directement ou en le vendant à des entreprises. Dans certains territoires occupés, des dignitaires nazis l'avaient fort bien compris, qui constituèrent leurs propres camps «privés», dont ils purent tirer grand profit. Lorsque, à côté des opposants

de toutes sortes, la population concentrationnaire compta de plus en plus de Juifs et d'«asociaux», une troisième fonction apparut et se développa jusqu'à devenir première: la destruction, par le travail, la famine et la maladie. Cette fonction se développa singulièrement après la Nuit de cristal (9-10 novembre 1938), pendant laquelle les SA eurent pour consigne d'arrêter autant de Juifs, de préférence riches, que les camps pouvaient alors en contenir.

Les camps utilisés pour la destruction de masse sont d'une autre nature. Dans ces six camps, les détenus conservés – provisoirement – vivants ne sont pas utilisés pour un travail industriel classique, mais seulement pour assurer le fonctionnement de la destruction: la seule production de ces camps est la mort de déportés arrivant par convoi, qui survient «à la porte du camp» (c'est-à-dire avant d'avoir été immatriculés et tatoués), et la disparition des corps par crémation, après récupération des effets personnels des victimes, de leurs vêtements, cheveux et dents en or.

Persécution des témoins de Jéhovah

Ce n'est qu'en juillet 1931 que l'appellation *Zeugen Jehovas* (témoins de Jéhovah) fut adoptée par ceux qui jusqu'alors se dénommaient *Bibelforscher* (étudiants de la Bible). La *Wachtturm* (Tour de garde, nom de l'organisation et de son siège à Magdebourg, en référence à l'organisation-mère américaine, la *Watch Tower*) avait déjà fait l'objet de tracasseries avant 1933, l'Eglise catholique lui étant très hostile – de même que le NSDAP.

Dès 1933, les *Bibelforscher*, ainsi que les nazis persistèrent à les appeler par habitude propagandiste, firent l'objet d'interdictions locales (Mecklembourg-Schwerin, Bavière, Saxe, Thuringe, Bade...). Ils ripostèrent par des actions judiciaires, des lettres de protestation – des milliers de télégrammes furent adressés à Hitler et aux fonctionnaires de la chancellerie par des témoins de Jéhovah américains et suisses. Après quelques atermoiements, l'interdiction générale survint en juillet 1935.

Pourquoi Hitler et le nazisme, qui ont toléré les Eglises protestante et catholique, n'ont-ils pas adopté la même attitude à l'égard des témoins de Jéhovah? La première raison est que les grands propriétaires et industriels protestants et catholiques constituaient la clientèle de von Papen, et que le pouvoir avait besoin d'eux. Mais aussi, leurs principes religieux interdisaient aux témoins de Jéhovah de prêter serment à Hitler, d'effectuer le salut hitlérien, d'envoyer leurs enfants à la *Hitlerjugend*, et surtout de porter les armes. Devant l'évolution nazie qui s'affirmait peu à peu comme une «nouvelle religion» en niant toute transcendance pour exiger une adhésion mystique au *Führer*, là où les autres Eglises se sont au mieux contentées de protester, les témoins de Jéhovah contestèrent, s'opposèrent, refusèrent. Ils furent donc traités en opposants: écrits brûlés, rassemblements et prosélytisme interdits, appels à dénonciation, contrevenants condamnés et emprisonnés... Mais rien n'y fit, l'Etat totalitaire ne put obtenir qu'ils renient leurs principes et qu'ils se taisent.

Les propagandistes les plus grossiers répandirent alors des allégations selon lesquelles les témoins de Jéhovah étaient l'avant-garde et l'instrument du complot mondial juif, en s'appuyant sur leur référence à l'Ancien Testament et à Jéhovah, et sur l'appartenance d'anciens juifs à la direction de la *Watch Tower*. De faux écrits et des développements pseudo-scientifiques furent diffusés à grande échelle.

Le processus concentrationnaire devenait alors possible, c'est-à-dire l'interne arbitraire et l'escalade conduisant à la destruction. Il ne s'agit pas d'un

génocide, les témoins de Jéhovah ne se revendiquant ni en peuple ni en ethnie, mais comme Eglise; leur destruction est cependant à l'évidence un crime contre l'humanité. Ils furent une très rare catégorie à avoir eu la possibilité d'échapper individuellement à la concentration et à la destruction: il leur suffisait de renier leur foi et d'épouser la religion hitlérienne. On les y enjoignait régulièrement dans les camps: leur refus, toujours réitéré, leur valait à chaque fois de nouvelles brutalités.

François Bédarida estime le nombre des victimes entre deux et trois mille, sur les dix mille témoins de Jéhovah que comptait l'Allemagne.

Une figure: Carl von Ossietzky

Ce témoin, pacifiste convaincu, intellectuel, rédigea divers ouvrages pour contrer les attaques du parti nazi et dénoncer les brimades subies. Ses livres furent en bonne place dans les autodafés. En 1935, la Ligue allemande des droits de l'homme proposa Ossietzky pour le prix Nobel de la paix. Les luttes d'influence firent que ce prix 1935 ne lui fut décerné qu'en... novembre 1936. Il était alors déjà emprisonné en Allemagne.

«Arrêté dans les tout derniers jours de février, Carl von Ossietzky connaît la prison de Spandau, puis les camps de concentration: Sonnenburg, Esterwegen, Dachau. C'est à Dachau qu'il parachève sa victoire morale en refusant de céder et de renier ses convictions. Le maréchal Goering en personne est venu le voir, lui, le pacifiste, pour lui annoncer la nouvelle: le prix Nobel de la paix lui est attribué. Il lui a proposé d'aller en Suède pour la remise du prix, à condition de ne plus prononcer de critique contre le national-socialisme. Ossietzky a réfléchi et a dit non. Il n'est pas allé en Suède. Il est resté dans le camp. C'était une victoire morale. Sa victoire.

Le discrédit que cette affaire jetait sur l'Allemagne ainsi que les pressions internationales en faveur d'Ossietzky eurent pour effet de le faire sortir des camps. Libération quasi symbolique, car, rongé par la tuberculose, il est conduit à l'hôpital où il meurt le 5 mai 1938¹.»

1. Guy Canonici, *Les témoins de Jéhovah face à Hitler*, Albin Michel, Paris, 1998, p. 382-383.

Persécution des Rom/Tsiganes

L'attitude du nazisme à l'égard des Tsiganes a connu des phases irrégulières, et dans un premier temps une analyse idéologique hésitante, et des mesures contradictoires.

Dans l'Allemagne de 1933, ils furent considérés comme des «nationaux de seconde catégorie», du fait de leur comportement «asocial»: le nomadisme et la pratique d'activités «inhabituelles aux Allemands» étaient en cause. En conséquence, les autorités, notamment à l'échelle des villes, soit les expulsaient, soit les parquaient, ce qui n'était pas satisfaisant pour le pouvoir totalitaire. Ce n'est qu'en 1938 qu'Hitler fit passer les Tsiganes d'une catégorie «sociale» à une catégorie «raciale» en les classant dans les «sous-hommes» – avec la kyrielle des conséquences que cela entraînait, dans la même logique et la même progression que pour les Juifs. Une catégorie de Tsiganes fut cependant exemptée – «privilegiée» selon la terminologie nazie: ceux qui acceptaient de se sédentariser, c'est-à-dire de vivre dans des logements en dur et d'exercer des professions socialement «normales». Mais, même pour ceux-là, ce ne fut qu'un répit de courte durée.

Définition, recensement, isolement: la progression se retrouva, comme pour les Juifs, dans les différents territoires occupés et contrôlés. Il n'y eut guère l'occasion de spoliations – faute de richesses à saisir – ni d'exclusion, si ce n'est du service militaire: les Tsiganes n'étaient ni fonctionnaires, ni médecins, ni avocats...

Cette progression fut amplement facilitée par les sentiments racistes envers les Tsiganes de la grande majorité des populations européennes. Non pas un racisme virulent comme l'antisémitisme: un racisme de simple rejet à l'égard de gens considérés comme des voleurs de poules.

La concentration prit ainsi une forme d'abord moins dure: on contraignait les tribus à installer leurs roulottes dans un lieu donné, surveillé par un ou deux gardiens. Dans les territoires occupés, le nombre de ces camps fut considérable.

Le processus évolua en 1941, et la logique de destruction se mit en œuvre: les Tsiganes connurent de véritables camps de concentration, furent parfois enfermés dans les ghettos juifs (à Varsovie notamment). Les camps pour Tsiganes étaient dits «de famille»: la place des enfants et du groupe familial est telle dans la culture tsigane que toute tentative de séparation entraînait une violente et immédiate révolte. De ce fait, les Tsiganes eurent ce triste privilège, par rapport aux Juifs, d'entrer en famille dans la chambre à gaz.

Dans les différents pays satellites, les milices nazies montrèrent le plus souvent un grand zèle dans la cruauté contre les Tsiganes: le racisme à leur encontre était profond dans les mentalités populaires, et n'avait pas besoin d'une construction idéologique plus ou moins abstraite pour se traduire en actes. En Roumanie, en Bulgarie et surtout en Yougoslavie, les exactions furent des plus violentes. Les Oustachis croates rivalisaient de cruauté et de bestialité.

Dans les camps de destruction, les Tsiganes ne faisaient généralement pas l'objet de sélection à l'arrivée, et restaient en famille. A Auschwitz, les enfants tziganes constituèrent ainsi une ressource de choix pour le D^r Mengele: être jumeaux, avoir des yeux clairs ou de couleurs différentes, ces particularités destinaient automatiquement ces enfants à des «expériences» dont ils ne mouraient qu'après d'extrêmes souffrances. Des femmes et des filles, quant à elles, étaient violées par gardes et *Kapos*, dans les *Blöcke* tziganes même, sous les yeux de leur famille – honte pire que la mort dans la culture tzigane. Nombre d'entre elles succombèrent à des charcutages censés être des stérilisations.

Un quart à un tiers des Tsiganes européens furent victimes du génocide nazi: cependant, le racisme dont ils sont l'objet reste inchangé dans nos différents pays.

Persécution des homosexuels

«Si j'admets qu'il y a un à deux millions d'homosexuels, cela signifie que 7 à 8 ou 10 % des hommes sont homosexuels. Et si la situation ne change pas, cela signifie que notre peuple sera anéanti par cette maladie contagieuse. A long terme, aucun peuple ne pourrait résister à une telle perturbation de sa vie et de son équilibre sexuel... Un peuple de race noble qui a très peu d'enfants possède un billet pour l'au-delà: il n'aura plus aucune importance dans cinquante ou cent ans, et dans deux cents ou cinq cents ans il sera mort... L'homosexualité fait échouer tout rendement, tout système fondé sur le rendement; elle détruit l'Etat dans ses fondements. A cela s'ajoute le fait que l'homosexuel est un homme radicalement malade sur le plan psychique. Il est faible et se montre lâche dans tous les cas décisifs... Nous devons comprendre que si ce vice continue à se répandre en Allemagne sans que nous puissions le combattre, ce sera la fin de l'Allemagne, la fin du monde germanique» (discours prononcé par Himmler le 18 février 1937¹).

De façon logique, les homosexuels allemands furent les principales victimes, puisque c'est la «race» allemande qu'il s'agissait de préserver. L'Alsace et la Moselle ayant été annexées, les homosexuels de cette région subirent le même sort, d'autant plus aisément que la police locale en tenait un fichier, qu'elle remit aux Allemands. Cela ne signifie pas que les homosexuels d'autres pays n'aient pas été persécutés; mais ils ne faisaient pas l'objet de campagnes spécifiques, ils n'étaient déportés que s'ils se trouvaient pris dans les mailles d'un contrôle, ou au hasard des péripéties de l'occupation (des miliciens pratiquaient volontiers, dans divers pays, des chasses à l'homosexuel, autant par jeu que par conviction).

Les autres déportés tenaient les homosexuels dans un mépris, voire une haine, presque aussi forts que les nazis: leur sort est bien peu souvent évoqué, sinon par les quelques survivants, qui eurent le plus grand mal à se faire entendre – plus exactement qui ne trouvèrent qu'une audience confidentielle. Les sources bibliographiques sont de ce fait très rares – et les ouvrages épuisés ne font pas l'objet de retraitage. Sir Martin Gilbert les cite comme une des catégories de victimes non juives du camp de Mauthausen.

Eugène Kogon, dans son rapport élaboré pour les Alliés et utilisé lors du procès de Nuremberg, *L'Etat SS, le système des camps de concentration allemand*, est

1. Toutes les citations de cette fiche sont reproduites avec la permission de Dominique Natanson, <http://perso.wanadoo.fr/d-d.natanson>.

l'un des rares à évoquer explicitement leur sort. Ce silence, volontaire, des autres victimes (au sens collectif: par la voix de leurs organisations représentatives), n'est autre qu'une seconde destruction imposée aux homosexuels déportés.

Dominique Natanson, sur son site Internet «Mémoire juive et éducation», estime le nombre des victimes à «des dizaines de milliers». Il cite le témoignage de Pierre Seel, déporté, à 17 ans, au camp de Schirmeck: «Dans les camps, les homosexuels étaient soumis aux mêmes privations, aux brutalités, au travail forcé, aux expériences médicales, mais le triangle rose qu'ils portaient les soumettaient au mépris et à des vexations plus graves. Certains furent ainsi livrés aux chiens des SS qui les dévorèrent devant les autres déportés.»

A propos des expériences médicales, Eugène Kogon témoigne: «En injectant des hormones synthétiques dans l'aîne droite, on devait obtenir une inversion des tendances de l'individu. Les médecins n'arrêtaient pas de faire des plaisanteries sur la chose.»

Ces expériences sans aucun fondement ni valeur scientifiques provoquèrent la mort de nombreux prisonniers. On leur proposa aussi la «libération» contre leur castration – proposition aberrante au regard de la théorie d'Himmler. Ceux qui ne moururent pas des suites de l'opération effectuée avec un rare sadisme se retrouvèrent enrôlés de force dans la division disciplinaire Dirlewanger, chair à canon de la campagne de Russie.

Comme en milieu carcéral de façon générale, les plus jeunes étaient utilisés comme objets de plaisir par des *Kapos*, des doyens, des droits communs, parfois par d'autres déportés. Aimé Spitz, homosexuel alsacien déporté comme politique, raconte: «Un jeune Alsacien du Haut-Rhin fut disputé par deux *Kapos*: de l'un, il recevait une gamelle de soupe, de l'autre, un cigare chaque dimanche. Victime de la jalousie réciproque des deux *Kapos*, il fut envoyé à l'infirmerie un soir pour désinfection. Le lendemain, on le trouva mort; il avait reçu une piqûre d'essence dans les veines. Il n'avait que 19 ans.»

Les lesbiennes, en nombre nettement moindre, ont été l'objet des mêmes persécutions; en outre elles furent utilisées comme prostituées pour les gardes auxiliaires et les *Kapos* dans certains camps.

Plusieurs pays occupés ou satellites adoptèrent des mesures législatives criminalisant l'homosexualité, en particulier la France en 1942. Les Eglises approuvèrent souvent.

Le refus des différents Etats de reconnaître, après guerre, les homosexuels comme victimes est général (l'Autriche les reconnut... en 1994). En France, la loi de 1942 devint l'article 331 du Code pénal. Sous De Gaulle, une loi les qualifie de «fléau social» et les relations homosexuelles entre majeurs sont passibles de prison: ces mesures ne furent abolies qu'en 1982. En Allemagne fédérale, le paragraphe 175 fut maintenu après guerre.

Ce refus de reconnaissance sonne comme une approbation de la déportation. Malgré une profonde libéralisation des sociétés depuis les années 70, le racisme anti-homosexuel empêche encore une claire reconnaissance de leur statut de victimes.

Le processus de déshumanisation

Détruire une importante quantité de personnes au sein d'une population ne peut se réaliser sans tenir compte des réactions du reste de la population. S'ils ne sont pas trop nombreux, les opposants éventuels peuvent être eux-mêmes, et le sont, détruits. Ce fut le cas en Allemagne et dans les territoires occupés ou contrôlés. Mais pour éviter une émotion trop vive et généralisée, il faut transformer la majorité de la population en témoins indifférents, en complices ou en acteurs du massacre – nous avons vu récemment qu'au Rwanda les Hutu n'avaient qu'une alternative: être victimes ou bourreaux; les Hutu modérés furent massacrés comme les Tutsi. Etat totalitaire, le Reich n'envisagea pas pouvoir obtenir que chaque Allemand massacre son voisin juif, et ce d'autant que le degré d'intégration et d'assimilation était fort. Mais la raison principale en était que cela aurait été un désordre. La propagande et la doctrine avaient depuis la création du nazisme visé à transformer le plus grand nombre en complices, et tous les enfants et adolescents passés par la *Hitlerjugend* n'eurent quasiment pas le choix. Pour obtenir que la grande majorité du reste de la population soit composée de témoins, sinon indifférents, au moins silencieux, c'est le processus de déshumanisation qui fut choisi, afin d'entreprendre de façon efficace la destruction le moment venu.

Ce processus peut être décomposé en sept étapes, sans pour autant que celles-ci soient distinctes les une des autres dans le temps.

La première étape est celle de la définition. Définir quel est cet autre si irrédûciblement autre qu'il faut le détruire est un préalable déterminant. Le phénomène du bouc émissaire est connu de tous dans les petits groupes humains. Il est beaucoup plus compliqué à l'échelle des peuples. Pour ce qui est des Juifs, il faut reconnaître que le nazisme n'a ici rien inventé (voir fiches 1 – Définitions, 3 – Antisémitisme, 6 – Doctrine nazie, et 13 – Définition et recensement). En l'occurrence, la définition de départ est double: il s'agit d'opposer «race juive» et «race aryenne».

Cette double définition parallèle est indispensable pour effectuer le passage du bouc émissaire individuel, du pogrom, à l'entreprise de destruction industrielle systématique. Il est à cet égard à noter la nécessité d'une organisation totalitaire de la société. C'est ce totalitarisme qui détermine immanquablement les autres génocides et destructions massives qui font de l'Holocauste un tout: l'Etat totalitaire nazi ne peut supporter ce qui déroge à la suprématie et à l'uniformité de la «race» des seigneurs. Ainsi les Tsiganes, en tant que non sédentaires, sont-ils incontrôlables. Ainsi les handicapés et les aliénés ne peuvent-ils être assimilés à

une «race» définie comme pure. Ainsi les homosexuels, différents mais non différents, sont-ils tout aussi incontrôlables. Ce qui est incontrôlable est qualifié par le nazisme d'«asocial». De cette façon est enclenché le mécanisme obligatoire du génocide, c'est-à-dire de la destruction des gens qui sont différents par ce qu'ils sont. Mais l'Etat totalitaire – ce n'est pas spécifique au nazisme – ne peut supporter non plus ceux qui se différencient par ce qu'ils croient ou ce qu'ils pensent. Ainsi les témoins de Jéhovah, qui refusent le serment, le salut hitlérien et la participation à l'armée, ne sont-ils pas tolérables, et ne peuvent-ils finalement qu'être détruits. Ainsi en est-il encore des opposants politiques, au premier rang desquels, en nombre, les communistes.

On a bien sûr sous-évalué cette première étape, sans déceler à quel point elle contenait en germe l'issue: en définissant ainsi les Juifs, on les transformait en «problème», et de là il faudrait bien un jour envisager la «solution finale» à ce problème.

La deuxième étape est celle du recensement; elle est d'autant plus nécessaire que l'autre différent n'est pas différent. Physiquement, malgré les caricatures diffusées, le Juif peut ne pas avoir l'air d'être juif. Il faut donc l'identifier, en connaître la liste, savoir le localiser par une adresse, être capable de le trouver au moment venu. Dans les divers pays sous domination nazie, ce fut une préoccupation presque immédiate. Il est à noter qu'en France le gouvernement devança les demandes de l'occupant pour réaliser cette étape et les suivantes. De la même façon, le fichage des homosexuels par la police strasbourgeoise fut transmis aux forces d'occupation, ce qui facilita leur déportation. En ce qui concerne les Tsiganes, la nécessité du recensement s'accompagnait de celle de leur fixation, le nomadisme n'étant pas supportable.

Les trois étapes suivantes ne correspondent pas strictement à une chronologie: elles ont pu s'effectuer dans des ordres divers selon les territoires, et même souvent simultanément.

La troisième étape est celle de la désignation. Il s'agit d'indiquer à la population qui est juif, afin que le discours stigmatisant la «race inférieure» et la nécessité de s'en préserver prenne littéralement corps. C'est l'obligation de porter un signe distinctif: ici un brassard, là une étoile de David. On peut noter que cette pratique n'est pas non plus une invention nazie, ni même la couleur jaune, puisqu'elle avait été instituée des siècles plus tôt en Europe sous des formes variées. En Allemagne, cette obligation survint relativement tard, le 19 septembre 1941, soit après la décision de destruction totale. Mais elle s'était bien auparavant appliquée aux lieux: commerces et ateliers avaient ainsi été «marqués» comme juifs.

La quatrième étape est celle des restrictions et spoliations. Elles portent sur les biens, leur propriété ou leur acquisition. L'«aryanisation» des entreprises considérées comme «juives» fut en Allemagne un travail de grande envergure, et aussi de longue haleine. Il n'était en effet, pour les entreprises de grande taille, pas

possible de décréter purement et simplement des transferts de propriété, du fait des conséquences possibles sur les marchés internationaux, dont l'Allemagne avait besoin pour sa propre industrie. Ce fut par contre beaucoup plus aisé pour les entreprises de taille modeste. Après le déclenchement de la guerre, la saisie de biens de toute nature tourna au pillage: bien au-delà des œuvres d'art – qui représentent cependant des valeurs considérables –, elle concerne très vite des biens comme les fourrures lorsque les armées affrontent le froid à l'est, et toutes sortes de biens devenus rares du fait de l'état de guerre. Les spoliations étaient également immobilières et financières: les Juifs sont progressivement privés de pensions et de l'ensemble des divers droits sociaux.

La cinquième étape est celle de l'exclusion. Elle survient parallèlement à la quatrième. Exclus de la fonction publique, les Juifs se voient interdire de nombreuses professions où ils étaient de façon traditionnelle fortement représentés (médecins, avocats...). Dans le même temps, ils furent exclus de la fréquentation de certains lieux (établissements publics, moyens de transport, etc.). Même l'approvisionnement quotidien finit par être fortement limité (accès aux commerces pendant une heure de l'après-midi). Dans les territoires occupés, l'exclusion géographique était accentuée par des horaires de couvre-feu plus limités, par l'interdiction totale de certains quartiers.

La sixième étape est celle de l'isolement systématique; elle n'est que la systématisation de la précédente. Par internement dans des camps de divers statuts (camps de travail ou de concentration), on extrait les Juifs et autres victimes de la population. Cependant, les camps n'ayant pas une capacité suffisante et le nombre de Juifs résidant sur les territoires contrôlés s'accroissant avec les conquêtes, l'isolement fut réalisé par la création de ghettos: dans un périmètre restreint choisi dans des quartiers déjà peu salubres, touchés par des bombardements, on entassait un nombre considérable de gens. Les quantités de vivres attribuées aux ghettos, et gérées à l'intérieur par des conseils juifs nommés par l'occupant nazi, étaient si faibles en termes de ration alimentaire individuelle que cette population enfermée ne pouvait survivre. Les épidémies, notamment le typhus favorisé par l'absence de toute hygiène et l'entassement, étaient de nature à parachever ce qui pouvait être présenté comme une disparition «naturelle».

Pourtant l'importance des trafics, de la contrebande et de tous les artifices qu'un groupe humain peut, de façon légale ou non, déployer pour sa survie, fit que la mortalité, qui atteignit des taux inégalés dans les ghettos, ne les vidait cependant pas.

La septième et ultime étape est celle de la destruction massive. Elle fut déclenchée sous diverses formes. Lors de l'offensive contre l'URSS, les *Einsatzgruppen* opéraient juste en arrière du front et, en bonne coordination avec l'armée, se livraient à des «opérations mobiles de tuerie» qui permirent de détruire des centaines de milliers de personnes: Juifs et «commissaires politiques» étaient les cibles désignées. Ces *Einsatzgruppen* étaient composés de réservistes et de supplétifs recrutés dans les populations des pays occupés. Ils n'étaient pas

toujours nazis, et pas non plus forcément des monstres pervers et sadiques, mais des hommes tout à fait ordinaires conduits là par la logique totalitaire.

La deuxième forme de destruction était la réduction des individus, dans les camps de concentration, par le travail, la faim, le froid, les mauvais traitements, jusqu'à la mort. De nombreux récits de survivants ont permis de connaître les modalités de cette déchéance programmée. Mais le rythme de la mortalité, tout effrayant qu'il soit tant dans les ghettos que dans les camps, s'avéra insuffisant, notamment lorsque la défaite sur le front russe rendit tangible l'éventualité d'une offensive de reconquête par l'armée soviétique. Il fallut donc systématiser la destruction: c'est alors que furent mis en place les camps destinés à la seule élimination, Auschwitz-Birkenau, Chełmno, Lublin-Majdanek, Bełżec, Sobibór et Treblinka; dans ce dernier furent gazés et brûlés la grande majorité des 450 000 survivants du ghetto de Varsovie. Les troupes soviétiques poursuivant leur avance, la destruction finale passa par celle des lieux et de leurs occupants. Devant le soulèvement du ghetto de Varsovie la méthode fut celle du rasage intégral par bombardement et pilonnage d'artillerie. Les différents camps de destruction furent eux-mêmes rasés, les rares survivants emmenés dans des marches de la mort au gré des opérations militaires, sur un territoire se réduisant de plus en plus.

Il est à noter que cette dernière étape est aussi la phase ultime de la déshumanisation, qui, appliquée aux Juifs, fut étendue aux autres catégories de victimes. La pratique du tatouage d'un numéro sur le bras des déportés arrivant en camp de concentration et n'étant pas immédiatement gazés ou abattus en est la forme symbolique la plus connue.

Ces différentes étapes, nettement perceptibles dans les discours, dans les mesures administratives et les textes, dans les opérations militaires, illustrent le caractère organisé, systématique du génocide: en cela elles en font un phénomène exemplaire, et elles permettent d'entreprendre la lecture d'autres destructions de masse survenues dans le siècle.

Définition et recensement

Un Etat totalitaire est bureaucratique: son action, pour brutale qu'elle soit, doit s'appuyer sur des textes, une législation, fût-elle d'exception. La question de la définition était donc à régler de façon rapide mais rigoureuse.

En Allemagne, cette question était rendue difficile par la forte intégration des Juifs, dont une proportion relativement importante était constituée de Juifs non pratiquants. Le nombre de couples «mixtes» était élevé (30000), et ce depuis plusieurs générations.

Le concept de «race» entraînait l'utilisation de la filiation: la pratique religieuse ou la simple foi ne furent que des éléments secondaires de la définition. Les seuls pour lesquels tous les nazis s'accordèrent rapidement furent ceux dont trois ou quatre des grands-parents étaient eux-mêmes juifs.

Par contre, les autres étaient considérés comme métis, dénommés *Mischlinge*: mais là encore on ergota beaucoup pour savoir s'il était équivalent d'être issu d'un couple mixte dont le conjoint juif descendait d'un autre couple mixte (un grand-parent juif) ou d'un couple juif (deux grands-parents juifs). A ce niveau pouvaient intervenir dans la définition le fait d'avoir ou non des enfants (élément plutôt favorable), et celui de les élever ou non dans le judaïsme.

Pour le congrès annuel du parti de 1935, Hitler exigea qu'on prépare, en deux jours, une «loi pour la protection du sang et de l'honneur allemands». Cette loi interdit tout mariage ou relation sexuelle entre «Juifs» et citoyens de «sang allemand ou apparenté». Il convenait donc d'urgence de définir le terme «Juifs». Les différentes situations et catégories furent définies le 14 novembre suivant par la loi sur le citoyenneté du Reich et le décret détaillant les catégories d'«aryens» et de «non-aryens».

Dans les faits, son application fut aléatoire, car elle reposait sur des appréciations subjectives qu'eurent à formuler les tribunaux (non-inscription à une synagogue, pratique religieuse minimale pour complaire à la famille...).

Du fait de l'interdiction des mariages et relations sexuelles, tous les enfants qui naîtraient de telles unions après la promulgation de la loi seraient considérés comme juifs – et leurs pères passibles de condamnation à mort.

Ces définitions posées, il était nécessaire, pour passer aux étapes suivantes, de recenser précisément cette population: chaque décret instaurant une restriction, une exclusion, une expropriation, pouvait déterminer exactement à quelles catégories de «non-aryens» il s'appliquerait.

Cependant, comme pour toute mesure bureaucratique, il y aurait encore des exceptions. La première portait sur les «privilégiés»: il s’agissait essentiellement d’anciens combattants de la guerre de 1914-1918, décorés à titre militaire, ou de personnalités du monde scientifique et artistique à la renommée internationale – et qui n’avaient pas émigré. La deuxième fut composée de personnes bénéficiant, à titre exceptionnel, de «libérations» décidées par le *Führer* lui-même, en raison de services rendus ou d’intérêts plus ou moins explicites. La troisième est une catégorie en elle-même, celle des Juifs des couples mixtes. Enfin, un cas particulier fut celui des Juifs convertis au christianisme: purent échapper à la définition ceux qui s’étaient le plus anciennement convertis. Les titulaires de ces diverses situations d’exception étaient susceptibles – l’application ne manqua jamais d’arbitraire – de ne pas tomber sous le coup de diverses mesures: ainsi les deux premières catégories composèrent une proportion importante des déportés à Theresienstadt, camp «de vieillards» et aussi camp vitrine à destination des inspections de la Croix-Rouge internationale – où la mortalité quotidienne fut moins élevée que dans les autres camps de concentration.

Quant à la troisième catégorie, elle échappa jusqu’en 1944 à la déportation: les couples mixtes étaient contraints d’habiter dans des «immeubles juifs». La raison en était la volonté d’éviter des remous par le biais des familles des conjoints non juifs. Cela n’empêchait pas le conjoint juif de subir d’autres restrictions et exclusions, et les couples d’être l’objet de brimades diverses de l’Etat et de la population. A Dresde, Victor Klemperer, universitaire marié à une non juive, dut ainsi son salut, d’abord à son épouse jusqu’en 1944, puis, paradoxalement, au bombardement de la ville, qui leur permit d’échapper à la déportation et de se cacher jusqu’à l’issue de la guerre: la seule chance de s’en sortir était la clandestinité, c’est-à-dire la sortie du recensement.

Une influence de l’idéologie sur la définition

«S’agissant de personnes nées de mères juives célibataires, le *Reichs-sippenamt* (Bureau généalogique du Reich) présumait que toutes celles nées *avant* 1918 étaient de père juif, toutes celles nées *après* 1918 de père chrétien. La distinction découlait de l’hypothèse nazie dite “théorie de l’émancipation”, d’après laquelle, avant 1918, les Juifs ne se mêlaient pas aux Allemands, tandis qu’après cette date ils avaient eu la possibilité d’entreprendre une corruption (*Zersetzung*) systématique du peuple allemand (*Volkskörper*), activité dont la séduction des femmes allemandes avait été un des moyens privilégiés¹.»

Dans les autres pays

Il faut distinguer deux cas: dans les territoires directement administrés par les Allemands, ceux-ci s’embarrassèrent fort peu des détails de catégories – dans le

1. Raul Hilberg, *op. cit.*, vol. 1, p. 69.

ghetto de Varsovie furent entassés Juifs et *Mischlinge* de toutes sortes, anciennement ou récemment convertis, et même pendant un temps des Tsiganes. Au moment des grandes rafles de l'été 1942, les catégories provisoirement «exemptées» correspondaient à des critères d'utilité: membres du conseil juif, policiers, et certaines professions.

La situation fut différente dans chacun des pays occupés disposant d'un gouvernement ou d'une administration indigène. Les décisions, pour la définition comme pour les étapes ultérieures, durent tenir compte de la nature et de la marge de manœuvre du pouvoir local, de l'importance et de l'intégration des populations juives, et de l'état d'esprit des populations non juives. La France se distingua en réalisant une définition (un statut) et un recensement avant même que l'occupant n'ait rien demandé.

Désignation

La désignation permet le repérage et l'identification immédiate. En ce sens, elle est une première étape de la déshumanisation: parmi la foule, certains sont désignés comme différents. La population prend ainsi l'habitude d'une différenciation, et sera plus aisément amenée à prendre une distance vis-à-vis des Juifs. De plus, la désignation physique des personnes facilite grandement les opérations policières et les brimades. Elle constitue enfin une humiliation: la haine pour les Juifs a besoin d'infliger de la souffrance, et c'est ainsi le début d'un engrenage.

Dans un premier temps, les commerces et ateliers furent l'objet d'un marquage. Les SA, dont l'idéologie était plus populiste-sociale que celle du parti, avaient mené dès avant la prise de pouvoir des actions violentes contre des commerçants ou artisans. Ils lancèrent pour le 1^{er} avril 1933 un mot d'ordre de boycottage, qui fut un échec: les Allemands satisfaits de leurs fournisseurs ne voyaient pour la plupart pas pourquoi les délaisser sous prétexte qu'ils étaient Juifs. Ce ratage indiqua au parti que le moment n'était pas encore venu, et l'on renonça provisoirement à la désignation pour s'en prendre aux Juifs par des mesures administratives ciblées, rendues aisées par le recensement.

Ce n'est qu'en 1938 que furent engagées de nouvelles étapes de la désignation. Un certain nombre de Juifs se trouvaient déjà en camps de concentration – et ils furent encore plus nombreux après la Nuit de cristal. Mais ceux qui restaient libres étaient aussi les mieux intégrés, et de ce fait pouvaient paraître comme des Allemands parmi d'autres, malgré la diffusion, notamment à l'école, de descriptions des «caractéristiques physiques» des Juifs dans les cours de «raciologie». Le 17 août, les Juifs durent adjoindre à leur prénom celui de Sarah ou d'Israël, afin qu'aucun doute ne soit permis. Le 5 octobre, à la demande de la Suisse et malgré des réticences, la lettre J fut tamponnée sur leurs passeports. Les réserves étaient dues à la crainte que cela incite certains pays à refouler des candidats à l'émigration: c'était bien le but de la Suisse, et c'est aussi le signe de l'importance de l'antisémitisme dans bon nombre de pays, notamment européens.

Mais la désignation ultime est le marquage visuel individuel: le port obligatoire de l'étoile de David dans la plupart des cas, d'un brassard jaune frappé de la même étoile dans la Pologne occupée. C'est en Pologne que ce marquage intervint en premier, dès 1940: la désignation y était rendue non seulement possible mais intéressante pour l'occupant par l'importance de la composante antisémite dans la population polonaise. En Allemagne, il ne restait pas beaucoup de Juifs libres en 1939, hormis des catégories «privilegiées» (voir fiche 13 – Définition et recensement). Le port de l'étoile ne fut imposé que le 19 septembre 1941.

Ainsi, les forces de l'ordre pouvaient immédiatement repérer les Juifs et exercer sur eux toutes sortes de contrôles plus ou moins arbitraires et musclés, et la population, après des années de campagne de haine, pouvait sans crainte exercer des brimades verbales ou physiques contre les Juifs qu'elle croisait dans la rue. Le port d'un signe distinctif fut sans conteste une des mesures les plus mal vécues. Ainsi Adam Czerniaków, président du conseil juif de Varsovie, se prend-il un soir à espérer que le ghetto soit fermé pour enfin échapper à la peur et aux mauvais traitements des Allemands et de nombreux Polonais: il l'écrit bien sûr comme un paradoxe, mais relaie en cela un sentiment plus primaire de la majorité de la population juive.

A la question de savoir quel fut le jour le plus difficile pour les Juifs entre 1933 et 1945, Victor Klemperer (qui ne fut pas déporté) répond en 1946:

«Jamais je n'ai obtenu de moi, jamais non plus des personnes interrogées, une réponse autre que celle-ci: le 19 septembre 1941. A partir de cette date, il fallut porter l'étoile jaune, l'étoile de David à six branches, le chiffon de couleur jaune qui signifie, aujourd'hui encore, peste et quarantaine, et qui, au Moyen Age, était la couleur distinctive des Juifs, la couleur de la jalousie et du fiel dans le sang, la couleur du mal qu'il faut éviter; le chiffon jaune avec son impression à l'encre noire: «Juif», le mot encadré dans les lignes des deux triangles encastrés l'un dans l'autre, le mot tracé en grosses capitales qui, de par leur espacement et l'outrance de leurs horizontales, simulent les caractères hébraïques.

La description est trop longue? Mais non, au contraire! Il me manque l'art de décrire de façon plus précise, plus pénétrante!.»

1. Victor Klemperer, *LTI – La langue du III^e Reich*, trad. Elisabeth Guillot, Albin Michel, Paris, 1999, p. 218.

Spoliations et exclusions

Dès 1933 fut entreprise une série de mesures visant à exclure les Juifs de pans entiers de la vie sociale et économique (voir fiche 7 – Mesures antijuives).

Ces mesures se réfèrent à la théorie d'un complot juif mondial visant à contrôler la «race» supérieure. Dans tous les domaines considérés comme vitaux ou essentiels, la présence de personnes ou d'intérêts juifs est donc interprétée comme une menace. Les entreprises «juives» s'enrichissent forcément aux dépens des Allemands, les juristes juifs ne peuvent que détourner la loi, les médecins juifs sont obligatoirement dangereux, les fonctionnaires juifs ne peuvent que saboter l'Etat...

On peut donner trois explications à ces mesures. La première, qui est aussi la plus primaire, est la haine, expression de l'antisémitisme.

La deuxième raison est économique: il s'agit tout simplement d'accaparer les biens des Juifs. L'«aryanisation» des entreprises et des biens immobiliers, d'abord «volontaire» par vente, fut ensuite décrétée obligatoire. Elle fut parfois difficile, en particulier pour les entreprises et propriétés des grandes familles ayant d'importants biens à l'étranger et des ramifications internationales, et contrôlant directement ou non, dans d'autres pays, des industries dont l'Allemagne avait besoin d'importer la production. L'Etat bénéficiait directement d'une partie des spoliations. Les particuliers et entreprises allemandes profitaient de prix d'achat considérablement inférieurs à la valeur réelle. Mais des membres de la hiérarchie nazie furent les principaux bénéficiaires du pillage, et notamment Göring, sous le couvert des «Entreprises Göring SA». Même le système concentrationnaire fut une source d'enrichissement pour la SS, qui, outre les biens personnels des déportés, vendait leur travail soit à l'Etat (construction de routes), soit à des entreprises industrielles dans les secteurs de l'armement, de la chimie...

La troisième raison de ces spoliations et surtout des diverses exclusions était politique et visait la population allemande qui en 1933 était loin d'être majoritairement antisémite. Il s'agissait de la couper au maximum des Juifs, de la convaincre de leur nocivité et de leur infériorité: c'est pourquoi les exclusions culturelles étaient parmi les plus importantes. Non seulement les créateurs juifs et leurs œuvres furent interdits, mais les Juifs n'eurent bientôt plus aucun droit culturel: posséder un livre, en emprunter ou même en lire un fut interdit, de même que la musique, les spectacles, etc.

Isolement

Lors des dernières élections démocratiques, le NSDAP n'avait obtenu une majorité parlementaire qu'en s'associant avec le Zentrum, parti conservateur de l'ancien chancelier von Papen. Une forte minorité de gauche, héritière de la République de Weimar, composait une opposition qui ne partageait pas, pour l'essentiel, l'antisémitisme nazi. Les mesures de spoliations et d'exclusion des Juifs n'avaient pas d'efficacité politique sur l'opinion de ces opposants, même lorsque les partis communiste et socio-démocrate furent interdits.

L'exclusion fut alors renforcée par des mesures visant à isoler les Juifs et les Tsiganes, notamment, du reste de la population. On discuta beaucoup, par exemple, pour savoir s'il fallait dans les trains réserver un wagon ou un compartiment pour les Juifs, ou bien ne les laisser monter dans les couloirs que lorsque tous les «aryens» auraient une place assise, ou bien encore leur interdire tout simplement ce mode de transport. Comme dans beaucoup de domaines, cette progression de la discrimination et des brimades fut plus rapide dans les territoires occupés qu'elle ne l'avait été en Allemagne – et c'est en Pologne qu'elle fut la plus accélérée et la plus brutale. Mais il ne suffit pas de prendre des mesures contraignant les Juifs et les Tsiganes: il fallut aussi en prendre à l'égard des Allemands et des habitants des territoires occupés. Ainsi, la défense aux Juifs d'acheter à des «aryens» dut être renforcée par l'interdiction – sanctionnée par amende, voire par prison ou camp de concentration – aux «aryens» de vendre aux Juifs. L'interdiction portait sur les aspects les plus divers de la vie quotidienne, y compris jusqu'à l'échange de paroles.

Cet isolement était une préparation aux exactions qui allaient suivre. En Allemagne, il s'agissait d'habituer les Allemands à ne plus fréquenter les Juifs, à ne plus leur parler, à ne plus les voir: au moment où ils disparaîtraient finalement, la population pourrait quasiment ne pas s'en apercevoir.

«Un déménageur [...] se trouve soudain en face de moi dans la Freiburger Strasse, me saisit la main dans ses deux patoches et chuchote, de telle sorte qu'on doit l'entendre de l'autre côté: “Allons, monsieur le professeur, surtout ne vous découragez pas! Ces sales types auront bientôt leur compte!” Cela se veut un réconfort, c'est en effet un baume pour le cœur; mais si, sur l'autre trottoir, cette réflexion tombe dans les oreilles de qui ne doit pas l'entendre, alors, cela coûtera la prison à mon consolateur, et, à moi, la vie, *via* Auschwitz!...»

1. Victor Klemperer, *op. cit.*, p. 219.

«Nous n'avions pas le droit d'avoir de contacts avec les non-Juifs... Un jour, je me souviens, un jeune Allemand, un ami d'enfance, un ami de toujours, est venu me chercher à l'école après la fin des cours. Il y avait une heure de trajet de l'école à la maison, nous étions environ à mi-chemin quand nous avons été subitement arrêtés par un agent de la Gestapo qui nous avait manifestement suivis depuis le début. Il s'est approché de ce jeune garçon. Nous devions avoir dans les 16 ans. Je n'entendais pas exactement ce qu'il disait, mais je pouvais voir qu'il le grondait sévèrement. Puis il a convoqué son père à la Gestapo et il lui a dit que, si jamais son fils était à nouveau vu avec un Juif ou une Juive, ils finiraient, lui et son fils, dans un camp de concentration!.»

1. Golly D., in Joshua Greene et Shiva Kumar, *op. cit.*, p. 44.

Le ghetto

Forme supérieure de l'isolement, le ghetto est un quartier où les Juifs étaient contraints d'habiter. Généralement peuplées au préalable d'une majorité ou d'une grande proportion d'habitants juifs, les rues furent souvent aussi choisies pour être les plus pauvres de la ville. A Varsovie, il n'était guère de rue du ghetto qui n'ait eu à souffrir des bombardements. On contraignit alors les non-Juifs à en partir, et les Juifs habitant à l'extérieur – souvent beaucoup plus nombreux – à venir s'y entasser.

Dans un premier temps, les ghettos restent «ouverts»: les gens y habitent mais peuvent en sortir pour leur travail. Assez rapidement, cependant, ils sont fermés (à Varsovie, en octobre 1940). Des murs sont construits – aux frais de la communauté juive –, et l'on ne peut désormais en sortir sans un *Außweis*.

Les ghettos furent créés surtout dans l'Europe de l'Est et du Nord-Est. Les Juifs d'Allemagne et de la partie de la Pologne annexée au Reich y furent expédiés avant que ne fonctionnent les camps de destruction.

Les occupants désignaient parmi les notables un conseil juif (*Judenrat*) avec à sa tête un président. Cette instance n'avait guère le pouvoir que de choisir ou d'imaginer les moyens d'exécuter les ordres allemands. Elle recrutait une police juive, effectuait les réquisitions (fourrures, postes de radio, meubles, etc.), organisait des collectes pour répondre aux exigences financières. Dans certains cas, le conseil organisait, ou tentait d'organiser, une aide sociale.

La vie dans le ghetto était des plus difficiles: l'entassement était tel (jusqu'à vingt-cinq personnes par pièce) que certains devaient sortir une partie de la journée, quel que soit le temps, pour permettre aux autres de s'allonger. Les rues étaient de ce fait pleines d'une foule qui errait sans but. Les quantités de denrées alimentaires autorisées par l'occupant étaient insuffisantes pour assurer la survie, et la faim provoquait des ravages dans la population. Les plus touchés furent d'abord les plus pauvres. Dans les premiers temps, la mortalité était surtout due au typhus et aux maladies liées au froid (il n'y avait pas de chauffage, quelquefois pas de fenêtres: les habitants non juifs délogés de force avaient emporté tout ce qu'ils pouvaient). Assez rapidement, la faim devint le premier facteur de mortalité. Les intellectuels, dépourvus d'activité et de tout revenu, furent ceux qui résistèrent le moins. Bientôt se multiplièrent dans les rues les orphelins mendiants, qu'on ne voyait guère plus de quelques jours ou quelques semaines.

La population du ghetto formait une réelle société humaine, c'est-à-dire un assemblage hétéroclite de qualités et de bassesses: on y trouvait donc des crapules, des contrebandiers, des voleurs, des prostituées et des souteneurs, des trafiquants et des collaborateurs actifs. Ainsi, bien que fermés, les ghettos connaissaient-ils d'importants échanges avec l'extérieur. Les gens les plus aisés – qui avaient réussi à dissimuler une partie de leur fortune en billets, en or ou en bijoux – achetaient au marché noir et vivaient encore décemment, alors que d'autres s'effondraient soudain et mouraient dans la rue.

Les conditions sanitaires étaient effroyables et continuaient à se dégrader. L'hygiène était partout défaillante, hôpitaux et médecins n'avaient presque rien. Des cadavres étaient jetés nus dans la rue par les survivants, qui ne pouvaient payer des obsèques.

Cette dégradation faisait partie du processus de déshumanisation: les habitants de la ville extérieure avaient le spectacle de misérables en haillons, dont le visage et le corps se déformaient sous l'effet de la faim et de la maladie, jusqu'à n'avoir plus «figure humaine».

En 1942, la population des ghettos, malgré une mortalité galopante, était toujours importante: elle était sans cesse accrue par l'entassement de réfugiés déportés de la campagne et d'autres pays occupés – et la natalité n'avait pas disparu. Dans le cadre de l'entreprise de destruction de masse furent alors menées des *Aktionen* consistant à rafler des centaines ou des milliers de gens pour les embarquer dans des wagons à bestiaux et les expédier dans les camps de destruction, où la plupart furent gazés dans la journée de leur arrivée.

Pendant les années d'après-guerre, on parla beaucoup de la «passivité» des Juifs devant la destruction (voir à ce sujet la fiche 38 pour les Juifs allemands, et la fiche 39 pour les Juifs des territoires occupés). Mais on condamna aussi vivement l'attitude des conseils juifs, qualifiés de collaborateurs. Il est certain que les conseils de certains ghettos peuvent se voir attribuer cette épithète. Certains présidents avides de pouvoir se comportèrent en véritables dictateurs (à Łódź, par exemple). Des membres de presque tous les conseils profitèrent de leurs fonctions pour trafiquer sans scrupule, vendre des emplois ou des exemptions. Il faut cependant garder présent à l'esprit que les ghettos ne regroupaient pas des communautés unies, mais des catégories parfois très opposées les unes aux autres. Un bon nombre de gens, convertis à d'autres religions, ou simplement non croyants, ne se considéraient plus comme juifs parfois depuis des dizaines d'années. Parmi les autres, on trouvait des religieux (orthodoxes ou *hassidim*), des sionistes (qui prônaient le retour en Palestine et la création d'Israël), des socialistes, des communistes et beaucoup d'«assimilationnistes», qui se sentaient plus polonais ou allemands, que juifs, et le revendiquaient. Ces points de vue étaient si distincts, et distants, qu'il fallut attendre 1943 pour que le désespoir soit assez définitif et partagé, et provoque la révolte. Le ghetto de Varsovie, qui avait compté jusqu'à 500 000 habitants, n'en avait plus que 75 000 en 1943 (et presque plus de vieillards ni d'enfants) lorsque éclata l'insurrection.

Les insurgés de Varsovie furent longtemps et légitimement glorifiés comme les héros du ghetto. C'est oublier le grand nombre de réactions individuelles de révolte ou simplement de dignité qui valurent la mort à leurs auteurs. C'est aussi oublier quelques figures qui contribuèrent grandement à enrayer, au moins symboliquement, le processus de déshumanisation. L'action clandestine d'Emmanuel Ringelblum, qui constitua des archives du ghetto de Varsovie – dont une partie a pu être sauvée – est la plus connue du public. Mais il contribua au manque tragique d'unité en s'opposant de façon dogmatique au conseil juif.

Deux figures du ghetto de Varsovie

Adam Czerniaków

En septembre 1940, lorsque les troupes allemandes occupent Varsovie, Adam Czerniaków est vice-président de la communauté juive de la capitale (le président a fui), qu'il représente au conseil municipal. C'est un homme rigide, aux opinions proches de celles du général Pilsudski et du «régime des colonels» qui lui a succédé à sa mort en 1935: autoritaire, antidémocratique et violemment antisoviétique. Non pratiquant, sauf à l'occasion des fêtes principales, il est assimilationniste et se considère comme Polonais, tant par son patriotisme que par sa culture. Il ne tarde pas à s'activer pour être nommé à la tête de la communauté, ce qui lui vaut finalement d'être désigné président du conseil juif. Dès avant le déclenchement de la guerre, et tous les jours jusqu'à sa mort, il tient un journal, des notes brèves prises au cours de ses insomnies, quelquefois télégraphiques, dans des carnets dont un seul est perdu. Ses notes quotidiennes sont précieuses à bien des égards: elles fourmillent d'informations sur le fonctionnement du conseil juif, sur la vie – et la mort – dans le ghetto. Mais elles illustrent aussi l'évolution d'un homme qui progressivement met son énergie et sa rigidité au service des plus démunis. Il ne s'agit pas d'un changement de ses opinions, mais d'un inflexionnement de ses choix. Il tempête plus d'une fois de ne pas recevoir des forces d'occupation l'autorisation de lever un impôt sur les plus riches des habitants, alors que les ressources de la communauté ne lui permettent d'offrir aux indigents qu'une «soupe» pour le moins claire par jour. Toute son action sociale et culturelle (il développe un enseignement professionnel, organise spectacles, conférences, concerts) vise à conserver à la population du ghetto sa dignité humaine. En ce qui concerne les exigences allemandes pour la fourniture de travailleurs forcés ou de déportés, il épouse une attitude découlant d'une vieille habitude de la diaspora: consentir au sacrifice aux dépens de la partie la plus réduite de la population dans l'espoir de sauver la majorité. Nous savons, aujourd'hui, que c'était vain, mais, ses notes en attestent, cet espoir était réel malgré le découragement croissant. Et le 23 juillet 1942, lorsqu'il comprend qu'aucune catégorie, pas même les enfants, n'échappera aux rafles et à la déportation vers Treblinka, dont il connaît la nature et la signification, au rythme de 6000 personnes par jour sans une journée de répit, il avale une capsule de cyanure, laissant ces mots: «On exige de moi de tuer de mes propres mains les enfants de mon peuple. Il ne me reste que la mort.»

Janusz Korczak

Médecin pédiatre, Janusz Korczak est un homme haut en couleurs que sa spécialité a conduit à devenir éducateur. Il a écrit divers ouvrages sur l'éducation et est connu dans toute l'Europe. Il a développé un système d'organisation démocratique d'orphelinats où les enfants sont traités comme des personnes à part entière et participent à l'administration de la collectivité. Très actif, il tenait une rubrique à la radio. Humaniste et socialisant, dès l'occupation, il mène dans le ghetto campagne sur campagne en faveur de «ses» orphelins, pour trouver et obtenir des locaux décents, de la nourriture, des médicaments, des vêtements, etc. Il s'adresse à la population par communiqués, affiches, mais n'hésite pas à invectiver les plus riches à domicile ou en public pour obtenir des dons. Non pas missionnaire sinistre, mais lui-même bon vivant et animé d'un dynamisme pouvant aller jusqu'à l'agressivité, tout semble l'opposer à Adam Czerniaków: mais leurs choix respectifs les rapprochent, les deux hommes se respectent et finissent par s'apprécier.

Lorsque la police juive et les SS viennent rafler ses orphelins, Janusz Korczak choisit de les accompagner et monte avec eux dans le wagon pour Treblinka.

La décision de destruction

7 juin 1941 – Lettre de Hans Heinrichs Lammers, chef de la chancellerie du Reich, à Martin Bormann, chef de la chancellerie du parti:

«Der Führer hat der vom Reichsministern des Innern vorgeschlagenen Regelung vor allem deshalb nicht zugestimmt, weil er der Meinung ist, daß es nach dem Kriege in Deutschland ohnedies keine Juden mehr geben werde.»

(Le Führer n'a pas accepté la mesure proposée par le ministre de l'Intérieur du Reich, essentiellement parce qu'il estime que de toute façon, après la guerre, il ne restera plus de Juifs en Allemagne¹.)

31 juillet 1941 – Texte rédigé par Adolf Eichmann à la demande de Reinhardt Heydrich, et signé par Hermann Göring, délégué du chancelier:

«In Ergänzung der Ihnen bereits mit Erlaß vom 24. I. 39 übertragenen Aufgabe, die Judenfrage in Form der Auswanderung oder Evakuierung einer den Zeitverhältnissen entsprechend möglichst günstigsten Lösung zuzuführen, beauftrage ich Sie hiermit, alle erforderlichen Vorbereitungen in organisatorischer, sachlicher und materieller Hinsicht zu treffen für eine Gesamtlösung der Judenfrage im deutschen Einflußgebiet in Europa.

Soferne hierbei die Zuständigkeiten anderer Zentralinstanzen berührt werden, sind diese zu beteiligen.

Ich beauftrage Sie weiter, mir in Bälde einen Gesamtentwurf über die organisatorischen, sachlichen und materiellen Vorausmaßnahmen zur Durchführung der angestrebten Endlösung der Judenfrage vorzulegen.»

(Complétant les dispositions de l'arrêté du 24 janvier 1939 vous chargeant d'apporter à la question juive la solution la plus favorable selon les circonstances, par l'émigration ou l'évacuation, je vous donne mission par la présente de prendre toutes les mesures préparatoires nécessaires, qu'il s'agisse de l'organisation, de la mise en œuvre et des moyens matériels, pour obtenir une solution totale à la question juive dans la zone d'influence allemande en Europe.

Tous les autres organes gouvernementaux doivent coopérer avec vous à cet effet.

1. Raul Hilberg, *op. cit.*, vol. 2, p. 344 (trad. M.-F. Palomera et A. Charpentier).

Je vous charge, en outre, de m'adresser sous peu un plan d'ensemble sur les mesures préparatoires à prendre concernant l'organisation, la mise en œuvre et les moyens nécessaires pour réaliser la solution finale désirée de la question juive¹.)

En juin 1941, Hitler ne juge pas utile de poursuivre le détail d'une législation sur la définition et le sort des *Mischlinge*, car cela n'a plus d'intérêt: son intention est donc déjà claire, et il le fait savoir. Au 31 juillet suivant, Heydrich obtient une consigne explicite. C'est en outre dès juin que des destructions de masse ont commencé, de façon expérimentale, à Chełmno.

Le 29 novembre 1941, Heydrich convoque la «Conférence de Wannsee», qui se tiendra le 20 janvier 1942 à midi, sur «*die Endlösung der Judenfrage*», «la solution finale de la question juive». Un rapport en fut rédigé en trente exemplaires. Il cite parmi les possibilités de solution les fusillades et les camions à gaz. Ce n'est que postérieurement que les chambres à gaz furent «inventées». En dehors de ce rapport, aucun autre ordre écrit ne fut donné.

Le «protocole» (compte rendu) de la Conférence de Wannsee évalue le nombre de Juifs à éliminer à onze millions, en comptant ceux des territoires «non encore» occupés. Il précise:

«Unter entsprechender Leitung sollen nun im Zuge der Endlösung die Juden in geeigneter Weise im Osten zum Arbeitseinsatz kommen. In großen Arbeitskolonnen, unter Trennung der Geschlechter, werden die arbeitsfähigen Juden straßenbauend in diese Gebiete geführt, wobei zweifellos ein Großteil durch natürliche Verminderung ausfallen wird. Der allfällig endlich verbleibende Restbestand wird, da es sich bei diesem zweifellos um den widerstandsfähigsten Teil handelt, entsprechend behandelt werden müssen, da dieser, eine natürliche Auslese darstellend, bei Freilassung als Keimzelle eines neuen jüdischen Aufbaues anzusprechen ist. (Siehe die Erfahrung der Geschichte.)»

(Au cours de la solution finale, les Juifs de l'Est devront être mobilisés pour le travail avec l'encadrement voulu. En grandes colonnes de travailleurs, séparés par sexe, les Juifs aptes au travail seront amenés à construire des routes dans ces territoires, ce qui sans doute permettra une diminution naturelle substantielle de leur nombre. Pour finir, il faudra appliquer un traitement approprié à la totalité de ceux qui resteront, car il s'agira évidemment des éléments les plus résistants, puisque issus d'une sélection naturelle, et qui seraient susceptibles d'être le germe d'une nouvelle souche juive, pour peu qu'on les laisse en liberté (voir l'expérience de l'histoire².)

1. *Ibid.*, p. 345.

2. J.-M. Lecomte, *Savoir la Shoah*, CRDP, Dijon, 1998, p. 164-166 et 165-167 (trad. Christine Syren).

Einsatzgruppen **et opérations mobiles de tuerie**

Le 22 juin 1941 est lancée l'opération Barbarossa, c'est-à-dire l'invasion de l'Union soviétique.

Quatre unités mobiles de tuerie furent constituées, les *Einsatzgruppen* A, B, C et D, qui opéraient en territoires conquis à la suite de l'armée. Composés de SS et de policiers, ils avaient vu leur mission préparée depuis plusieurs mois. Sous l'autorité territoriale de l'armée, ils dépendaient pour leur fonctionnement de Heydrich, chef du RSHA (office central de sécurité du Reich). Au total, 3000 hommes: SS et policiers, mais aussi des réservistes et des policiers auxiliaires locaux (Lituanais, Estoniens, Lettons, Ukrainiens), tous affectés de façon «ordinaire» à ces formations, et non sélectionnés en raison d'une quelconque aptitude ou prédisposition. Christopher Browning, qui a étudié les procès-verbaux d'interrogatoires des membres survivants d'un de ces bataillons, montre bien qu'il ne s'agissait nullement de monstres sadiques ou pervers, mais «des hommes ordinaires» (c'est l'expression retenue pour le titre de son livre).

Au tout début, les *Einsatzgruppen* n'exécutaient que les hommes. Dès août 1941, ils étaient aguerris et mieux informés de leur mission: les *Kommandos* ratissaient les territoires et tuaient tous les Juifs (y compris vieillards, femmes et enfants), et aussi tous les «commissaires politiques».

Du 22 juin au 30 novembre 1941, les massacres recensés (source: Sir Martin Gilbert) se répartissent ainsi:

- territoires soviétiques conquis: 22 juin au 16 juillet: 59380, 17 juillet au 31 août: 130714, septembre et octobre: 372 486;
- Bessarabie et Bucovine, à partir de juillet 1941: 17487;
- ensemble, novembre 1941: 175171.

Le plus tristement célèbre de ces massacres est celui de Babi Yar, près de Kyiv, où 33771 personnes furent tuées et précipitées dans un ravin.

Il ne s'agit ici que de tueries en nombre. Ne sont pas comptabilisés les «petits» massacres perpétrés par les *Kommandos* des *Einsatzgruppen* lors de leur passage dans les villages. Il convient d'ajouter 148000 Juifs de Bessarabie tués en Transnistrie.

Raul Hilberg estime le nombre de personnes massacrées par les *Einsatzgruppen* A, B, C, D jusqu'en 1942 à plus de 700000.

A partir de la création des camps d'extermination, ces *Einsatzgruppen*, et ceux créés dans les pays satellites, virent leur mission évoluer vers la rafle des Juifs et la constitution de convois pour ces camps.

Témoignage: extrait du rapport d'un commissaire à Minsk, Carl, en date du 30 octobre 1941

«Faisant valoir que l'action ne se déroulait pas selon mes instructions et que les coups déjà portés à l'économie avaient fait assez de ravages, j'en exigeai l'arrêt immédiat. Très étonné, le capitaine m'expliqua qu'il avait reçu de son commandant l'ordre de libérer la ville des Juifs sans en excepter un seul, comme cela avait été fait dans d'autres villes. Le nettoyage obéissant à des raisons politiques, jamais jusqu'ici les facteurs économiques n'entraient en ligne de compte. [...] Pour le reste, je me vois obligé à mon regret d'insister sur le fait que, à tout le moins, cette action confinait au sadisme. Durant l'action, la ville elle-même offrait un tableau horrible. Avec une incroyable brutalité surtout de la part des Lituanais, mais aussi des policiers allemands, les Juifs, et également des Biélorusses, furent poussés hors de leurs logements et emmenés ensemble. Il y eut des fusillades partout dans la ville, et dans plusieurs rues on vit s'entasser les corps des Juifs abattus. Les Biélorusses ont éprouvé les plus grandes difficultés à échapper à la rafle. Outre la manière effroyablement barbare dont les Juifs, y compris de nombreux artisans, furent maltraités sous les yeux des Biélorusses, ces derniers furent également battus avec des matraques et des gourdins. On ne peut plus parler d'une action juive, cela s'apparente bien davantage à une révolution. Moi-même et tous mes fonctionnaires passâmes la journée au milieu de tout cela sans souffler, afin de sauver ce qui pouvait être sauvé. A plusieurs reprises, je dus, revolver au poing, faire sortir des ateliers les hommes de la police allemande et les Lituanais. Mes gendarmes reçurent la même mission, mais, à cause de la fusillade sauvage, ils furent souvent obligés de fuir les rues pour ne pas être eux-mêmes abattus. Tout ce spectacle était épouvantable. Dans l'après-midi, un grand nombre de voitures à cheval sans cocher se tenaient dans les rues, et je demandai à l'administration municipale de s'en occuper. Il se trouva par la suite que c'étaient des fourgons juifs attribués à l'armée pour le transport des munitions. Les Juifs avaient été simplement enlevés et emmenés, sans que personne prît soin des véhicules. [...] Comme je l'ai mentionné au début, les familles des artisans devaient également être épargnées. Il apparaît aujourd'hui, toutefois, que des gens manquent dans presque chaque famille¹.»

1. Cité par Christopher R. Browning, *Des hommes ordinaires: le 101^e bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne*, Gallimard, coll. «Folio», Paris, 1996.

Le camp de concentration

La description qui suit n'est pas celle d'un camp en particulier, mais reprend les caractéristiques de la plupart des camps. Chacun d'eux avait évidemment des caractères particuliers dus à son implantation géographique, à sa taille, aux types de travaux effectués par les déportés (dans le camp ou hors du camp), à la date de sa construction...

Le camp était entouré d'une double ou triple barrière de barbelés, généralement électrifiée, ponctuée de miradors où des gardiens équipés de mitrailleuses pouvaient jour et nuit surveiller tout le périmètre. L'unique porte du camp portait le plus souvent l'inscription *Arbeit macht frei*.

Les détenus qui arrivaient étaient conduits dans un lieu (local, baraque, tente...) de quarantaine. Ils devaient alors se dévêtir complètement; souvent ils recevaient une douche et une désinfection, leurs cheveux étaient sommairement rasés. Enfin ils étaient enregistrés et tatoués. Les «petits numéros» étaient donc les déportés qui avaient survécu le plus longtemps: ils étaient considérés avec plus de respect par les autres, et bénéficiaient parfois de menus avantages.

Ils recevaient alors une tenue de déporté – le fameux «pyjama» rayé. Dans les premiers temps, les nouveaux déportés pratiquaient des échanges pour avoir des vêtements à leur taille. Dans les dernières années, comme il s'agissait des mêmes vêtements récupérés de ceux qui étaient abattus, mouraient ou étaient sélectionnés, ce n'étaient plus, souvent, que des loques, et les échanges devenaient impossibles.

Au bout de quelque temps, les nouveaux détenus étaient affectés à un *Block* et à un *Kommando*.

Le *Block* est un baraquement, généralement en bois, où les internés dormaient sur des châlits également en bois et à plusieurs niveaux superposés. Ils couchaient à plusieurs par châlit, et le plus souvent sur le côté pour pouvoir tenir. Ces châlits étaient munis d'une paillasse, d'un peu de paille, ou... de rien, sinon d'une couverture. Le *Block* ne comportait pas de toilettes. Dans certains cas, un seau ou une bassine en tenait lieu (rincé, il pouvait servir pour le «café» du matin...). Il était interdit de sortir du *Block* la nuit pour se rendre aux latrines: ceux qui s'y risquaient quand même pouvaient être abattus s'ils étaient surpris. Le *Block* était dirigé par un «doyen» (*Eltern*) choisi par les gardiens: c'est lui qui affectait les châlits aux gens et veillait à l'ordre dans le *Block*. L'expérience montra vite que les déportés «politiques» se comportaient de façon beaucoup plus humaine dans cette fonction que les droit-commun.

Les *Kommandos* étaient des équipes de travail. Certains étaient fixes, d'autres temporaires, en fonction de la nature des travaux à réaliser. Il existait aussi des *Kommandos* punitifs. Mais l'élément déterminant pour la survie au travail n'était pas forcément la nature ou la dureté de celui-ci: c'était plutôt la personnalité du *Kapo* qui dirigeait le *Kommando*. Certains de ceux-ci, des droit-commun, étaient des criminels qui se comportaient en brutes. Il arrivait aussi qu'au matin, au départ du *Kommando* pour son lieu de travail, les gardes SS donnent au *Kapo* la consigne de revenir en rapportant un certain nombre de morts: libre à lui de choisir ses victimes et le moyen de les tuer.

Chaque déporté portait sur sa tenue la marque de sa catégorie: le triangle vert indiquait les droit-commun. Ce sont eux qui fournissaient le plus fort contingent de *Kapos*, et les plus sanguinaires. Les triangles rouges étaient les politiques, qui parfois devenaient eux aussi *Kapos*: cela a permis dans certains cas des améliorations des conditions de détention.

Les autres couleurs des triangles étaient le noir pour les «asociaux», le brun pour les Tsiganes, le bleu pour les apatrides, le rose pour les homosexuels et le violet pour les témoins de Jéhovah.

La marque la plus nombreuse était de loin l'étoile jaune portée par les Juifs. Ce sont eux qui fournissaient la plus grande partie de ceux qui, à Auschwitz puis dans les autres camps, furent appelés les «musulmans»: particulièrement affaiblis par la faim (la nourriture quotidienne était composée d'une gamelle d'un infâme bouillon et d'un petit morceau de «pain», et représentait une ration calorique ne permettant théoriquement pas la survie), les longues séances de l'appel du matin, les déplacements vers les chantiers, un travail harassant et les coups fréquents, ces hommes perdaient toute dignité, toute conscience autre que celle de la faim, toute capacité à l'échange et à la pensée.

De façon générale, la lutte pour la survie isolait chaque déporté, qui devait se battre pour conserver ce qu'il avait (vêtements, chaussures, gamelle, cuiller, morceau de pain du jour: les abandonner un instant du regard était risquer de se les faire voler) et tenter d'«organiser» des suppléments par tous les moyens possibles.

Cette situation est la plus générale: il convient cependant, avec Hermann Langbein (*Hommes et femmes à Auschwitz*) de noter que tous les gardiens et SS ne se comportaient pas de façon monstrueuse, que tous les *Kapos*, même droit-commun, n'étaient pas des brutes, et au contraire que certaines victimes finissaient par adhérer au système et devenaient capables du pire – pour survivre.

Dans nombre de camps, les déportés étaient utilisés pour des expérimentations médicales – le risque de décès n'étant évidemment pas une donnée restrictive –, avec souvent un sadisme gratuit, dont le D^r Mengele, à Auschwitz, est le tristement célèbre exemple.

La journée au camp suivait un rituel immuable: au lever, remise en ordre du *Block* suivie de la distribution du «café» et du morceau de pain de la journée. Après une toilette forcément rudimentaire et rapide avait lieu le rassemblement sur la place d'appel. Alignés debout, tous les internés étaient appelés, par leur numéro matricule. Si l'appel était incomplet, il était recommencé, autant de fois qu'il fallait. L'appel pouvait ainsi durer des heures, quel que soit le temps. L'épreuve était systématiquement allongée s'il s'était produit, la veille ou la nuit, un incident ou une évasion.

Les *Kommandos* partaient alors sur leur lieu de travail (dans certains camps, un orchestre de déportés rythmait leur départ, et leur retour le soir). La journée de travail (huit à neuf heures en hiver, dix à douze en été) n'était coupée que par la distribution de la «soupe».

Le soir, nouvel appel et retour dans les *Blöcke*. De temps en temps, les déportés avaient droit à une douche.

Certaines fonctions ou certains *Kommandos* pouvaient fournir une bien meilleure chance de survie: les personnels de l'infirmerie, de la cuisine, ceux qui étaient utilisés dans les services annexes (ainsi Primo Levi dans son emploi de chimiste); dans les *Kommandos* extérieurs au camp, il était rare que le travail en entreprise ne permette pas d'obtenir quelque aide d'un travailleur local compatissant. Ceux chargés de porter la soupe aux *Kommandos* pouvaient s'attribuer les rares morceaux de viande s'y trouvant. En dehors des emplois très spécialisés, pour survivre il fallait avoir les faveurs du doyen ou du *Kapo*, se débrouiller, «organiser», et c'était le plus souvent aux dépens des autres. La prostitution était fréquente, tant féminine que masculine (et non le fait des homosexuels) – avec des SS, des auxiliaires locaux, des doyens ou *Kapos*, ou des déportés «privilegiés».

Dans les *Kommandos* à la mortalité la plus élevée étaient envoyés en priorité les Juifs et les homosexuels, catégories les plus haïes des SS.

Souvenir du D^r Lucie Adelsberger

«Celui qui a connu la faim sait qu'il ne s'agit pas seulement d'une sensation stomacale végétative, animale, mais d'un supplice qui met les nerfs à vif, d'une agression contre tout l'ensemble de la personnalité. La faim rend méchant et altère le caractère. Beaucoup de choses qui, vues de l'extérieur, paraissent à juste titre monstrueuses chez les détenus deviennent compréhensibles et jusqu'à un certain point excusables dans la perspective de la faim¹.»

1. Cité dans Lecomte, *op. cit.*, p. 208. Citation d'origine dans H. Langbein, *Hommes et femmes à Auschwitz*, Éditions 10/18, Paris, 1984.

Höss, commandant d'Auschwitz-Birkenau

Commentaires de Primo Levi sur un texte de Rudolf Höss, commandant à Auschwitz-Birkenau, écrit entre sa condamnation et son exécution:

«Il flétrit avec un dégoût vertueux les luttes internes entre les prisonniers: de la racaille, ils ne connaissent ni l'honneur, ni la solidarité, ces grandes vertus du peuple allemand; mais, quelques lignes plus loin, il laisse échapper l'aveu que "ces luttes étaient soigneusement cultivées et stimulées par la direction", c'est-à-dire par lui. Il décrit avec une suffisance professionnelle les différentes catégories de prisonniers, interpolant dans son ancien mépris des apostrophes d'une hypocrite piété rétrospective, qui sonnent faux. Il préfère les politiques aux droit-commun, les gitans ("c'étaient [...] les prisonniers qui m'étaient le plus cher") aux homosexuels; les prisonniers de guerre russes sont bestiaux, et il n'a jamais aimé les Juifs¹.»

1. Primo Levi, préface à *Commandant à Auschwitz, mémoires autobiographiques de Rudolf Höss*, en annexe de *Si c'est un homme*, Laffont, Paris, 1996.

La sélection

La sélection est toujours un tri, arbitraire et rapide, entre ceux qui survivront provisoirement et ceux qui vont mourir. Il en existait deux formes, de nature cependant assez différente.

Celle qui a conduit à la mort le plus grand nombre avait lieu dès la descente des wagons, sur la rampe. Après une séparation par sexe (tous les enfants demeurant avec les femmes), les gens passaient devant un officier SS, souvent assisté d'un médecin, qui les orientait, à gauche ou à droite. D'un côté, le plus petit nombre, composé d'hommes en bonne santé manifeste (selon les époques, de 16 à 50 ans, ou bien de 18 à 45 voire 40 ans: cela ne dépendait ni du camp ni de l'humeur des SS, mais tout simplement de l'ampleur des besoins et des places disponibles) et de quelques femmes. Ceux-ci étaient affectés en camp de travail ou aux *Sonderkommandos* des camps de destruction. De l'autre côté, l'immense majorité: vieillards, femmes, enfants. Aucune femme portant un nourrisson ou tenant un enfant par la main n'était épargnée. Les blessés, infirmes et nourrissons isolés étaient chargés sur un camion pour être transportés à «l'hôpital»: derrière une haie ou un rideau d'arbres, une fosse où on les expédiait d'une balle. Les autres étaient conduits au gazage. Le sinistre Dr Mengele s'enorgueillait d'avoir, à Auschwitz, procédé à la sélection de dizaine de milliers de Juifs.

La seconde forme de sélection est celle qui était opérée régulièrement à l'intérieur du camp de concentration, pour réduire les effectifs en se débarrassant de ceux considérés comme «inaptes»: elle pouvait toucher le camp entier, le ou les *Blöcke* d'une catégorie, ou encore l'infirmerie (le *Revier*). A cette occasion, chaque déporté devait se présenter complètement nu et marcher devant l'officier ou le médecin, et était orienté d'un côté ou de l'autre. Dans la journée ou le lendemain, les sélectionnés, dont le numéro avait été noté, étaient emmenés. Dans les camps ne disposant pas de camion ni de chambre à gaz, ils étaient tués d'une piqûre de phénol (on s'aperçut vite que l'effet était beaucoup plus rapide si on l'injectait directement dans le cœur). Sinon ils étaient gazés, sur place ou par envoi dans un camp de destruction.

Ces deux sélections aboutissaient au même résultat. Mais, dans les camps, les déportés savaient de quoi il s'agissait, alors qu'à l'arrivée sur la rampe les gens ne comprenaient pas l'immédiateté de l'issue.

Témoignage de Denise Holstein, survivante du dernier convoi français pour Auschwitz

(*extrait d'une cassette qu'elle passe aux élèves qu'elle rencontre*)

«Et surtout, me dit-il en descendant, ne prends pas de gosse dans tes bras.»
 «Mais pourquoi?» «Tu comprendras dans quelques jours. Tu vois les enfants? Ça va faire du savon...»

Je le pris pour un fou. [...] J'aperçois une petite fille toute seule qui pleure sur le quai. Je n'ai pas le courage de la laisser. Je la prends par la main. Le déporté qui venait de me parler s'approche et me dit d'une voix autoritaire: «Tu n'as pas compris ce que je viens de te dire? Ne prends pas de gosse par la main!» Alors je laisse la petite avec un groupe d'enfants et je marche seule dans la nuit.»

(Les neuf enfants dont Denise Holstein était la monitrice furent immédiatement gazés!.)

L'allusion au savon est une expression de la rumeur qui a circulé dans les camps, mais aussi dans les ghettos et dans l'ensemble du Reich, selon laquelle les corps des Juifs gazés étaient transformés en savon. La logique de récupération du système concentrationnaire avait donné une vraisemblance à cette rumeur, qui était cependant fausse. Les négationnistes s'en servirent dans leur propagande d'intoxication.

Témoignage du docteur Robert Lévy, médecin déporté, affecté à l'infirmerie du camp d'Auschwitz

«Tout à coup, le médecin SS se présente dans les *Blöcke*. Tous les malades et blessés doivent défiler nus devant lui (ils étaient du reste rarement munis d'une chemise). D'un geste de son index, il les fait mettre presque tous d'un côté de la baraque. Le sergent-infirmier inscrit leur numéro matricule. Consternés, car nous savons qu'ils sont condamnés à mort, nous mentons à ces malheureux et nous leur disons qu'on va les transférer dans un autre camp. La plupart ne se font aucune illusion sur le sort qui les attend.

Les plus jeunes pleurent et ne veulent pas comprendre qu'à cause d'un ulcère de la jambe ou d'une gale infectée ils doivent mourir. Ils me demandent anxieusement si l'asphyxie par les gaz est douloureuse. Les plus âgés sont résignés, d'autres prient et écrivent des lettres d'adieu qui n'arriveront jamais à destination. Les médecins, les infirmiers continuent à donner les soins comme d'habitude. Pendant des heures, nous renouvelons les pansements de ceux qui vont mourir. Heureux ceux qui sont tellement exténués qu'ils ne réalisent plus et sont devenus absolument indifférents. Quelques-uns meurent encore pendant la journée dans leur lit. Tout à l'heure, on entassera leurs

1. Témoignage cité dans *Les Cahiers pédagogiques*, n° 379, CRDP, Dijon, décembre 1999.

cadavres parmi les vivants, qui dans la soirée seront réunis dans un local. Après un dernier appel et une dernière vérification de leurs numéros matricules, on leur enlève chemises et ceintures et ils montent tout nus dans les camions. Les quelques récalcitrants y entrent poussés par des coups de crosse et des coups de gourdin. Consignés dans nos baraques, nous regardons à travers les fissures les camions se diriger vers les fours¹.»

1. Site Internet de Dominique Natanson, *loc. cit.*

Le gazage et la crémation

Les opérations mobiles de tuerie, la destruction par la faim dans les ghettos et les camps de concentration ne permettaient pas aux nazis d'obtenir une élimination assez rapide: la Conférence de Wannsee (voir la fiche 7 – Mesures antijuives) fixe l'objectif: plus de neuf millions de Juifs. Il faut donc trouver le moyen de détruire des quantités importantes de gens de façon rapide, peu coûteuse, et en évitant de porter un trop grand désordre psychologique aux opérateurs.

L'exécution par balle ou par piqûre de phénol, pratiquée jusqu'alors, demeurait individuelle, donc «lente», et coûteuse. L'élaboration d'une méthode collective fut d'abord expérimentée sur les malades mentaux et les handicapés.

La politique d'«euthanasie»

Elle ne procède pas directement de la doctrine nazie. Dès la fin de la première guerre mondiale, un courant existait en Allemagne en faveur de l'euthanasie: une brochure fut diffusée, sous le titre *Die Freigabe der Vernichtung lebensunwerten Lebens* (La permission d'éliminer les vies qui ne valent pas la peine d'être vécues).

Au début de la guerre, Hitler signa un ordre d'«étendre les attributions de certains médecins pour leur permettre, selon une appréciation aussi rigoureuse que possible dans l'état des connaissances humaines, d'accorder une mort miséricordieuse aux malades qui auront été jugés incurables». Derrière cette instruction à la forme empreinte d'humanité se cache dans les faits non le souci d'abrégé des agonies, mais celui de débarrasser le peuple allemand d'individus qui au plan mental, moral ou physique, ne sont manifestement pas de «race supérieure». Furent victimes de cette décision des nourrissons et enfants trisomiques, hydrocéphales, microcéphales, infirmes moteurs cérébraux, malformés, à qui on injecta du luminal. Des «instituts d'euthanasie» furent créés, dotés d'une chambre à gaz: y furent envoyés, venant des hospices et asiles d'aliénés, des patients atteints de sénilité ou de troubles neurologiques, ou hospitalisés depuis cinq ans ou plus, ou «aliénés criminels», notamment sexuels. Le gaz utilisé était le monoxyde de carbone. Ce génocide «tranquille» fut systématiquement étendu aux territoires occupés.

De 1941 à 1945, sous le nom de code 14f13, il fut procédé à des «élagages» des populations concentrationnaires: des prisonniers ayant perdu la raison, et parmi eux nombre de «musulmans», étaient après un bref examen par un psychiatre envoyés aux «instituts d'euthanasie».

Perfectionnement et extension du gazage

Dans un premier temps les nazis eurent l'idée de camions à gazage: il s'agissait de rendre la partie arrière étanche, et d'y envoyer à l'intérieur, par un tuyau, les gaz d'échappement du moteur. Le système fut expérimenté à Chełmno le 8 décembre 1941, avec des Juifs des alentours.

Les prisonniers (dans le langage nazi, c'étaient les «marchandises») étaient chargés nus à l'arrière du camion. Le chauffeur mettait le moteur en marche, et prenait lentement la direction d'un petit bois. Lorsqu'il arrivait, après dix à quinze minutes de route, toutes les «marchandises» étaient mortes. Les *Kommandos*, ayant creusé une fosse derrière le bois, les déchargeaient et les y jetaient.

L'industrie automobile collabora clairement et consciemment à la mise au point du procédé, et notamment la firme Saurer. Les nazis passèrent en juin 1942 commande de modifications pour améliorer le fonctionnement. En effet, l'arrière était trop vaste: si on y mettait peu de gens à la fois, il fallait rouler longtemps avant que l'oxyde de carbone fasse son effet. Si on entassait le plus possible de gens, la masse d'air disponible était plus réduite et l'effet plus rapide, mais le camion trop chargé était déséquilibré dans les virages. Il fallait en outre renforcer la protection de l'éclairage intérieur, qui était souvent cassé par les efforts désespérés des gens pour sortir. Il fallait enfin aménager au centre de l'arrière un trou de vidange assez grand (20 à 30 cm) qui permettrait «l'écoulement des grosses saletés» lors du nettoyage après usage.

C'est Rudolf Höss, le commandant d'Auschwitz, qui pendant la construction de Birkenau eut l'idée d'utiliser le Zyklon B; c'est directement de l'idéologie et de la phraséologie nazies qu'il tira cette idée: en effet, le Zyklon B était jusqu'alors utilisé pour éliminer la vermine – mot fréquemment utilisé pour qualifier les Juifs. Les premiers essais furent concluants: le Zyklon B était tout à la fois plus efficace et beaucoup plus rapide – il ne restait plus d'agonisants à l'ouverture des portes, et de l'extérieur on n'entendait plus de bruit après trois ou quatre minutes, ce qui permettait de déclencher l'aération et d'ouvrir les portes de la chambre à gaz quinze minutes seulement après leur fermeture.

Sur le gazage: témoignage de R. Vrba et F. Wetzler, évadés d'Auschwitz, recueilli en 1944 à Genève

«Les malheureux sont amenés dans la halle B, on leur déclare qu'ils doivent prendre un bain et se déshabiller dans ce local. Pour les persuader qu'on les conduit vraiment au bain, deux hommes vêtus de blanc leur remettent à chacun un linge de toilette et un morceau de savon. Puis on les pousse dans la chambre des gaz C. Deux mille personnes peuvent y rentrer, mais chacun ne dispose strictement que de la place pour tenir debout. Pour parvenir à parquer cette masse dans la salle, on tire des coups de feu répétés afin d'obliger les gens qui y ont déjà pénétré à se serrer. Quand tout le monde est à l'intérieur, on verrouille la lourde porte. On attend quelques minutes,

probablement pour que la température dans la chambre puisse atteindre un certain degré, puis des SS revêtus de masques à gaz montent sur le toit, ouvrent les fenêtres et lancent à l'intérieur le contenu de quelques boîtes de fer blanc: une préparation en forme de poudre. Les boîtes portent l'inscription «Cyclon» (insecticide), elles sont fabriquées à Hambourg. Il s'agit probablement d'un composé de cyanure, qui devient gazeux à une certaine température. En trois minutes, tous les occupants de la salle sont tués. [...] On ouvre donc la salle, on l'aère, et le *Sonderkommando* commence à transporter les cadavres, sur des wagonnets plats, vers les fours d'incinération, où ils sont brûlés¹.»

Un ingénieur chimiste suisse, Pitch Bloch, a effectué, à la demande de Pierre Vidal-Naquet qui voulait répondre aux allégations du négationniste Faurisson, une comparaison entre ce témoignage et la composition chimique du Zyklon B.

Il résume les arguments de Faurisson:

«– on ne peut pas faire tenir deux mille personnes dans un local de 210 m² (ou 236,78 m² selon les documents); les équipes intervenaient sans masque à gaz; pour jeter le Zyklon B de l'extérieur, il aurait fallu que les SS prient leurs futures victimes de bien vouloir ouvrir les fenêtres puis de les refermer soigneusement; on ne pouvait pénétrer dans la chambre à gaz pour en extraire les cadavres sans l'avoir préalablement aérée ou ventilée; enfin, l'acide cyanhydrique étant inflammable et explosible, on ne peut l'employer à proximité d'un four.»

Il en conclut à la validité du témoignage des deux rescapés:

«... il me paraît, d'une part, en concordance remarquable avec les caractéristiques du Zyklon B évoquées plus haut, d'autre part, quasiment "répondre" aux arguments de Faurisson: comment les gens se serrent, les SS portent des masques à gaz, les fenêtres sont situées sur le toit et on peut les fermer hermétiquement du dehors, on aère la salle avant l'entrée du *Sonderkommando*, et la chambre à gaz est séparée des fours d'incinération puisqu'on utilise des wagonnets sur rails entre les deux².»

La crémation

C'est le point ultime de la déshumanisation: la destruction des papiers des gazés leur faisait perdre leur identité, mais la destruction des corps rendant impossible une inhumation individuelle – cette inhumation caractérise l'humanité depuis le néolithique – vient achever le processus. Il ne restait plus que des cendres, jetées dans une rivière ou répandues sur le sol. Dans la première séquence du film *Shoah*, de Claude Lanzmann, Simon Srebnik, seul survivant de la seconde

1. Cité dans une lettre de Pitch Bloch à Pierre Vidal-Naquet, figurant en annexe d'un article de ce dernier dans la revue *Esprit*, septembre 1980, p. 53-56.

2. *Ibid.*

période de gazage à Chełmno, revenu seul, dans la campagne, se baisse, ramasse une poignée de terre, l'égrène entre ses doigts: la nature s'est reconstituée sur ces cendres.

Au début de la destruction de masse, les cadavres étaient placés dans des fosses, tête bêche, par couches superposées séparées de quelques pelletées de terre. Très vite, pour des raisons de volume, on se mit à enflammer la fosse en jetant de l'essence sur les premiers corps, et l'on jetait les suivants dans le brasier. Lorsque la fosse était pleine, on la recouvrait d'une couche de terre et l'on creusait une nouvelle fosse. Dans les deux cas, les corps ne disparaissaient pas complètement.

Lorsque l'échec fut patent sur le front russe, Himmler prit vite conscience que les Soviétiques allaient reprendre ces territoires et pourraient mettre à jour les charniers, et ainsi l'ampleur de la destruction. Il fallait donc faire disparaître toutes les traces. Il donna alors deux ordres: celui de construire systématiquement des fours crématoires dans les camps, et celui de déterrer tous les restes enfouis dans les fosses pour les brûler à nouveau dans les fours. Ce furent évidemment des Juifs qui furent chargés de cette besogne.

Camps de destruction et *Sonderkommandos*

Auschwitz-Birkenau

Bełzec

Chełmno

Lublin-Majdanek

Sobibór

Treblinka

Six camps dédiés à l'industrie de la mort: isolés, comme Chełmno, ou dans un complexe plus vaste (Auschwitz comprenait trois camps, Birkenau étant le camp II). Ces camps étaient autant que possible dissimulés, si besoin la population civile alentour était expulsée, afin qu'il ne puisse y avoir de témoins. Mais la fumée s'échappant des cheminées de fours se voyait de fort loin, et l'odeur se répandait dans la campagne à des kilomètres. Les paysans proches de Treblinka voyaient chaque jour arriver les convois pleins, et les trains repartir vides.

L'organisation des camps de destruction était simple. Au sortir de la rampe, après la séparation par sexe et la sélection, les condamnés étaient conduits dans un local où l'on annonçait le bain, ou la douche. Ils devaient se dévêtir; on leur recommandait souvent de bien se souvenir de l'endroit où ils accrochaient leurs vêtements, on promettait, à ceux qui gémissaient qu'ils n'avaient rien eu à boire depuis deux ou trois jours, du thé après la douche. Lorsque tout le monde était déshabillé, on se rendait à la douche: alors, le style changeait, il fallait courir, les SS donnaient de la voix et du gourdin, tiraient en l'air, le mouvement devait être le plus rapide possible pour éviter une tentative de révolte (une vingtaine de gardes et de SS tout au plus s'occupaient de mille à deux mille personnes: même usant de leurs armes, ils n'auraient pu endiguer complètement une révolte sans connaître de pertes). A cette occasion, certains libéraient leurs instincts sadiques, ce que la hiérarchie laissait faire, car cela précipitait plus vite les gens vers la chambre à gaz: tel garde était connu pour s'emparer de nourrissons, les faire tourner en l'air avant de les lancer contre un mur, tel autre les écartelait de ses mains, un sous-officier lâchait son molosse qui arrachait les organes génitaux des hommes se trouvant à sa portée.

Le camp de destruction comportait peu de personnels allemands: quelques dizaines de SS au plus, des auxiliaires, Ukrainiens, Lituanais ou autres selon les endroits. Aucun ne mettait directement la main au gazage et à la crémation. Ils tuaient eux-mêmes les malades et enfants isolés qui sur la rampe étaient destinés à «l'hôpital». Mais toutes les sales besognes étaient réservées aux *Kommandos* et *Sonderkommandos*.

Les *Kommandos* intervenaient à l'arrivée des déportés: ils les aidaient à descendre des wagons. Ils récupéraient dès leur sortie l'ensemble des bagages, des vêtements. Ils triaient les objets par nature et les répartissaient dans des *Blöcke* spéciaux («Canada») où ils étaient entreposés avant l'expédition en Allemagne de tout ce qui pouvait avoir une valeur. Ainsi des Juifs néerlandais durent-ils leur survie un peu plus longue à leur métier de diamantaire.

Sonderkommandos

Il s'agissait de *Kommandos* très spéciaux: ils n'avaient généralement pas de contacts avec les autres, étaient enfermés dans des *Blöcke* isolés, recevaient une nourriture variée et abondante et pouvaient disposer d'alcools quasiment à volonté. Ce régime était dû aux tâches qui étaient les leurs: des coiffeurs coupaient les cheveux des femmes à la hâte, juste avant l'entrée dans la chambre à gaz. A l'ouverture des portes, une équipe sortait les corps et les dirigeait vers les fours, une autre procédait au nettoyage de la chambre à gaz. Une équipe – des dentistes, mais aussi d'autres – extrayait les dents en or sur les cadavres, sous haute surveillance. Une équipe alimentait les fours en y introduisant les corps, et entretenait le feu avec de longues piques, afin que la crémation soit complète. Une équipe évacuait les cendres en sacs, concassait les os incomplètement calcinés, et allait répandre le tout.

Tous ces hommes, Juifs, étaient donc contraints aux pires des tâches. Tous savaient, bien sûr, qu'ils seraient eux-mêmes liquidés, au cours des «renouvellements» régulièrement effectués. Les nazis avaient vite remarqué les étapes dans les réactions de ces hommes. Une partie, révoltés par l'horreur de la tâche, se révoltaient en la découvrant – ils étaient immédiatement abattus – ou se suicidaient, le plus souvent en se jetant dans les fours. Ceux qui dépassaient cette étape atteignaient une phase d'apathie, et accomplissaient le travail de façon mécanique. La nourriture riche leur permettait de conserver des forces et d'être efficaces, l'alcool les abrutissait pendant les phases de repos. Mais venait alors le risque lié aux échanges entre eux, qui était celui d'une révolte organisée et préparée – il y en eut en effet. Pour éviter ce risque, il fallait les tuer au bout de quelques semaines: par on ne sait quel reste d'humanité, la chambre à gaz leur était épargnée, ils savaient que leur destin était une balle dans la nuque à l'«hôpital».

Les très rares survivants de ces *Sonderkommandos* ont échappé aux renouvellements du fait de leur état d'hébétéude, feinte ou simulée, ou d'indifférence. Ainsi Simon Srebnik, qui avait 13 ans à son arrivée à Chełmno en 1944, explique qu'il ne ressentait rien:

«Quand j'ai vu tout ça, ça ne m'a rien fait. Et le deuxième, le troisième transport, ça ne m'a rien fait non plus. Je n'avais que 13 ans, et tout ce que j'avais vu jusque là, c'était des morts, des cadavres. [...] à Łódź, au ghetto, dès que quelqu'un faisait un pas, il tombait, mort, mort. Je pensais: il doit en être ainsi, c'est normal, c'est ainsi. J'allais dans les rues de Łódź, je faisais, disons cent mètres, il y avait deux cents morts [...] Alors, quand je suis arrivé ici, à Chełmno, j'étais déjà... tout ça m'était égal...!»

1. Extrait de *Shoah*, de Claude Lanzmann, Gallimard, coll. «Folio», Paris, p. 147-148.

Réactions internationales

Avant le déclenchement de la guerre

Alors que les Juifs sont expressément poussés à l'exil d'Allemagne, ils se trouvent confrontés à des politiques le plus généralement restrictives.

La Pologne menace l'Allemagne d'y expulser les Juifs allemands résidant sur son sol pour refuser les Juifs polonais vivant en Allemagne. Les Etats-Unis refusent d'augmenter leurs quotas, définis par pays d'origine. La Suisse obtient de l'Allemagne que la mention «Juif» soit portée sur les passeports des Juifs allemands. La France ouvre en 1938 un camp pour «étrangers indésirables» où des Juifs côtoient d'anciens combattants des brigades internationales d'Espagne. La Grande-Bretagne ira même jusqu'à interner, pendant la guerre, des Juifs en tant qu'originaires du pays ennemi. L'Agence juive, organisation du mouvement sioniste, échange avec l'Allemagne en 1933 de fortes importations de produits allemands par le Yishouv (communauté des Juifs résidant en Palestine) contre la possibilité pour 60000 Juifs d'émigrer en Palestine: cet accord est dénié par de nombreux Juifs européens (dans ses *Carnets*, Adam Czerniaków aura plus tard des mots très durs contre ceux qui obtiennent des passeports), qui n'avaient pas conscience de la réalité du danger. L'Angleterre, en charge d'un mandat de la Société des Nations pour la Palestine, veut même contrer ces tentatives de peuplement juif par un Livre blanc qui en 1939 limite drastiquement le nombre autorisé de nouveaux immigrants en terre palestinienne.

En juillet 1938 se tient à Evian une conférence internationale sur la question des réfugiés, qui se révèle incapable de trouver une solution d'accueil, et reconnaît même à l'Allemagne le droit de traiter ses ressortissants comme elle l'entend.

A la veille de la guerre, la situation des Juifs est résumée par une formule de Haïm Weizmann, citée par Georges Bensoussan: «Le monde semble être divisé en deux parties: les endroits où les Juifs ne peuvent pas vivre et ceux où ils ne peuvent pas entrer.»

Pendant la guerre et la destruction

8 août 1942: «Reçu nouvelle alarmante qu'au quartier général du *Führer* discussion et examen d'un plan selon lequel après déportation et concentration à l'Est tous les Juifs des pays occupés ou contrôlés par l'Allemagne représentant trois et demi à quatre millions de personnes doivent être exterminés d'un seul coup pour résoudre définitivement la question juive en Europe. Exécution

prévue pour l'automne méthodes à l'examen y compris l'acide prussique. Transmettons information sous toutes réserves son exactitude ne pouvant être confirmée. Informateur considéré comme ayant rapports étroits avec les plus hautes autorités allemandes et comme communiquant nouvelles en général fiables.»

Gerhardt Riegner, représentant du Congrès juif mondial en Suisse, a adressé ce message au Foreign Office et au président du Congrès juif mondial. En fait, à cette date, Treblinka avait déjà englouti plus de 100000 Juifs de Varsovie, Auschwitz fonctionnait déjà...

Les Britanniques, interceptant des messages allemands, avaient connaissance de massacres dès l'été 1941. Les autorités françaises étaient informées en novembre 1941 par leur ambassadeur en Roumanie.

Le représentant du Gouvernement polonais en exil, Jan Karski, qui s'était rendu lors d'un voyage clandestin à l'intérieur même du ghetto de Varsovie, en témoigna à Londres et Washington dans l'indifférence.

Par deux fois les Britanniques refusèrent des offres nazies d'échanges de Juifs: ainsi furent sacrifiés 60000 Juifs alors réfugiés en Bulgarie et, en 1944, près de 200000 Juifs hongrois.

La Croix-Rouge fut informée très tôt et choisit de ne pas dénoncer. L'Eglise catholique, forte en Pologne, adopta une attitude proche de celle du pape Pie XII: l'indignation est très fortement atténuée par l'antisémitisme, et pour le pape par une nette germanophilie.

Pour résumer, le monde entier connaissait l'essentiel, sinon le détail des modalités, dès 1941-1942. En 1943-1944, des condamnations solennelles, des menaces de sanctions judiciaires commencèrent à être émises, alors que la plus grande partie des massacres étaient déjà commis. La question du bombardement des camps de destruction fut repoussée par les Américains: elle aurait été la seule réponse militaire possible. Plus que les Juifs d'Europe pris au piège, c'est bien le reste du monde, Alliés, diaspora et Palestine, qu'il conviendrait d'accuser de passivité.

Rudolf Vrba explique à Claude Lanzmann, dans *Shoah*, qu'il comprit un jour que la Résistance, à Aushchwitz (et dans les camps de destruction), ne pouvait pas se fixer le même objectif qu'à Dachau et dans les camps de concentration, à savoir l'amélioration des conditions de vie: «Si les besoins du camp étaient, disons, de 30000 prisonniers, et si 5000 mouraient, ils étaient remplacés par une force neuve, prélevée sur les transports juifs. Et si 1000 seulement mouraient, 1000 étaient remplacés. Et un plus grand nombre était gazé.» Il en tire la conclusion que la Résistance doit s'organiser pour détruire la machinerie de meurtre de masse, même si c'est suicidaire. Les Alliés ne tirèrent pas cette conclusion: pour eux, dès 1943, la destruction des Juifs d'Europe, bien qu'encore inachevée, était déjà un fait acquis.

L'Allemagne et l'Autriche

Allemands et Autrichiens ne peuvent être traités comme un bloc monolithique pronazi. En mars 1938, lors de l'*Anschluss*, il est clair que la majorité de la population soutenait Hitler, pour partie par conviction idéologique, pour partie par l'effet de la propagande et de l'embrigadement.

De nombreux intellectuels et la plupart des dirigeants politiques de gauche non incarcérés ou liquidés avaient émigré. Les militants communistes de base firent le choix du silence, probablement sur consigne de Moscou. Les milieux financiers et industriels, qui avaient eu leur part de la spoliation des biens juifs, avaient été débarrassés d'un danger «socialiste» par la «nuit des longs couteaux» qui vit la décapitation des SA, ils étaient représentés au gouvernement par von Papen et firent le choix de leur intérêt, y compris après le déclenchement de la guerre. Le seul élément qui aurait pu retenir la destruction était la demande des entreprises d'armement et de l'industrie chimique: elles auraient voulu toujours plus d'esclaves. Mais Himmler et la SS gardaient la «question juive» à l'esprit comme prioritaire sur tout autre objectif, même et surtout lorsque les revers militaires vinrent commencer à réduire les territoires européens contrôlés par le Reich.

Avant guerre, la situation était celle de tout Etat totalitaire: personne n'était à l'abri d'une dénonciation, par n'importe qui, y compris son voisin et même parfois ses propres enfants fanatisés par la *Hitlerjugend*. Il n'est donc pas étonnant que les actes d'opposition ou de résistance aient été très rares. L'opposition se manifesta parfois par des discours ou des textes de responsables protestants condamnant les persécutions infligées aux Juifs, aux témoins de Jéhovah.

Quelquefois un groupe de jeunes tentait de s'affirmer: plus romantiques qu'organisés, leurs tentatives étaient vouées à l'échec face à la machine totalitaire. La plus connue fut celle de la «Rose blanche».

Lors de la guerre, à partir de 1943, une partie de l'armée était à la fois démoralisée par les revers et les boucheries inutiles, et consciente que les décisions d'Hitler menaient irrémédiablement à la défaite. Certains n'avaient pas apprécié, sur le front russe, de devoir être témoins des opérations mobiles de tuerie, qui étaient de façon évidente pour eux des crimes de guerre. D'autres, en pays occupés, réprouvaient la brutalité des méthodes SS. Une tentative de putsch fut donc organisée, qui devait être déclenchée par l'assassinat d'Hitler. Ce fut un échec. Mais cette tentative ne peut être considérée comme antinazie.

Cependant, en 1945, un certain nombre de Juifs allemands et autrichiens avaient survécu sur place: en bénéficiant du statut de couple mixte pour une part, mais aussi en s'étant ou en ayant été cachés. Il existait des réseaux de faux papiers et des solidarités, professionnelles ou amicales, plus fortes que la dictature.

Pour chacun des pays occupés ou contrôlés par l'Allemagne nazie, Sir Martin Gilbert, dans son *Atlas de la Shoah*, a établi le nombre de Juifs assassinés ainsi que celui des survivants et de ceux qui sont revenus. Dans le cas de l'Allemagne, le nombre d'émigrés de 1933 à 1939 explique le nombre relativement grand de survivants.

Allemagne

Assassinés: 160000

Survivants: 330000

Autriche

Assassinés: 65000

Survivants: 7000

La Pologne

L'histoire de la Pologne est une série de démantèlements et de reconstitutions: il n'est donc pas étonnant d'y trouver, entre les deux guerres, un fort courant nationaliste. En 1926, le général Pilsudski institua un régime autoritaire et antisoviétique. Les partis politiques sont restés autorisés, mais presque tous les dirigeants de gauche furent emprisonnés. A la mort de Pilsudski en 1935, le «régime des colonels» qui lui succéda poursuivit sur la même voie. La majorité rurale des Polonais était catholique, fortement antisémite, méfiante vis-à-vis de l'Allemagne et hostile à l'Union soviétique. Les Juifs étaient paradoxalement tout à la fois haïs et fortement intégrés, surtout dans les villes, où ils participaient à l'intelligentsia. Le parti ouvrier national socialiste, copie du NSDAP, trouvait peu d'écho, du fait que la majorité de la population se reconnaissait dans son gouvernement.

La capitulation survint après un mois de guerre. Si la France et l'Angleterre avaient bien déclaré la guerre à l'Allemagne, elles n'avaient engagé aucune opération militaire à l'ouest: Hitler a ainsi pu laisser quasiment dégarnie cette «absence de front» et concentrer ses forces sur la Pologne. En application d'une clause secrète du Pacte germano-soviétique, celle-ci fut dépecée en trois parties: la première, au nord-ouest, fut purement et simplement annexée au Reich, en application de la doctrine de l'«espace vital»; elle était destinée à recevoir un peuplement «purement» allemand, et donc à être vidée de tous ses habitants polonais, juifs ou non. A l'est, la deuxième partie fut laissée à l'Union soviétique, qui l'occupa sans difficulté mais non sans brutalité, avec l'exécution sommaire, aujourd'hui établie, de milliers d'officiers polonais. Cette partie reçut un nombre important de réfugiés polonais, échappés des zones occupées par les troupes allemandes. Parmi eux, des Juifs, dont une partie poursuivit son émigration vers l'est jusqu'en Asie soviétique: ceux-là forment l'essentiel des Juifs polonais survivants à l'issue de la guerre. La Lituanie s'empara quant à elle de la région de Vilna, sa capitale historique (aujourd'hui Vilnius, en lituanien). La dernière partie, située au centre et au sud, fut occupée sous l'appellation de gouvernement général. L'objectif était de transformer ce territoire en réservoir: l'Allemagne en tirerait les richesses et en exploiterait le travail sous forme de quasi-esclavage pour les Polonais chrétiens et d'esclavage pour les Juifs. Ce fut donc vers le gouvernement général que furent ensuite déportés les Juifs d'Europe, et sur ce territoire que furent érigés quatre des camps de destruction de masse (Chełmno et Auschwitz étant situés dans la partie annexée, mais demeurant très proches).

La population polonaise eut vis-à-vis des occupants une attitude tout à fait particulière, qui ne se retrouve pas dans d'autres pays occupés. Tout d'abord, elle n'avait pas de gouvernement fantoche, et pas non plus une frange politique collaborant avec les forces d'occupation – hormis bien sûr des collaborations individuelles, le plus souvent dans un contexte de trafic. L'antisémitisme important se manifesta partout par des exactions, des persécutions contre les Juifs, mais ne conduisit pas à s'allier avec les nazis: les antisémites polonais étaient aussi des conservateurs ultranationalistes et catholiques. La noblesse et l'intelligentsia furent en grande partie éliminées, et de nombreux Polonais furent déportés (Sir Martin Gilbert estime à 100000 le nombre de Polonais non juifs massacrés à Auschwitz). Dans les camps, les Polonais étaient un peu moins mal traités que les Juifs, les homosexuels et les Russes, mais assurément plus mal que toutes les autres catégories – et cela n'empêchait pas nombre d'entre eux de persécuter eux-mêmes les Juifs, lorsqu'ils venaient à être *Kapos*.

Cependant, comme aucun peuple, il ne convient de considérer les Polonais de façon manichéenne: lors de la formation du ghetto à Varsovie, Adam Czerniaków note dans ses *Carnets* que de nombreux Polonais non juifs venaient, dans les premiers temps, à la limite du ghetto pour apporter du ravitaillement et prendre des nouvelles de Juifs qui avaient été leurs voisins, amis, fournisseurs, clients, employeurs ou employés. Et lorsque le ghetto fut fermé, en octobre 1941, les contacts continuèrent par téléphone. A l'extérieur des ghettos, des Juifs furent cachés sous de fausses identités. D'autres purent s'en échapper et trouvèrent des refuges. Lorsque, fin 1942 début 1943, commença à s'organiser une résistance juive, elle trouva le contact avec la résistance polonaise qui elle aussi s'organisait: c'est ainsi que des armes, même bien peu nombreuses, purent être introduites dans le ghetto de Varsovie, et permirent son insurrection. Des résistants nationalistes surent même oublier temporairement leur antisémitisme pour considérer les Juifs comme des alliés possibles, notamment lors de l'insurrection de Varsovie, souvent occultée dans les esprits par celle, antérieure, du ghetto.

Cette réaction contradictoire de la population polonaise ne cessa pas avec la capitulation allemande:

«De manière à peine croyable, le massacre des Juifs de Pologne ne s'arrêta pas avec la guerre. L'antisémitisme polonais prit le relais, provoquant le départ massif des survivants vers la Palestine. Après le meurtre de deux jeunes Juifs à Biala Podlaska, les trente derniers Juifs quittèrent la ville. A Lublin, Léon Felhendler, un des leaders de la révolte de Sobibór, fut tué; de même que fut assassiné, à Lublin, le 19 mars 1946, Chaim Hirschmann, un des deux seuls survivants du camp de la mort de Belzec. La fuite vers la Palestine connut son point culminant à la suite du pogrom de Kielce où quarante et un Juifs furent tués!.»

1. Sir Martin Gilbert, *op. cit.*, p. 238-240.

Entre la libération et mi-1947, 1000 Juifs furent assassinés en Pologne, et 100000 s'enfuirent du pays.

Pologne

Assassinés: 3000000

Survivants: 225000

La France

Dans les années 30, un fort courant extrémiste s'est exprimé, parfois violemment. Le gouvernement de Front populaire issu des élections de 1936 a réalisé d'importantes réformes sociales. Mais, marqué par une tradition de pacifisme, il ne s'est pas engagé aux côtés de la République espagnole contre la rébellion franquiste. Cet aveuglement fut partagé par les successeurs du Front populaire, qui ne retinrent des discours hitlériens que les déclarations d'intention pacifiques. Les républicains espagnols réfugiés furent parqués dans des camps, ce qui devait les condamner. En 1939, après avoir accepté aussi bien l'*Anschluss* que le démantèlement de la Tchécoslovaquie, il ne fut plus possible d'assister à l'invasion de la Pologne sans déclarer la guerre. L'inanité du commandement militaire permit à Hitler d'achever son occupation de la Pologne avant de regrouper ses troupes pour ouvrir un front à l'ouest, en envahissant la Belgique et la France, qui fut partagée en cinq zones: une annexée (l'Alsace-Lorraine), une au nord rattachée à la Belgique occupée, une occupée comprenant Paris, une dite «libre» dans laquelle le Gouvernement français s'installa à Vichy, et une zone alpestre occupée par les forces fascistes italiennes.

De façon explicite, la «juiverie» était désignée comme un fléau dans l'idéologie du chef de l'Etat Philippe Pétain. Aussi le gouvernement n'attendit-il aucune injonction de l'occupant pour établir définition et recensement des Juifs, ni pour les exclure de la fonction publique. Le port de l'étoile jaune fut instauré le 15 mai 1942, et des camps créés dans tout le territoire, où furent internés opposants et Juifs, ainsi que des camps spécifiques pour les Tsiganes. Les camps étaient organisés par la police française, qui mena également la grande rafle dite du «Vél'd'Hiv», au cours de laquelle des milliers de Juifs furent conduits au vélodrome d'hiver, avant d'être internés notamment au camp de Drancy, puis déportés à Auschwitz.

La population française, après un exode devant l'invasion, manifesta majoritairement une grande passivité, s'occupant essentiellement de sa survie et de son ravitaillement. L'Etat et la plupart des fonctionnaires collaboraient avec les occupants, une partie non négligeable de la population leur apportait son soutien, allant jusqu'à la création d'une milice, comme dans la plupart des pays sous contrôle allemand. Ce n'est qu'à partir de 1942 que se développa une Résistance qui prit la forme de réseaux clandestins et, dans la zone «libre», de maquis constitués d'opposants et de réfractaires au «service du travail obligatoire» (envoi en travail forcé en Allemagne). Cette Résistance était coordonnée et

approvisionnée en armes et munitions par les troupes françaises à l'étranger, sous la direction du général de Gaulle.

Les Juifs réfugiés d'Allemagne et d'autres pays européens furent à peu près sacrifiés, dans l'espoir de sauver les Juifs français. Cet espoir était évidemment vain. Un certain nombre de Juifs purent s'échapper en passant en zone libre puis en Espagne, ou bien encore par l'Italie – s'ils n'étaient pas dénoncés et en payant parfois très cher des passeurs. D'autres, et parmi eux beaucoup d'enfants, furent cachés, notamment par des communautés protestantes, et quelquefois catholiques (qui en «récupérèrent» certains pour leur église). Le processus qui en Allemagne s'était déroulé en neuf ans (1933-1942) fut réalisé en France entre 1940 et 1944. Seule la zone italienne fut relativement épargnée jusqu'en 1943, les forces fascistes n'étant pas préoccupées d'actions antisémites.

De nombreux Juifs participèrent à la Résistance, ou même organisèrent des groupes de combat et de sabotage.

France

Assassinés: 83 000

Survivants: 200 000

Les Pays-Bas, le Luxembourg et la Belgique

Cette zone fut celle de l'Europe de l'Ouest dont la plus forte proportion de Juifs fut victime du génocide: un grand nombre, réfugiés d'Allemagne et de l'Est, étaient plus «visibles» car non encore intégrés. Par ailleurs, la géographie (pas de montagne, peu de forêts) empêchait de se cacher durablement. Ces pays furent administrés directement par des *Reichskommissare* (aux Pays-Bas, un état-major autrichien dirigé par Seyss-Inquart se montra particulièrement zélé et féroce).

La population hollandaise réagit aux premières rafles et déportations par une grève générale: celle-ci fut matée, et ne se renouvela pas. Mais si l'administration collabora largement, de même que la police, de nombreux Hollandais contribuèrent à cacher des Juifs, ce qui ne suffit pas à empêcher que la communauté ait été une des plus touchées par le génocide.

Au Luxembourg, les opérations furent menées très rapidement contre les mille Juifs qui n'avaient pas émigré avant l'invasion.

En Belgique, les SS rencontrèrent une résistance passive de la population, qui cacha de nombreux Juifs. Les autorités belges protestaient contre rafles et déportations. Des résistants juifs menèrent diverses actions, par exemple en brûlant les fichiers du Conseil juif. Ici aussi les Juifs réfugiés de l'Est furent les premières victimes.

Pays-Bas

Assassinés: 106 000

Survivants: 20 000

Luxembourg

Assassinés: 700

Survivants: 1 000

Belgique

Assassinés: 28 518

Survivants: 36 082

La Tchécoslovaquie

Démembrée, la Tchécoslovaquie fut séparée en plusieurs entités: les Sudètes et la Bohême-Moravie furent annexées au Reich, une portion de territoire offerte à la Hongrie, et la Slovaquie érigée en un Etat fantoche et satellite, avec à sa tête un prêtre catholique, M^{gr} Joseph Tiso – qui ne voulait pas qu'on lui parle des Juifs. Les Juifs tchèques qui n'avaient pu s'enfuir en Hongrie subirent le sort des Allemands. En Slovaquie, l'Etat connut divers atteroiements dans la définition, du fait essentiellement de la pression du Vatican, qui voulait protéger ses convertis. De nombreux Juifs slovaques en profitèrent pour fuir, dans les montagnes ou en Hongrie. Mais le plus grand nombre finit à Auschwitz – juste de l'autre côté de la frontière slovaque.

Tchécoslovaquie

Assassinés: 217000

Survivants: 44000

La Hongrie

Alors que les communautés juives disparaissaient dans toute l'Europe, la communauté hongroise était la seule encore intacte au début de 1944. Elle comptait 750 000 personnes. Cela était dû à l'opportunisme du Gouvernement hongrois, qui s'allia à l'Allemagne dans un but expansionniste, ce qui lui permit de récupérer des territoires au nord sur la Tchécoslovaquie, à l'est sur la Roumanie et au sud sur la Yougoslavie. Le vieux régent Horthy ne dirigeait pas lui-même le pays, et les Premiers ministres changeaient fréquemment, alternant des personnalités plus ou moins pro-allemandes. Les étapes préalables à la destruction furent donc franchies beaucoup plus lentement qu'ailleurs. Lorsqu'un Premier ministre pro-allemand allait un peu trop vite, Horthy le remplaçait par un plus réticent, qui freinait voire bloquait le processus. Cette attitude s'explique par le fait que la bourgeoisie juive était quasiment la seule du pays, et que dans les différentes professions intellectuelles la part des Juifs allait du tiers à plus de la moitié.

Le 8 décembre 1942, à la question d'un député hongrois, le Premier ministre Kállay répondit par écrit: «... l'incarcération des Juifs dans des camps de travail et des ghettos ne peut être mise en œuvre dans le cadre actuel des normes légales» (cité par Raul Hilberg). Fin mai 1943, il réitéra son opposition dans un discours public.

Sur injonction personnelle d'Hitler, Horthy dut changer de Premier ministre le 19 mars 1944. De nombreux bureaux SS furent installés à Budapest. Deux convois furent expédiés en avril. Eichmann proposa alors d'épargner tous les Juifs restants contre la fourniture de 10 000 camions et diverses marchandises. Il envoya deux Juifs hongrois à Istanbul pour négocier l'échange avec les Alliés et les Juifs de Palestine: les Anglais arrêtaient les émissaires et ne répondirent jamais à la proposition.

En mai 1944, le monde entier connaissait la destination des convois de Juifs vers l'est: les Alliés avaient eu la possibilité de «racheter» les Juifs hongrois encore survivants, qui eux aussi savaient ce qui les attendait; ils furent simplement sacrifiés.

En août 1944, Horthy mit en place un gouvernement susceptible de signer un armistice. Il obtint le départ d'Eichmann et l'arrêt des convois. Mais en octobre, quarante chars allemands déposèrent Horthy et le remplacèrent par le chef des Croix fléchées – un repris de justice à la tête d'une milice sanguinaire. Les convois demeurèrent ralentis par crainte de représailles des Alliés, mais les

Croix fléchées massacèrent encore des milliers de Juifs jusqu'à la chute de Budapest, le 13 février 1945.

Les ralentissements du processus jusqu'en 1944 avaient cependant permis à nombre de Juifs de fuir ou de se cacher, et les ont finalement sauvés.

Hongrie

Assassinés: 260 000

Survivants: 300 000

La Roumanie

L'évolution de la Roumanie aux plans politique, militaire et dans son attitude par rapport aux Juifs a été presque continuelle, bien que pendant quatre ans les dirigeants n'aient pas changé. Elle perdit d'abord des territoires au profit de l'URSS et de la Hongrie, retourna ses alliances pour participer très activement, dans le cadre de l'Axe, à l'offensive de Russie, ce qui lui permit de récupérer la Bucovine et la Bessarabie. Dans ces provinces, l'armée roumaine se livra à de nombreux massacres de Juifs, d'une sauvagerie telle que même les Allemands s'en offusquèrent. Par la suite des Juifs de Roumanie centrale (appelée Ancienne Roumanie) furent expulsés vers ces provinces.

Mais un incident diplomatique – un ministre roumain mal reçu à Berlin – provoqua un nouveau renversement d'alliance, et sauva les Juifs survivants, dont les dirigeants hongrois s'affirmèrent comme les défenseurs après en avoir été les bourreaux: les revers militaires allemands faisaient craindre une issue fatale. La Roumanie capitula le 24 août 1944, et s'engagea sans tarder aux côtés des forces alliées.

Parmi les victimes, 60000 étaient des Juifs de l'Ancienne Roumanie, qui fournit l'essentiel des survivants.

Roumanie

Assassinés: 469632

Survivants: 430000

L'URSS et les pays Baltes

L'ouest de la Russie et les pays Baltes étaient des berceaux anciens de peuplement juif. En Lituanie, les Juifs étaient présents dès la constitution du grand-duché, et s'étaient vu accorder des avantages par le grand-duc Gediminas lors de la création de Vilnius, en 1323. La communauté de Vilnius connut au 18^e siècle une réputation mondiale par la qualité de ses interprétations religieuses. Les quartiers juifs ou *shtetl* ont souvent été, dans tous ces pays, au cœur des villes mais aussi des villages. Cependant ce sont aussi des régions de persécutions anciennes: les pogroms y furent fréquents et meurtriers.

Au début de la guerre, l'URSS occupe l'est de la Pologne et la Lituanie récupère la région de Vilnius. Un grand nombre de Juifs polonais de l'ouest se réfugient dans la partie orientale où ils se joignent à des groupes de partisans, ou la traversent pour aller plus à l'est. L'offensive allemande de 1941 vers l'est est accompagnée de l'action des *Einsatzgruppen* qui procèdent, juste derrière le front, à des massacres systématiques. Les cibles sont désignées: Juifs des deux sexes et de tous âges, et «commissaires politiques» (en pratique, tous ceux réputés être communistes ou dénoncés comme tels). Les nazis trouvèrent le soutien d'une partie des populations locales, notamment des Lituaniens et des Ukrainiens, qui prirent parfois (entre autres à Vilnius) l'initiative des massacres, et se montrèrent par la suite des auxiliaires zélés et sanguinaires, tant auprès des *Einsatzgruppen* que dans la garde des camps. Le nombre de victimes russes non juives fut également considérable – même s'il est difficile, dans la situation où opérations militaires et tueries sont peu distinctes, de les attribuer avec certitude aux unes ou aux autres.

Lors de la Conférence de Wannsee (janvier 1942), le nombre estimé de Juifs encore à éliminer montre bien l'ampleur des massacres: l'Estonie était qualifiée de *judenfrei* (libre de Juifs), et en Lituanie il n'en restait déjà plus que 34 000, concentrés dans des ghettos à Vilna (Vilnius) et Kovno (Kaunas). Bien peu allèrent jusqu'aux camps: la plupart furent massacrés sur place.

URSS

Assassinés: 1 000 000

Survivants: 300 000

Pays Baltes

Assassinés: 224 000

Survivants: 25 000

La Yougoslavie, l'Albanie et la Grèce

En Serbie, occupée pendant quatre ans, des partisans menaient une résistance active. Les occupants en tirèrent prétexte pour, en guise de représailles, éliminer rapidement Juifs et Tsiganes. Dès novembre 1941, l'armée avait exterminé tous les hommes. En mars 1942 arriva de Berlin un camion à gazer. Les 15000 femmes et enfants juifs et tziganes furent éliminés en mai.

La Grèce fut envahie en 1941, à la suite d'une offensive des Italiens, qui occupèrent la plus grande partie du territoire. Mais c'est dans la partie occupée par l'Allemagne que se trouvaient en plus grand nombre les Juifs, en particulier l'importante et ancienne communauté de Salonique. Les opérations furent assez tardives, du fait des déficiences du réseau ferroviaire grec. Début 1943 fut fermé le ghetto de Salonique, dont une section elle-même close, le quartier Baron-de-Hirsch, tint lieu d'«entonnoir» se déversant à Auschwitz. De mars à août 1943, 46000 Juifs furent ainsi déportés par cette voie. Les Juifs de la zone italienne connurent un répit jusqu'à la chute de Mussolini: l'Allemagne reprit alors le contrôle, et les déportations furent entreprises.

C'est essentiellement en 1944 que l'Albanie connut à son tour rafles et déportations de sa petite communauté.

Les opérations furent plus délicates dans l'ensemble des îles: il était beaucoup plus facile aux Juifs insulaires de se camoufler ou de fuir. Nombreux furent cependant les habitants de Crète et de Rhodes à être déportés jusqu'en Pologne.

En avril 1941, l'Allemagne «créa» un Etat croate, aux frontières floues, dirigé par les Oustachis, mouvement catholico-fasciste militarisé, dont les attributions et le fonctionnement ressemblaient fort à ceux de la SS – ils contrôlaient eux aussi les camps de concentration, qui contenaient internés de nombreux Serbes, Juifs et Tsiganes. Outre la faim et le typhus, les brutalités des Oustachis provoquèrent une forte mortalité, complétée par les convois pour la Pologne. Un certain nombre de Juifs purent se réfugier en zone italienne, des Juifs et des Tsiganes purent rejoindre les rangs des partisans de Tito.

Yougoslavie

Assassinés: 67 122

Survivants: 12000

Albanie

Assassinés: 200

Survivants: 200

Grèce

Assassinés: 69481

Survivants: 12007

La Bulgarie

La Bulgarie fut tout au long de la guerre un pays allié de l'Allemagne, mais qui ne participa pas aux campagnes militaires et veilla à donner aux Alliés des signes de modération. Leur alliance avec l'Axe leur permit d'occuper la Macédoine yougoslave et la Thrace grecque.

Le régime du roi Boris engagea les premières phases du processus de la politique antijuive, mais s'arrangea pour en bloquer les effets à partir de la désignation. Dans les provinces récupérées cependant, la Bulgarie remit aux Allemands les Juifs qui s'y trouvaient. A force de prudence et de modération, les autorités bulgares réussirent à sauver la communauté de l'ancienne Bulgarie.

Bulgarie

Survivants: 50000

Le Danemark, la Norvège et la Finlande

Si la Bulgarie a sauvé «ses» Juifs en grande partie par opportunisme, le Danemark doit être remarqué, et honoré, pour avoir protégé les siens par conviction et détermination, et par l'engagement de presque tout le peuple, famille royale en tête, alors que le pays était occupé, et non allié à l'Allemagne. Après de premières rafles, on peut en effet dire que la société danoise dans son ensemble s'est organisée, avec une étonnante efficacité et célérité, pour cacher tous les Juifs, rassembler des capitaux et permettre leur passage nocturne en Suède sur des bateaux de pêche, le tout en quelques semaines.

En Norvège, le fantoche Quisling enclencha le processus. Une première déportation eut lieu par bateau en novembre 1942. Mais de nombreux Juifs norvégiens purent trouver refuge en Suède, du fait d'une frontière de 1600 kilomètres aisément franchissable et de l'accueil sans réserve des Suédois.

La Finlande a elle été à peu près épargnée, pour des raisons d'éloignement, de faible densité démographique et de peu de disponibilités militaires allemandes.

Danemark

Assassinés: 77
Survivants: 5500

Norvège

Assassinés: 728
Survivants: 1000

Finlande

Assassinés: 11
Survivants: 2000

L'Italie

Dans les zones de France, de Yougoslavie et de Grèce occupées par l'Italie, les Juifs ne furent quasiment pas inquiétés. Il en fut de même dans la péninsule: certes, une législation des plus complètes et des plus sévères fut adoptée, conformément aux pressions allemandes. Mais elle ne fut pas suivie d'application. Lors de la capitulation du maréchal Badoglio, qui avait succédé à Mussolini, l'Allemagne envahit l'Italie et entreprit immédiatement rafles et déportations (dès octobre 1943 et jusqu'à la fin): mais celles-ci furent ralenties, et leur efficacité amoindrie par l'intervention de nombreux Italiens, et notamment de nombreux religieux, qui protestaient publiquement, et dans le même temps cachaient des Juifs ou les aidaient à fuir. Seul ou presque, pourrait-on dire, le pape Pie XII se refusa à condamner publiquement les rafles qui à Rome se déroulaient sous ses fenêtres.

Cette réaction très modérée de l'Italie est due à l'importante intégration des Juifs italiens – bon nombre appartenaient au corps diplomatique, à l'armée, l'Italie avait eu des ministres juifs, les mariages mixtes étaient nombreux. Mais aussi le racisme fasciste, plus tourné contre les «races» africaines, était plus une logique d'exclusion et d'exploitation que de destruction.

Italie

Assassinés: 800

Survivants: 35 000

Les pays neutres

La notion de neutralité a eu, lors de la seconde guerre mondiale, deux acceptions distinctes.

Le premier cas est celui des pays traditionnellement et constitutionnellement neutres, la Suède, la Suisse, la Turquie: de fait, cette neutralité déboucha sur des politiques et des attitudes diamétralement opposées.

La comparaison n'est certes pas en faveur de la Suisse: elle avait pris l'initiative de demander à l'Allemagne le marquage du passeport des Juifs. Pendant la guerre, elle tenta de fermer hermétiquement ses frontières (28500 réfugiés purent tromper cette vigilance et pénétrer clandestinement ou avec de faux papiers): à partir du 13 août 1942 (soit un mois après la rafle du Vél'd'Hiv à Paris), elle refoula 9 751 Juifs en France, les livrant quasiment à coup sûr. Un document de police daté du 25 septembre 1942 (cité par Sir Martin Gilbert) stipule: «On ne peut assimiler les réfugiés pour seule cause de persécution raciale à des réfugiés politiques.» Et, fait mieux connu aujourd'hui, les banques suisses abritèrent le dépôt par les Allemands de valeurs mobilières, de finances et d'or spoliés aux Juifs d'Europe.

Il en fut tout autrement en Suède, qui ouvrit ses frontières à tous les Juifs danois et à de nombreux Norvégiens. Les diplomates suédois multiplièrent les offres d'accueil, de passeports suédois, etc. Raoul Wallenberg, en poste à Budapest, multiplia jusqu'au bout les initiatives pour sauver ainsi des Juifs hongrois.

La Turquie se préoccupa surtout de «ses» Juifs émigrés en Europe, et particulièrement en France. Ses représentants parvinrent à faire libérer de Drancy plus de quatre cents Juifs turcs, et les rapatrièrent en sept convois ferroviaires, qui traversèrent l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Croatie et la Bulgarie, entre février et mai 1944. Neuf cents autres purent se sauver par l'Espagne ou l'Italie.

Le second cas est celui des pays qui furent neutres dans ce conflit, c'est-à-dire non belligérants. Les exemples européens sont l'Espagne et le Portugal, deux régimes dictatoriaux très catholiques, et l'appréciation que l'on peut porter sur leur attitude est mitigée. L'un et l'autre fermèrent plus ou moins les yeux sur le transit de Juifs réfugiés ou d'opposants rejoignant les Alliés. Le Portugal usa parfois d'influence diplomatique en faveur de certaines communautés. Mais l'Espagne, qui était redevable à l'Allemagne de son aide aérienne (à Guernica, notamment), ne fit pas d'effort en faveur des six cents Juifs de nationalité espagnole piégés dans le ghetto de Salonique: ils furent déportés avec les Juifs grecs.

Réactions des Juifs allemands

La plupart des Juifs allemands ne perçurent pas avant 1933 la réalité d'un danger pour eux et, à partir de 1933, peut-être jusqu'à la Nuit de cristal, la nature de ce danger. Leur réaction aux éruclations haineuses d'Hitler consistait à le trouver ridicule. Il n'y avait quasiment pas eu de réel pogrom en Allemagne, et même les brimades et provocations des SA ne débouchaient pas sur des meurtres, et ne faisaient que reproduire des «désagrèments» connus depuis des siècles, de façon cyclique, en Europe. Leur niveau d'intégration culturelle et sociale était tel qu'il était pour eux simplement impensable qu'ils puissent risquer leur vie en restant en Allemagne: tant de Juifs avaient tant apporté à l'Allemagne dans les domaines artistique, littéraire et scientifique qu'ils avaient grandement contribué à construire le pays. Le nombre de sionistes était plutôt restreint. Et ils étaient certains que le peuple allemand allait vite se ressaisir et chasser les nazis du pouvoir. Des intellectuels et des politiciens, plus lucides et mieux informés, émigrèrent assez rapidement. Des entrepreneurs et financiers se sentaient garantis par leurs relations et avoirs internationaux, et tardèrent à faire de même – et de fait beaucoup ne purent finalement qu'échanger leur départ contre leur spoliation. Mais tous ceux qui n'étaient pas fortunés se trouvèrent piégés. Le plus remarquable est que des Juifs soutenaient la politique revancharde, expansionniste et guerrière des nazis. Certains applaudirent au déclenchement de la guerre, persuadés qu'après une victoire éclair les choses se tasseraient pour eux. Un bon nombre découvrirent stupéfaits que, selon la législation, ils étaient redevenus Juifs, alors qu'ils étaient certains d'être tout à fait Allemands. Lorsque le plus grand nombre dut se résoudre à voir la réalité – il ne suffisait pas de se tenir tranquille pour échapper au massacre – il était largement trop tard.

Réactions des Juifs des pays occupés

Les polémiques furent nombreuses et vives depuis la Shoah quant à l'attitude des Juifs. La question n'est pas d'opposer des interprétations qui n'auraient de valeur que de célébration ou de condamnation symboliques (les deux extrêmes étant celles de la passivité collective et de la résistance héroïque). Les faits fournissent des éléments et des explications qui illustrent la coexistence de ces deux phénomènes.

L'émigration: depuis l'ensemble de l'Europe, seules 300 000 personnes émigrèrent de 1933 à 1940, alors même que le régime nazi poussait au départ. Les explications sont au nombre de trois: les limites financières, les politiques restrictives de l'immigration des Etats du monde entier, et la tradition de la diaspora.

Cette tradition peut être exprimée par le *shtadlanut*, décrit par Israel Gutman:

«Le *shtadlanut* devient nécessaire lorsque les droits des Juifs ne sont pas garantis par la loi, lorsque les Juifs ne sont pas en mesure de revendiquer une représentation politique propre et ne peuvent pas s'engager activement dans le combat politique. Le *shtadlanut* est fondé sur la négociation entre un individu au verbe agile, prompt à agir, et sachant comment traiter avec les tyrans, le *shtadlan* offre au gouvernant des bénéfices matériels et une loyauté sans faille. L'émancipation et l'égalité civile avaient éliminé le *shtadlan* de la vie juive, mais les nazis le réinventèrent et firent de l'intercession l'unique forme que pouvait prendre le contact entre les Juifs et les autorités¹.»

Cette réanimation de la pratique du *shtadlanut* fut effectivement exploitée par les nazis, en Allemagne puis dans tous les territoires: ils obtinrent ainsi une docilité collective, voire une coopération, jusque dans leurs actions extrêmes (fourniture de listes et de «candidats» à la déportation). Une concession infime arrachée de temps à autre, même annulée le lendemain, suffisait à entretenir l'illusion de l'efficacité de la démarche.

Dans les ghettos, ils instaurèrent les *Judenräte* (conseils juifs) comme leurs seuls interlocuteurs, et dans les pays occupés, des organisations nationales. Certains partis ou organisations juives manifestèrent leur opposition à ce principe, mais ne la traduisirent guère en actes avant la fin de 1942, c'est-à-dire avant qu'il ne soit trop tard: passer de l'opposition à la résistance active était, dans l'esprit de

1. Cité par Raul Hilberg et Stanislaw Staron dans la préface des *Carnets du ghetto de Varsovie*, d'Adam Czerniaków, La Découverte, Paris, 1996, p. XLV.

la grande majorité des Juifs, risquer de mettre en danger l'ensemble de la communauté; or, ils ne percevaient pas que le danger était déjà là. L'histoire du ghetto de Varsovie est assez bien représentative de cette attitude collective. Dès l'occupation allemande, Adam Czerniaków est chargé de mettre en place le conseil juif: il y choisit des représentants des divers groupes idéologiques et sociaux, à l'exception des sionistes, des communistes et des orthodoxes. Ses carnets illustrent de façon claire son rôle de *shtadlan*: chaque jour il intercède, auprès de membres même mineurs de l'administration civile, de l'armée, de la SS ou de la police. Le 23 juillet 1942, refusant de signer l'appel à 6000 Juifs de se présenter pour être «déplacés» à Treblinka (c'est le premier convoi, qui inaugurerait la déportation de 300000 personnes), il se suicide. Or, le même jour se tient secrètement une réunion de représentants de diverses tendances opposées à la participation au *Judenrat*: après discussion, ce groupe décide de ne pas engager une résistance active, pour préserver la masse du ghetto.

A la mi-octobre de la même année, alors que tout était consommé, Emmanuel Ringelblum, qui était opposant à l'attitude conciliatrice de Czerniaków, écrivait dans ses notes:

«Pourquoi n'avons-nous pas résisté quand ils ont commencé à déporter les 300000 Juifs de Varsovie? Pourquoi nous sommes-nous laissé conduire à l'abattoir comme des moutons? Pourquoi l'ennemi a-t-il eu la partie si belle? Pourquoi les bourreaux n'ont-ils pas eu une seule perte? Pourquoi cinquante SS (d'après certains, encore moins), aidés de quelque deux cents gardes ukrainiens et d'autant de Lettons, purent-ils mener l'opération si aisément à bien?»

La réponse est double: pas d'unité de la communauté mais une grande dispersion, même après presque deux ans d'enfermement dans le ghetto, et une population qui n'est pas encore arrivée au niveau de désespoir qui engendre sans nécessité d'organisation une révolte générale spontanée.

Autre facteur explicatif non négligeable, le travail: dans les pays et les secteurs où la communauté juive est fortement intégrée, sa contribution à l'activité et à la production est bien sûr importante. Le cadre de l'économie de guerre entraîne des besoins considérables, et non seulement les Juifs, mais des pans entiers de l'industrie, de l'armée et du parti tenaient pour indispensable le travail des Juifs – et ce d'autant qu'il était quasiment gratuit et obligatoire. Jusqu'à la mise en œuvre de la «solution finale», cette observation de bon sens suffit à alimenter les illusions. Ainsi, Adam Czerniaków note dans son carnet, le 23 juillet 1942, quelques heures avant de se suicider: «Dans la ville, une ruée pour créer des ateliers. Une machine à coudre peut sauver une vie.» La veille, on lui avait annoncé que tous les Juifs devaient être «expulsés vers l'est», au rythme de six mille au moins par jour. Un premier convoi était parti. Et l'on continuait à croire que tra-

1. Raul Hilberg, *op. cit.*, vol. 2, p. 433.

vailier pourrait dispenser du pire. Czerniaków comprit ce jour-là à 16 heures que cet espoir était définitivement vain.

On ne peut simplifier en affirmant qu'il n'y eut ni révolte ni résistance: mais celles-ci intervinrent à l'extrême fin, alors que pour le plus grand nombre il était déjà trop tard; la mise en œuvre de la solution finale fut si rapide (l'année 1942 pour l'essentiel, sauf en Hongrie) que les Juifs d'Europe furent ainsi pris de vitesse.

Erich von dem Bach, chef suprême de la police et des SS de Russie centrale, qui dirigea les massacres dès 1941, peut ainsi déclarer, après la guerre:

«C'est alors que le désastre survint... Je suis le seul témoin encore en vie, mais je dois dire la vérité. Contrairement à l'opinion des nationaux-socialistes selon laquelle les Juifs formaient un groupe hautement organisé, la réalité terrifiante était qu'ils n'avaient aucune organisation, de quelque type que ce fût. La masse du peuple juif fut totalement prise au dépourvu. Ils ne savaient absolument pas quoi faire; ils n'avaient aucune directive ni mot d'ordre leur indiquant comment ils devaient agir. C'est là le plus grand mensonge de l'antisémitisme, parce qu'il contredit l'affirmation selon laquelle les Juifs conspirent pour dominer le monde et qu'ils sont terriblement organisés. En réalité, ils n'avaient pas d'organisation du tout, même pas un service de renseignements. S'il avait existé une organisation d'un type ou d'un autre, ces gens auraient pu être des millions à être sauvés; au lieu de quoi ils furent pris complètement au dépourvu. Jamais jusque-là un peuple n'était allé au désastre dans une ignorance aussi totale. Il n'y avait eu aucune préparation. Absolument rien. Non qu'ils eussent été, comme le disent les antisémites, amis des Soviets. C'est là le malentendu le plus effroyable de tous. Les Juifs de l'ancienne Pologne, qui n'ont jamais eu de sympathies communistes, avaient, dans toute la région à partir du Bug et allant vers l'est, plus peur du bolchevisme que des nazis. C'était de la démence. Ils auraient pu être sauvés. On trouvait parmi eux des gens qui avaient beaucoup à perdre, des gens qui étaient dans les affaires; ils ne voulaient pas partir. De plus, il y avait leur amour de chez eux et l'expérience qu'ils avaient des pogroms en Russie. Après les premières actions antijuives des Allemands, ils croyaient que la vague était passée, si bien qu'ils sont revenus et ont couru d'eux-mêmes à leur perte¹.»

1. *Ibid.*, p. 889.

Réaction des Juifs de la diaspora et de Palestine

Il serait tout aussi faux de parler des Juifs du reste du monde comme d'une entité organisée et unie que d'évoquer «la» communauté juive allemande, ou polonaise comme un tout. Et de même qu'il faut se garder de qualifier de façon manichéenne l'attitude des Allemands, ou des Français, on ne saurait conclure de façon générale sur un comportement collectif de l'ensemble des Juifs.

Bien au contraire, l'observation conduit à penser qu'entre les Juifs du monde les forces centrifuges sont apparemment plus puissantes que les forces centripètes: il y a fort peu de ressemblance entre la vie quotidienne d'artisans du Caire, d'hommes d'affaires de New York ou de paysans d'un kibboutz de Palestine. Selon les régions du monde, les situations sont très différentes, et elles-mêmes contrastées.

Les habitants de Palestine ont en commun d'être sionistes, c'est-à-dire de vouloir établir un Etat: en cela ils sont minoritaires au sein de la diaspora. Mais parmi eux, certains – radicaux au plan religieux ou extrémistes aux plans politique et militaire – sont d'abord préoccupés par le contrôle d'un territoire et l'expulsion des Arabes qui y vivent, alors que d'autres placent en tête de leurs objectifs l'invention d'un mode de vie et de production collectif, dans un idéal de type socialiste prêt à cohabiter avec ses voisins musulmans.

Dans les régions d'islam, les Juifs séfarades vivent paisiblement, dans un statut de citoyens de seconde zone, mais garanti, et confirmé par l'ancienneté de leur présence. Dans les villes, les rues des médinas peuplées de Juifs voisinent et croisent celles des musulmans, et la vie quotidienne, y compris les fêtes, est largement partagée.

Une importante communauté juive se trouve aux Etats-Unis – au sens d'une importante population. Il s'agit en grande partie d'émigrés d'Europe du Nord-Est, à la fin du 19^e et dans les premières décennies du 20^e siècle. Cette émigration fut en partie due aux pogroms, notamment russes. La population juive américaine est extrêmement disparate: des hommes d'affaires et entrepreneurs dynamiques sont devenus des Américains types, pour une part hostiles à l'entrée en guerre des Etats-Unis; des Juifs orthodoxes forment quant à eux de véritables communautés, closes sur leurs règles de vie, de travail et d'étude. Des immigrés de couche populaire parlent toujours le yiddish et ont formé de véritables petits *shtetl* où ils survivent de travaux divers et de petits métiers. Des intellectuels plus ou moins apostats participent à la vie culturelle américaine, et nombre d'entre eux ont formé des couples mixtes.

Au niveau planétaire, même le Congrès juif mondial ne peut prétendre représenter l'ensemble de la diaspora – et donc encore moins les organisations d'une de ses diverses tendances ou composantes.

Se produit en fait à grande échelle ce qui fut observé dans chaque ville européenne: devant une situation de crise, un émissaire ou un notable va dialoguer avec les autorités; mais au niveau mondial, les autorités que l'on peut joindre à Washington et Londres ne sont pas celles qui exercent la persécution européenne, ce qui fait que les multiples entrevues des membres du Congrès mondial avec les autorités alliées ou les pays neutres ne débouchent que sur des déclarations d'intention. Tout ce que sont capables de faire les organisations juives internationales, c'est voter des motions en congrès et exercer un lobbying parfaitement inutile.

Si l'on veut en revenir à des appréciations générales, on peut résumer cette diversité en concluant que la diaspora est tout à la fois effrayée, compassée, scandalisée, non concernée, impuissante et résignée.

Les Justes

Les «Justes parmi les nations du monde» sont des personnes qui ont œuvré, pendant le cours de la Shoah, pour venir en aide aux Juifs ou à des Juifs, parfois au péril de leur vie: ils ont caché des enfants ou des familles, ils ont organisé des réseaux pour aider à la fuite, etc. Si à certains égards les Juifs européens se sont sentis, et ont été, abandonnés par le monde entier à l'entreprise nazie d'annihilation, ce ne fut jamais totalement: tous les témoins rapportent qu'ils ont trouvé çà et là un signe, un geste de réconfort, une aide parfois minime mais toujours courageuse. Même à Auschwitz il s'est trouvé des Allemands miséricordieux.

Après la guerre, les survivants et l'Etat d'Israël ont donc décidé de reconnaître et de saluer l'attitude et les actes de courage d'un certain nombre de gens. Les conditions pour cette reconnaissance sont d'avoir apporté une aide décisive à un Juif, à un moment et dans une situation où celui-ci était en danger (en danger signifiait alors en danger de mort), d'avoir été conscient de prendre un risque en apportant cette aide (héberger un Juif était défini comme un crime), de n'avoir demandé aucune contrepartie à cette aide (bon nombre de passeurs se faisaient payer), et enfin que ces faits soient attestés. Les aides susceptibles de donner lieu à cette reconnaissance sont l'hébergement, la procuration de faux papiers (d'identité, ou certificats de baptême...), la conduite en lieu sûr (passage de frontière) et l'adoption d'enfants juifs, même provisoire. Lorsque le dossier est instruit et accepté, un hommage est rendu au Juste par une cérémonie dans son pays, à laquelle participe un représentant de l'Etat d'Israël.

La reconnaissance des Justes a commencé en 1953. En avril 1998, le nombre de Justes honorés était de 16000. De l'avis des autorités israéliennes, mais aussi plus généralement des survivants, les Justes «potentiels» sont beaucoup plus nombreux. De multiples fois, un geste infime de résistance passive a pu être suffisant pour sauver un Juif d'une mort certaine: l'accomplir dans un pays totalitaire ou sous le joug d'une occupation sanguinaire fut un réel acte de courage; mais souvent la situation fut si furtive que le bénéficiaire n'a aucun élément pour identifier son bienfaiteur. Aujourd'hui, la grande majorité des Justes sont donc (ou ont été, souvent) des Justes «anonymes».

La qualité de Juste parmi les nations du monde est individuelle: mais il peut arriver qu'une communauté (une commune, une congrégation religieuse, un corps professionnel...) connaisse un si grand nombre de Justes qu'elle soit elle-même reconnue comme Juste: c'est le cas de la commune du Chambon-sur-Lignon, en France.

Les choix militaires des Alliés

Le discours nazi affirmait que la guerre avait été fomentée par les Juifs, que c'était la guerre des Juifs contre l'Allemagne: si cela avait été le cas, ou si le sort des Juifs européens avait été la cause de l'engagement des Alliés dans le conflit, il est certain que les opérations militaires n'auraient pas été menées de la même façon.

Mais arrêter le processus de destruction n'était nullement un objectif prioritaire. D'un point de vue strictement militaire, les camps de destruction comportaient très peu de soldats et de SS, les bombarder n'aurait eu aucune conséquence sur la situation des divers fronts, tout en mettant en danger un certain nombre d'avions et leurs pilotes. Dans la logique militaire, détruire Auschwitz ou mettre hors d'état le réseau ferroviaire qui y conduit n'avait aucune rentabilité, car le sort des Juifs n'était pas un enjeu militaire. Avant 1942, cet objectif n'aurait pas été réaliste; à partir des premiers revers allemands, la priorité fut donnée à l'extension des combats sur tous les fronts du monde.

Aucune considération sur le risque de tuer les Juifs internés dans les camps n'a influencé dans ces choix: les Alliés, lorsque cela leur paraîtra utile, pourront détruire des villes allemandes, puis Hiroshima et Nagasaki, dans l'objectif précis d'obtenir des capitulations rapides.

S'ajoutent tant pour les Occidentaux que pour les Soviétiques des préoccupations politiques qui sont déjà celles de l'après-guerre, préfigurations de la guerre froide: pousser le front le plus loin possible pour contrôler la part la plus importante de l'Allemagne – et de l'Europe –, avec ou sans Juifs survivants.

La fin des camps

La bataille de Stalingrad (février 1943) marque le début de l'avance des troupes soviétiques et la perte de territoires par le Reich. En se retirant, l'Allemagne veilla à ne laisser aucune trace des exterminations de masse. Or, dans les premiers temps (avant la construction des fours crématoires), les cadavres avaient été soit brûlés dans des fosses ou sur des bûchers, soit enfouis dans d'immenses fosses (notamment lors des massacres perpétrés par les *Einsatzgruppen*).

Himmler créa des unités spéciales, les unités «1005», composées de déportés essentiellement juifs (qui furent systématiquement liquidés après l'accomplissement de leur tâche) et chargées de déterrer les cadavres, de les brûler et de disperser leurs cendres.

Corps déterrés par les unités «1005» entre mars 1943 et janvier 1945:

- Treblinka: 840 000
- Belzec: 600 000
- Chełmno: 360 000
- Sobibór: 250 000
- Ponary: 58 000
- Babi Yar: 33 771
- Plaszow: 9 000

La destruction des camps

Il fallut aussi faire disparaître les traces des camps d'extermination, par exemple:

- Chełmno: destruction du château, jusqu'à ses fondations, et plantation de gazon.
- Belzec: destruction des chambres à gaz au printemps 1943, plantation de pins.
- Treblinka: dernières traces effacées, archives brûlées, *Sonderkommando* fusillé au 17 novembre 1943. Une ferme est créée et confiée à un Ukrainien.
- Sobibór: cessation d'activités fin 1943 et destructions.
- Maïdanek, à Lublin, fut incomplètement évacué.
- Auschwitz-Birkenau fut le dernier à fonctionner. En octobre 1944, une révolte aboutit à l'incendie du four crématoire III. En novembre, Himmler ordonna le démantèlement des chambres à gaz et des fours: mais il était trop

tard pour en dissimuler les traces. Éliminer les traces, c'est aussi éliminer les survivants: ce seront les marches et les trains «de la mort».

Marches et trains de la mort

Il s'agit d'une véritable entreprise systématique, qui concerna tous les survivants, quelle que soit leur catégorie. Désormais, chaque survivant savait, avait vu ou avait subi: alors que la défaite était clairement inéluctable, les responsables nazis savaient qu'ils allaient devoir rendre des comptes. Devant cette perspective, dans une «logique» toute nazie du règlement d'une «question» par la mort de masse, ils entreprirent leurs derniers crimes contre l'humanité.

22 juillet-1^{er} août 1944:

De Maïdanek à Kielce à pied, puis train jusqu'à Auschwitz, 1 200 au départ, 380 morts.

29 juillet-1^{er} août 1944:

3 520 partent de Varsovie à pied jusqu'à Zychlin. 500 morts. Train de Zychlin à Dachau: 1 000 morts.

Août 1944:

6 000 départs de Bor (Yougoslavie) à pied vers Győr (Hongrie): plusieurs milliers de morts.

2-8 novembre 1944:

50 000 départs à pied de Budapest à Strasshof: 10 000 morts.

Décembre 1944:

3 500 départs à pied de Lieberose à Sachsenhausen: 2 600 morts.

18 janvier 1945:

Région d'Auschwitz 9 748 départs, 1 437 morts.

D'Auschwitz-Birkenau à Geppersdorf, 3 000 départs à pied, 2 720 morts. 98 000 évacués en train d'Auschwitz le 20 janvier 1945, 4 200 abattus sur place.

20 janvier 1945:

De Danzig et Stutthof, au 27 janvier à Ravensbrück et Sachsenhausen, 29 000 départs, 26 000 morts.

26 janvier 1945-11 mars 1945:

De Neusalz à Flossenburg, 1 000 départs, 800 morts.

Mars-avril 1945:

2000 départs de Koszeg à Ebensee (nombre de morts non connu).

19-25 avril 1945:

Partent 17000 femmes de Ravensbrück et 40000 hommes de Sachsenhausen: morts par milliers.

20 avril 1945:

2775 partent en train de Rehmsdorf à Marienbad: 1000 morts. Les 1775 survivants partent à pied à Theresienstadt: 1200 morts.

La dernière marche eut lieu du 1^{er} au 5 mai 1945, de Mauthausen à Gunsircher (effectifs non connus¹).

L'implantation des camps, les transferts successifs – malgré les trains et marches de la mort, il restait des survivants – firent que les derniers camps furent libérés très tard: il semble que la conduite des opérations militaires (enrôlement d'enfants et de vieillards) et la défense acharnée de certains fronts aient eu pour motifs la volonté de parachever l'extermination, et peut-être aussi un acharnement sacrificiel sur le peuple allemand lui-même, qui n'avait pas permis à Hitler d'achever son dessein.

Maïdanek fut libéré le 23 juillet 1944, Auschwitz le 27 janvier 1945, Buchenwald le 1^{er} avril, Dachau le 29 avril, Mauthausen le 5 mai, et enfin Theresienstadt le 9 mai.

Les déportés, Juifs et non-Juifs, n'étaient cependant pas sauvés par cette libération. Un grand nombre succombèrent encore, du fait des épidémies, des conséquences des privations et mauvais traitements.

Au total, de la libération à la mi-1947, 1000 Juifs furent assassinés en Pologne, et 100000 s'enfuirent.

1. Source: Sir Martin Gilbert, *op. cit.*

Nombre de morts

Victimes juives

Il ne peut s'agir que d'estimations, un certain nombre d'assassinats isolés ou non étant restés inconnus. Les deux sources principales, parmi les plus fiables, sont celles de Raul Hilberg et Sir Martin Gilbert, qui s'appuient au maximum sur des documents originaux et les recourent, préférant donner des chiffres probablement inférieurs à la réalité plutôt que des estimations aléatoires.

Raul Hilberg, dont l'estimation totale est de 5 100 000 Juifs tués, a recoupé les estimations avec des analyses d'évolution naturelle. Sir Martin Gilbert indique que son estimation, 5 750 000, est inférieure à la réalité: «Bilan minimum, disions-nous. Un exemple: à l'automne 1941, des milliers de très jeunes enfants et bébés furent exterminés par les *Einsatzgruppen* avant même que leur naissance ait été enregistrée. Des milliers d'individus, spécialement dans les villages reculés de Pologne, furent «ajoutés» aux convois de déportation de grandes localités, sans jamais avoir été recensés.» Il ajoute qu'un certain nombre de communautés abritant jusqu'à mille Juifs en 1939 avaient disparu en 1945 sans qu'on sache ce qu'elles sont devenues.

Ces deux estimations font preuve d'une très grande rigueur, les auteurs n'utilisant que des sources avérées, et se trouvent ainsi obligatoirement en dessous de la réalité.

	Hilberg	Gilbert
Pologne	jusqu'à 3 000 000	3 000 000
URSS	plus de 700 000	1 000 000
Roumanie (avec Bessarabie, Bucovine, Nord- Transylvanie)	270 000	469 632
Tchécoslovaquie (y compris Ruthénie)	260 000	277 000
Hongrie	plus de 180 000	200 000
Lituanie (y compris Memel)	jusqu'à 130 000	143 000
Allemagne	plus de 120 000	160 000
Pays-Bas	plus de 100 000	106 000
France	75 000	83 000
Lettonie	70 000	80 000
Yougoslavie (y compris Macédoine)	60 000	67 122
Grèce (y compris Thrace, Crète, Kos)	60 000	69 701
Autriche	plus de 50 000	65 000
Belgique	24 000	28 518
Italie et Rhodes	9 000	9 700
Estonie	2 000	1 000
Norvège	moins de 1 000	728
Luxembourg	moins de 1 000	700
Dantzig	moins de 1 000	1 000
Albanie	–	200
Finlande	–	11

Le Musée juif de Vilnius, capitale de la Lituanie, indique les recensements de la population juive de la ville (relevé par l'auteur):

- 1897: 63 841;
- 1914: 98 700;
- 1928: 56 186;
- 1933: 58 500;
- 1939: 60 000;

- septembre 1941: 40 000;
- octobre 1941: 25 300;
- avril 1942: 18 500;
- avril 1943: 20 192;
- décembre 1944: 800.

Cela ne mesure pas directement le nombre de victimes: quelques Juifs ont pu s'enfuir, et il y eut des morts naturelles – mais aussi des naissances. L'augmentation entre 1942 et 1943 provient d'un afflux de réfugiés de la campagne:

«Les groupes d'extermination étaient puissamment armés et jouissaient d'un soutien non négligeable au sein de la population locale. Les Juifs, désarmés, étaient en butte à une paysannerie extrêmement hostile, qui n'hésita pas, en maintes occasions, à les attaquer, avant même l'arrivée des *Einsatzgruppen*. En certains endroits, ces pogroms improvisés prirent une telle ampleur qu'ils forcèrent les SS à intervenir, afin de pouvoir les organiser sur une base systématique et selon les plans prévus. [...] La plupart des Juifs qui parvinrent à s'échapper des fosses de Ponary tombèrent sous les balles d'une unité spéciale composée d'Allemands et de Lituaniens¹.»

On peut classer les décès en trois grandes catégories (source: Hilberg):

- privations et conditions de vie en ghettos ont entraîné plus de 800 000 morts (dont plus de 600 000 dans les ghettos d'Europe de l'Est);
- fusillades à ciel ouvert: plus de 1 300 000;
- camps: 3 000 000, dont 90% dans les camps de la mort, et 1 000 000 dans le seul Auschwitz.

H. Langbein, dans *Hommes et femmes à Auschwitz*, à propos du bilan d'Auschwitz-Birkenau, donne les indications suivantes:

- internés enregistrés: 405 000 (ceux qui échappaient à la première sélection et étaient notés en registre, et tatoués);
- 19 janvier 1945: l'Armée rouge dénombre 7 650 personnes encore vivantes;
- le 6 février 1945, il n'en reste plus que 4 880 (Croix-Rouge). Combien moururent dans les jours ou semaines qui suivirent?
- membres des *Sonderkommandos* non enregistrés (non tatoués): nombre inconnu – étant donné leur «renouvellement» régulier, plusieurs milliers;
- déportés non internés, c'est-à-dire gazés à leur arrivée:

«Seul le service des entrées au bureau politique conservait les doubles des rapports envoyés à Berlin et qui auraient permis de déduire l'importance des sélections sur la rampe. La SS détruisit ces documents quand l'évacuation du camp dut être envisagée, mais Kazimierz Smolen et Erwin Bartel,

1. Sir Martin Gilbert, *op. cit.*, p. 76-77.

employés dans ce service, avaient fait auparavant des calculs se situant entre trois et quatre millions¹.»

Les différents Allemands interrogés immédiatement après la guerre donnaient des estimations allant de deux à cinq millions, pour le seul camp d'Auschwitz-Birkenau.

Les autres victimes

Les estimations du nombre de victimes tziganes ne sont pas inférieures à 200 000. Sir Martin Gilbert indique 220 000, et certains auteurs vont jusqu'à 500 000, incluant sans doute des décès dus à des bombardements ou opérations militaires non spécifiquement génocidaires.

Deux mille nourrissons et soixante-dix mille adultes allemands souffrant de handicap mental ou physique, ainsi que plusieurs centaines de milliers dans les territoires occupés, furent «libérés» d'une «vie qui ne méritait pas d'être vécue».

Les homosexuels n'ont pas fait l'objet de mesures précises, et de divers témoignages on ne peut qu'extrapoler qu'ils furent plusieurs dizaines de milliers.

Les témoins de Jéhovah connurent entre 2 000 et 5 000 victimes, essentiellement des Allemands, alors qu'on évalue à 10 000 le nombre des *Bibelforscher* en 1933 en Allemagne.

C'est par centaines de milliers qu'il faut chiffrer le nombre d'opposants de toutes convictions, et parmi eux de nombreux républicains espagnols que la France avait internés en camps, et en millions le nombre de Soviétiques, si l'on comptabilise les victimes des opérations mobiles de tuerie et les prisonniers de guerre transférés en camps de destruction et gazés. Parmi ces Soviétiques figurèrent essentiellement des Russes. Les Polonais, considérés comme «inférieurs» et destinés à devenir un peuple au service des Allemands, furent également fortement touchés, en particulier l'élite intellectuelle, dont la survie aurait pu démentir cette théorie de l'infériorité.

1. H. Langbein, *op. cit.*

Le retour des survivants

Il est plusieurs sortes de survivants, et pour chaque catégorie l'idée de retour recouvre une réalité différente. Etre libéré, encore vivant, d'un camp de destruction en sachant que sa famille et son *shtetl* ont complètement disparu ou que la maison est occupée par des villageois polonais n'incite pas au retour. Avoir pu échapper au massacre et aux déportations grâce à des solidarités locales peut au contraire permettre de se sentir encore chez soi là où l'on a survécu. Pour des Juifs d'Europe occidentale ou méridionale, la présence de parties importantes de la famille a évidemment incité au retour. Les Juifs des pays scandinaves n'avaient guère de raison de ne pas s'y sentir à leur place, et bienvenus.

En Pologne, où l'antisémitisme chrétien fit mille victimes juives supplémentaires durant les deux années suivant la fin de la guerre, 100 000 personnes s'enfuirent.

Au total, 300 000 personnes émigrèrent d'Europe après guerre: 200 000 pour la Palestine, 72 000 aux Etats-Unis et 16 000 au Canada.

Une fois la guerre terminée, ceux qui avaient auparavant pu trouver le chemin de l'exil purent se poser la question d'un éventuel retour dans leur pays d'origine. Leur réaction et leur choix furent extrêmement variés. Tous ceux qui avaient émigré en Palestine ou presque, pour la plupart sionistes convaincus, y restèrent. Très peu d'Allemands revinrent dans leur pays d'origine. Les Juifs exilés aux Etats-Unis entre 1933 et 1939 y restèrent pour la plupart – on nota cependant par la suite des émigrations vers Israël.

Le silence

Il conviendrait plutôt de parler des silences.

Les silences sur la Shoah

Les survivants des camps étaient en grande majorité des déportés pour faits d'opposition ou de résistance. Ils parlèrent à leur retour, décrivirent ce qu'était le camp de concentration: mais les populations, soulagées par la paix, encore soumises à d'importantes restrictions alimentaires, n'écoutèrent bientôt que d'une oreille polie le récit de ces horreurs – dont elles préféraient ne plus entendre parler. Quant aux Juifs, ils étaient fort peu nombreux à être revenus des camps de destruction, et eux ressentaient encore plus de mal à s'exprimer: pour eux, les véritables victimes étaient ceux qui avaient été gazés et brûlés, qui étaient passés par ces «trous noirs» qu'étaient Auschwitz-Birkenau, Treblinka et les autres camps. Ils ressentaient en outre une culpabilité lancinante: pourquoi avaient-ils survécu? Cette survie était pour eux forcément fautive. Ils avaient dû pour ne pas mourir «organiser» de la nourriture, ou d'autres trésors comme monnaie d'échange, ils avaient fait preuve d'égoïsme, ils avaient commis ce que dans la vie sociale courante ils auraient qualifié de péchés, ou de délits. Enfin, par définition, personne ne pouvait témoigner de l'intérieur de la chambre à gaz, comme personne ne pourrait accorder pour cela un quelconque pardon. Même dans leur propre famille, la plupart des survivants juifs se turent alors, pendant des années, taraudés par la question de savoir ce qui leur avait permis de tenir le coup; dans les témoignages recueillis pour *Témoigner – Paroles de la Shoah*, chacun a son hypothèse: j'étais jeune et solide, je croyais en Dieu, je n'y croyais pas, j'étais bête, j'étais intellectuel, j'étais révolté, j'étais inconscient... Tentatives de compréhension, qui s'expriment pour cacher le doute insupportable. Primo Levi approche sans doute un peu plus de la réalité, en percevant un faisceau de petites raisons, de petites étincelles d'humanité préservée qui au total conduisirent à sa survie – autant dire une succession de toutes petites chances, de tout petits hasards.

Les Juifs qui avaient survécu sur place ou étaient revenus d'exil se turent eux aussi: après avoir été désignés, isolés, haïs, massacrés, ils n'aspiraient désormais qu'à se fondre dans la masse, devenir des citoyens avant tout anonymes, n'être ni vus ni entendus comme Juifs.

Le silence des nationaux non juifs était aussi teinté de culpabilité: à part les Justes, qu'avait-on fait devant la catastrophe? Les militaires n'avaient pas tenu

compte de la destruction dans leurs choix. La population civile, hormis la Résistance – et encore: combien de convois pour Auschwitz sabotés? –, avait été passive. Des collaborateurs ou trafiquants, des dénonciateurs voulaient surtout se faire oublier, de même que bon nombre de fonctionnaires, notamment dans la police et la justice.

Le silence fut observé peu ou prou dans tous les pays d'Europe. Quelques historiens, juifs pour la plupart, se mirent au travail, sans grand écho. Quelques témoins écrivirent, sous des formes et dans des styles variés. Certains, comme Primo Levi, eurent du mal à trouver un éditeur.

Les silences sur les autres génocides de l'Holocauste

Tsiganes, témoins de Jéhovah, homosexuels, handicapés, élites polonaises, républicains espagnols, prisonniers de guerre russes: au mieux certains furent confondus dans l'appellation générique «déportés et résistants». Mais on nia ici ou là le caractère génocidaire de la destruction des Tsiganes, que l'on continua même à considérer et à traiter de façon discriminatoire – encore aujourd'hui ils subissent des restrictions de circulation et de stationnement, ou bien sont parqués, dans quasiment tous les pays d'Europe où ils passent. Les homosexuels ne sont quasiment nulle part reconnus officiellement comme victimes – en France, différentes associations ne daignent pas les connaître – et les historiens ne les mentionnent qu'exceptionnellement.

Le témoignage difficile

Le temps passant et les plaies ne pouvant cicatriser, peu à peu, et en des occasions très diverses, des langues purent se délier, des récits s'amorcer.

Mais parler, c'est être amené à revivre les scènes d'horreur, la peur, l'effroi de l'impuissance. C'est voir resurgir la souffrance de la culpabilité. Il est frappant, dans *Shoah*, de voir la différence entre l'émotion et la souffrance ressenties par les anciennes victimes, et la froideur, voire la bonne humeur de témoins allemands ou polonais – à l'exception de quelques-uns.

Chacun ne peut témoigner que de ce qu'il a vu, alors qu'on a tendance à attendre de lui un récit complet, circonstancié. D'autre part, le souvenir est vicié par ce que l'on a appris depuis, ce qui est maintenant acquis. Certains étaient des enfants, dont les souvenirs peuvent être anecdotiques, flous, faussés par la vision enfantine puis par les discours entendus ensuite.

La forme choisie pour témoigner peut enfin introduire des biais. Elie Wiesel mêle le souvenir de faits vécus et le souvenir de ses sensations avec une posture théologique qui lui est propre: tout à la fois lyrique et mystique, son récit est sublime, mais il est de ce fait un récit, et non un témoignage au sens historique ou judiciaire.

Primo Levi fait le choix de la plus grande rigueur, du plus grand dépouillement, il évite de s'exprimer sur les Allemands, les nazis, par des jugements de valeur, mais il ne peut empêcher qu'on le sente glacé d'effroi à leur évocation, et assurément le titre de son ouvrage principal, *Si c'est un homme*, est ambivalent et peut tout autant évoquer, mais en sens opposé, le bourreau que la victime.

Les témoignages des nazis sont probablement pour les historiens les plus riches d'informations – à condition bien sûr de les soumettre à une critique serrée – et de certitudes, en ce qu'ils viennent confirmer la généralité qui recouvre les destins individuels des témoins victimes.

Révisionnisme, négationnisme

Le révisionnisme

Il concerne plus particulièrement, mais non exclusivement, l'Allemagne et l'Autriche. Il consiste à considérer que l'Holocauste était en quelque sorte un premier élément dans une politique qui visait essentiellement à s'opposer au bolchevisme stalinien: cela est bien sûr une façon très simpliste de résumer des prises de position qui ont agité les intellectuels au cours d'une vaste controverse, dont on doit au moins reconnaître comme légitime l'objectif proclamé pour l'Allemagne de la nécessaire reconstitution d'une identité et d'une conscience nationales. Cette controverse a été menée aux plans historique et philosophique, et semble aujourd'hui achevée sinon close, ou presque lorsque cette controverse renaît des habits plus respectables endossés par le négationnisme ou l'adhésion idéologique. Il faut rester attentif et débusquer ces travestissements dangereux. Il est certainement à remarquer, et à déplorer, que certaines théories attribuant exclusivement ou principalement la fureur meurtrière antisémite à «l'âme allemande» puissent être utilisées en écho, relais ou illustration de l'un et l'autre courants.

Le négationnisme

Il est très inégalement présent dans les différents pays européens. Il n'a ainsi aucune manifestation publique en Allemagne, mais trouve une presse en Belgique et en Suisse, et il se fait vif et surtout très pressant en France. Un des plus remarquables historiens français, Pierre Vidal-Naquet, a dû passer une part importante de son œuvre et de sa vie à combattre le négationnisme.

Il ne s'agit pas pour ses tenants de nier la réalité de massacres d'envergure, mais seulement, si l'on peut dire, celle des chambres à gaz et des fours crématoires, c'est-à-dire par voie de conséquence des camps exclusivement dévolus à l'industrie de la mort – et ainsi, pernicieusement, à l'une des principales caractéristiques de ce qui fit la spécificité de l'Holocauste. On en tirerait ainsi l'idée que le nazisme n'aurait été qu'une dictature «ordinaire», et que les chambres à gaz seraient une invention – des Juifs, évidemment, ici rebaptisés «exterminationnistes».

Pernicieusement: car le négationnisme se présente comme un «point de vue», s'appuyant sur des arguments prétendument scientifiques, alors qu'il n'est qu'une accumulation de mensonges – et en tant que tel ne peut être toléré dans l'école.

Les arguments ou justifications invoqués par les tenants du négationnisme ont la caractéristique de s'avancer de façon plus ou moins cachée, afin d'éviter de tomber sous le coup de l'infraction pénale: c'est ainsi qu'ils prendront le plus souvent la forme interrogative. Ils sont de trois ordres. Le premier consiste à faire remarquer qu'il ne subsiste pas de chambre à gaz ni de four crématoire: ont-ils bien existé? On dispose essentiellement de témoignages: mais, deuxième argument, les témoignages étant humains, et, sous-entendu, juifs, ils sont fragiles, douteux. Et de s'attaquer sans vergogne à des noms illustres. Ainsi peut-on remarquer que, dans *La Nuit*, Elie Wiesel évoque le souvenir de flammes gigantesques s'échappant des cheminées des fours et montant dans le ciel nocturne. Cela est bien sûr impossible. Wiesel invente donc les flammes. Et les fours.

Le troisième type d'argument est sans doute le plus pernicieux: il consiste à dénicher dans les publications des historiens des erreurs factuelles, souvent infimes ou portant sur des aspects marginaux, ce qui permet de les qualifier d'incompétents, ou même bien plus souvent, car l'outrance n'est pas plus en reste que dans le discours nazi, de menteurs ou de trafiquants de l'histoire: à partir de là, tout ce que ces historiens affirment par ailleurs devient infondé et fallacieux. Un des éléments ainsi évoqués est la rumeur, qui fut bien réelle dans certains camps et ghettos, mais n'était qu'une rumeur sans fondement, selon laquelle la chair des Juifs était transformée en savon: qu'un historien y fasse allusion, et toute son œuvre passée et à venir devient entachée de suspicion, forcément mensongère. Comment réagir à ces types d'argumentation? Au-delà de l'interdiction de proférer des mensonges, l'enseignant peut se saisir de l'occasion pour examiner avec ses élèves ce qu'est une démarche scientifique en histoire. Quelques exemples simples sont susceptibles de suffire.

Ainsi des témoignages: l'historien ne se satisfait pas d'un seul, et sait faire la part des choses en analysant le point de vue de son auteur pour en mesurer la crédibilité. Ainsi Wiesel transcrit-il adulte, et sous forme littéraire, les impressions qu'il ressentit enfant: que l'intensité de son effroi s'exprime dans son souvenir par la vision d'immenses flammes ne permet pas de conclure à une intention mensongère. Il est en outre intéressant d'interroger le point de vue et les paroles des témoins de Claude Lanzmann dans *Shoah*: que conclure des paroles du paysan polonais voisin du camp, de celles du conducteur du train convoyant les Juifs à Treblinka, des difficultés de M. Bomba à évoquer son activité de coiffeur dans l'antichambre de la chambre à gaz? Les témoignages, malgré le petit nombre de rescapés, sont si nombreux et si concordants qu'il faut s'interroger sur l'absence totale de témoignage opposé.

Au-delà de ces concordances, les témoignages ne sont pas les seuls éléments de preuve. Ainsi de Treblinka: étant donné la taille du camp, le nombre de convois arrivés et les faibles quantités de ravitaillement livrées au camp, qui sont établis par des preuves et traces de sources diverses, on débouche sur la nécessaire destruction rapide des déportés à leur arrivée; or le nombre de gardiens, les stocks

de munitions ne permettent pas d'imaginer des exécutions individuelles. Quant aux dépouilles, la place manque pour des fosses pouvant contenir 750 000 corps, et brûler ces corps dans des fosses à l'air libre est impossible au rythme des arrivées: aucune autre technique que celle des fours ne peut être envisagée pour la réduction du volume de ces restes. Macabre mais imparable travail de démonstration, par ailleurs étayé par les propres aveux des bourreaux. Aveux extorqués, récits de circonstance fournis par des gens aux mains des vainqueurs, s'exclament les négationnistes. Sans doute ces témoignages sont-ils éminemment suspects, mais cela ne les rend nullement sans aucune valeur historique. Primo Levi, dans sa préface aux mémoires du commandant d'Auschwitz Rudolf Höss, définit de façon magistrale – une leçon de méthode historique – comment distinguer les paroles de circonstance des aveux les plus significatifs, là où le nazi ne voit pas et n'a pas d'enjeu à camoufler, ou même imagine se dédouaner ou tire une sinistre gloriole à se vanter, par exemple, de son dévouement et de son efficacité. Le SS Suchomel, interrogé par Claude Lanzmann et enregistré à son insu, a reçu l'assurance du secret: il se laisse aller à d'obscènes vantardises, avec force détails à l'appui qu'il n'a pu inventer. Le texte des mémoires d'Eichmann lui-même, aujourd'hui disponible, est fort significatif: si peut être entaché de suspicion tout ce qu'il dit dans l'espoir d'assurer sa défense, des pans entiers de son récit n'ont aucun motif d'être mis en doute; ce sont les meilleures preuves, les plus définitives.

Films

Utiliser un film en classe n'est pas en soi une panacée, mais implique la nécessité d'un travail pédagogique spécifique, sans lequel l'effet risque fort d'être négatif. Selon les catégories de film (fiction, documentaire, témoignage...) on peut déterminer différentes fonctions à la projection d'un film: introduction au travail, illustration d'un cours ou d'un travail en classe, apport direct de connaissances, aide à la compréhension, à la réflexion, à l'interprétation des faits historiques...

Quelques écueils, dangers, précautions

Certains types de films peuvent avoir sur l'enseignement ou sur les élèves des effets non souhaités, voire dommageables. La première des précautions est donc que l'enseignant connaisse préalablement le film, non comme spectateur, mais bien comme enseignant; même s'il l'a déjà vu dans le passé, il est souhaitable de le visionner à nouveau en ayant présentes à l'esprit des questions précises: de quels aspects traite le film, desquels ne traite-t-il pas, quelles connaissances préalables faut-il donner aux élèves, quels biais le film peut-il introduire dans la compréhension et l'interprétation des élèves? Les exemples suivants illustrent ce questionnement.

Nuit et brouillard, d'Alain Resnais, possède des qualités cinématographiques évidentes, une grande force d'évocation, un commentaire de haute qualité littéraire. Mais on peut noter plusieurs éléments négatifs d'une certaine gravité. Le premier tient à l'accumulation d'images d'horreur (tas de cadavres nus...): cela peut engendrer chez des adolescents soit un traumatisme bloquant la réflexion en fixant l'esprit sur l'émotion, soit à l'inverse chez certains une jouissance sadique ou au moins un trouble d'ordre sexuel. Il convient donc que les élèves soient prévenus: ces images tournées par des Américains témoignent de l'horreur qui fut la leur en découvrant la réalité des camps; on peut fermer les yeux à certains moments, on peut choisir de ne pas regarder et écouter seulement le commentaire... On ne peut avoir réussi au plan pédagogique, comme l'auteur l'a entendu dire par un enseignant, si la moitié de la classe (des préadolescents) «pleurait à la fin du cours»: c'est au contraire un échec, et une erreur si on n'a su faire dépasser l'émotion. Le deuxième élément tient à un épisode qui fit scandale en France à l'époque: une séquence présente l'entrée du camp de Drancy, un camp de transit près de Paris, où étaient enfermés les Juifs raflés en attente de partir pour Auschwitz. Les images de cette séquence ont été truquées, pour gommer la présence d'un policier français qui gardait l'entrée. Ce trucage n'est

pas imputable au cinéaste, mais à la censure d'Etat, qui ne voulait pas laisser voir cet aspect de la collaboration: cet élément doit être signalé aux élèves, comme un exemple de ce que même un documentaire, un reportage, peut cacher une partie de la réalité, ou conduire à des interprétations erronées. Dernier élément, et non le moindre: le génocide juif est tout simplement «oublié» dans le commentaire. Le mot «juif» lui-même est prononcé une seule fois, et encore de façon incidente (il est question d'un «étudiant juif qui...»). On ne peut imaginer projeter ce film sans travailler sur le silence relatif à la Shoah.

La liste de Schindler, de Steven Spielberg, est sans doute un bon film, mais il présente la particularité d'être d'abord un film commercial destiné aux spectateurs américains: d'où la «nécessité» d'une *happy end* – comme d'ailleurs dans le feuilleton *Holocaust*. En ce sens, ce film ne doit sans doute pas être présenté en introduction du travail. Il peut par contre être une illustration sur des points précis (les Justes, par exemple).

La vie est belle, de Roberto Benigni, a remporté un triomphe en salle. Sans un travail préalable important, des élèves pourraient aussi bien en conclure à la bénignité (sans jeu de mot) du nazisme, et qu'un enfant pouvait vivre dans un camp sans voir ni comprendre ce qui s'y passait réellement.

Un spécialiste, de Rony Brauman et Eyal Sivan, est un montage d'images d'archives sur le procès d'Eichmann, en 1961. Le film montre un fonctionnaire qui dit avoir fait son travail – quelqu'un de très ordinaire, somme toute. C'est le parti pris des auteurs, en écho direct avec les analyses de Hannah Arendt. Le choix des séquences montrées – parmi des dizaines de kilomètres de pellicule – répond à ce parti pris. En l'absence d'un film monté par d'autres auteurs, d'un autre point de vue, qui donnerait sans doute à voir en Eichmann un autre individu (les témoignages au procès de Nuremberg évoquent au contraire quelqu'un très proche d'Heydrich, quasiment obsédé par sa volonté de destruction des Juifs), il convient d'assortir le visionnement de ce film d'informations complémentaires sur le personnage et d'une réflexion sur le point de vue d'un documentariste.

Chaque film doit ainsi faire l'objet d'une analyse critique pointilleuse – mais lorsque le film est de qualité, un usage précis peut toujours en être tiré.

Shoah, de Claude Lanzmann, est un cas tout à fait particulier. Au plan cinématographique, il est bien plus qu'un documentaire, et même qu'une simple œuvre de création: c'est un chef-d'œuvre. Et un chef-d'œuvre ne peut servir à introduire, illustrer, commenter, etc. Ce film ne peut être une étape dans un travail – il est sans doute beaucoup plus une date dans la vie de qui le visionne. Si l'enseignant voulait en tirer un commentaire à peu près complet, il devrait se faire critique d'art, historien, géographe, philosophe, critique littéraire, psychologue, politologue, etc. On ne peut imaginer le proposer à des élèves trop jeunes, qui à certains moments s'ennuieraient, à d'autres n'auraient pas la possibilité de résister à l'émotion, et enfin très souvent n'auraient pas accès à l'extrême richesse des contenus. *Shoah* (ou Lanzmann) peut être qualifié de «passeur», il fait accé-

der à ce qui fut, au plus près possible – jamais on ne put faire approcher aussi près de la connaissance de la chambre à gaz. En ce sens, ce film est sans doute la meilleure préparation possible à la visite d'un lieu de mémoire, et singulièrement d'un camp de destruction. Il importe cependant de ménager la sensibilité des adolescents, non à l'image, mais au contenu des témoignages, dont certains sont bouleversants. Donner aux jeunes la possibilité d'exprimer leur émotion par une expression verbale paraît indispensable. Il est à noter qu'une version composée d'extraits, d'une heure et demie, a été établie par Claude Lanzmann lui-même à destination de l'enseignement, dans différents pays (les Pays-Bas, notamment; une telle version est en préparation en France).

Une liste des films

- Abramowicz (Myriam) et Hoffenberg (Esther), *Comme si c'était hier*, 1980.
- Arthuys (Philippe), *La cage de verre*, 1964.
- Benigni (Roberto), *La vie est belle*, 1998.
- Bluwal (Marcel), *Le plus beau métier du monde*, 1999.
- Brauman (Rony) et Sivan (Eyal), *Un spécialiste*, 1999.
- Calef (Henri), *L'heure de la vérité*, 1964.
- Charpak (André), *Le crime de David Levinstein*, 1967.
- Finkiel, *Voyages*, 1998.
- Halter (Marek), *Les justes*, 1994.
- Hillel (Marc) et Henry (Clarissa), *Au nom de la race*, 1975.
- Holland (Agnieszka), *Europa, Europa*, 1990.
- Jakubowska (Wanda), *La dernière étape*, 1946.
- Kassowitz (Peter), *Jakob le menteur*, 1999.
- Lanzmann (Claude), *Shoah*, 1985.
- Lelouch (Claude), *Les Misérables*, 1995.
- Losey (Joseph), *Monsieur Klein*, 1976.
- Malle (Louis), *Au revoir les enfants*, 1987.
- Mihaileanu (Radu), *Train de vie*, 1998.
- Mitrani (Michel), *Les guichets du Louvre*, 1974.
- Munk (Andrzej), *La passagère*, 1963.
- Najman (Charles), *La mémoire est-elle soluble dans l'eau?*, 1996.
- Ophuls (Marcel), *Hôtel Terminus*, 1988.
- Ophuls (Max), *Le chagrin et la pitié*, 1971.
- Resnais (Alain), *Nuit et brouillard*, 1956.
- Rossif (Frédéric), *Le temps du ghetto*, 1961.
- Rossif (Frédéric), *De Nuremberg à Nuremberg*, 1988.

Schirk (Heinz), *La Conférence de Wannsee*, 1984.

Spielberg (Steven), *La liste de Schindler*, 1993.

Stevens (George), *Le journal d'Anne Frank*, 1959.

Veuve (Jacqueline), *Le journal de Rivesaltes*, 1997.

Sites Internet

L'auteur a publié un ensemble intitulé *Sur la Shoah*, au Centre régional de documentation pédagogique de Dijon en France. Cet ensemble comporte une bibliographie d'ouvrages en français, disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.ac-dijon.fr/crdp/informer/prestase/bibliogr/shoah/index.htm>

Dominique Natanson, historien et descendant de déportés, a développé sur son site personnel un espace *Mémoire juive et éducation*, qui comprend de très nombreux documents en français, anglais ou allemand, des photos, une rubrique de dialogue avec des élèves, et aussi de nombreux liens avec des sites présentés brièvement, vérifiés, riches et intéressants:

<http://perso.wanadoo.fr/d-d.natanson/>

Les sites présentés ci-dessous ont été explorés par lui, et nous les avons tous vérifiés. Certains connaissent cependant une adresse fluctuante.

Travaux d'élèves en France

Lycée R.-Loewy, La Souterraine

<http://www.educreuse23.ac-limoges.fr/loewy/realisations/enfants/sommaire.htm>

«Bonjour les enfants!»: l'histoire du sauvetage des enfants juifs en Creuse.

Lyon

<http://persoeve.ctw.net>

«Récit d'un voyage à Auschwitz» par Evelyne Py et ses élèves, avec un témoignage et de nombreuses photos du voyage.

Banon

<http://membres.tripod.fr/collegebanon/voyagememoire/accueil.htm>

«Voyage pour la mémoire»: 380 jeunes du sud de la France ont visité les camps de Bergen-Belsen et d'Auschwitz I. Il s'agit ici de faire le lien entre le racisme et l'antisémitisme d'hier et d'aujourd'hui.

Mornant

http://hpwww.ec-lyon.fr/hpserv/carip/memoire_net/tcheq/terezin.html

«Terezin»: un remarquable travail sur le camp de Terezin, par le collègue Pierre-de-Ronsard.

Béthune

<http://home.nordnet.fr/~fghesquier/Ausch000.htm>

«Auschwitz»... Travail du lycée André-Malraux, de très bonne qualité. Le professeur, Corinne Desfachelle-Krajewski, propose aussi des pistes et activités pédagogiques (avec questionnaires et copies d'élèves) réalisées par d'autres enseignants à partir du site.

Vendôme

<http://www.ctw.net/shoah/somm.htm>

«Le système concentrationnaire nazi». Un site très complet, bien structuré et très convivial, par Landry Bertaux, Julien Defaut, Marie Lahaye et Sylvain Prampart, élèves du lycée Ronsard. Nombreuses analyses, photos.

Grenoble

<http://www.ac-grenoble.fr/college/smh.fernand.leger/>

«De Marcel Peretti au n° 60415, l'enfer de la déportation à Mauthausen»: excellent travail du collègue Fernand-Léger pour le concours de la Résistance 2000.

Familles déportées

«En mémoire d'Aron, de Miryam, de Lucien...»

Sur le site de Dominique Natanson: <http://perso.wanadoo.fr/d-d.natanson>

L'histoire de sa propre famille, en français, anglais et allemand.

«Elsa Landauer»

<http://www.4site.co.il/elsa/indexfr.html>

Un hommage à Elsa Landauer, déportée en 1942, avec sa dernière lettre, par son petit-fils.

«Shoah: un mémorial virtuel»

<http://www.multimania.com/virtmemorial/>

Un site personnel (Laura Quinones) qui raconte les déportations dans une famille et contient des photos d'un voyage à Auschwitz.

«La destruction d'une famille, 1940-1945»

<http://panoramix.univ-paris1.fr/APHG/Steinberg.html>

Jean-Louis Steinberg raconte la vie de sa famille juive sous l'occupation, les arrestations, la déportation...

«The Vichy government in France»

<http://levendel.home.sprynet.com/brief.html>

Site personnel d'Isaac Levendel. Il y raconte par une série remarquable de documents la mécanique administrative de la déportation de ses parents: recensement, circulaires, lettre de dénonciation, ordre d'arrestation, participation de truands marseillais... Documents en français, explications en anglais.

«Le sauvetage des enfants cachés durant la dernière guerre»

<http://www.orbital.fr/dletouzey/cercle/enfants.htm>

Sur le site de Daniel Letouzey, conférence du 19 mai 1999 avec la participation de Sabine Zeitoun.

«Groupe de recherches Dannes-Camiers»

<http://www.dannes-camiers.org/fr/index.html>

Sur la déportation des Juifs de Belgique, avec la liste des déportés de Liège et des photographies familiales. Une partie historique et des archives: documents familiaux et formulaires administratifs. A noter en particulier un exemplaire de *L'Ami du peuple* publiant la liste des Juifs de Liège ainsi soumis à la vindicte publique.

Camps

«Birkenau»

<http://remember.org/camps/birkenau/bir-list.html>

Des photos récentes d'Auschwitz-Birkenau, avec parfois la comparaison avec des photos anciennes.

«Images de la Shoah»

<http://remember.org/image/index.html>

Photographies. Textes en anglais.

«Photos d'Auschwitz»

<http://remember.org/jacobs/index.html>

Des photos prises en 1979-1981 par Alan Jacobs.

«Exposition d'images de l'Holocauste»

<http://remember.org/courage/pictures.html>

Photos du ghetto de Varsovie.

«Holocaust translations»

<http://www.tiac.net/users/kkrone/holocaust.htm>

Un site contenant des documents (en allemand, avec traduction anglaise) et des photos récentes d'Auschwitz.

«L'alphabet d'Auschwitz»

<http://www.spectacle.org/695/ausch.html>

Triste alphabet. Texte anglais, photos. Nombreuses citations, bien choisies. Exploitations pédagogiques possibles (étude des citations, constitution de l'alphabet de la classe avec d'autres mots, etc.).

«KZ»

<http://www.mygale.org/expokz/>

Le site du photographe indépendant Serge Clauss propose des photos des camps d'Europe centrale.

«Les camps oubliés»

<http://www.jewishgen.org/ForgottenCamps/indexFr.html>

Vincent Châtel et Chuck Ferree présentent, en français et anglais, des «petits camps». Nombreuses photos. Argumentaire antinégationniste. Une bibliographie médiocre, où l'on regrette de voir louer le très contestable Goldhagen.

«Virtual Tour of Auschwitz»

<http://remember.org/educate/fotolist.html>

Voyage virtuel, photos.

«A Luke's virtual world exhibition»

<http://shrike.depaul.edu/~lhandzli/auschwitz/>

En anglais.

«Samuel Radzynski: la résistance dans les camps d'Auschwitz»

<http://www.anti-rev.org/temoignages/Radzynski98a/>

Témoignage, sur le site antirévissionniste bien connu.

«Concentration camps»

<http://www.concentrationcampguide.com/>

Un guide des camps, en anglais, avec photos.

«L'Chaim, a holocaust Web project»

http://www.mybookmarks.com/public/jerry/expo_folders/

Voyage virtuel dans le camp de Dachau, en anglais.

«Mauthausen»

<http://linz.orf.at/orf/gusen/>

En allemand et anglais.

Personnalités

«Anne Frank House»

<http://www.annefrank.nl/>

La maison d'Anne Frank. Anglais, néerlandais.

«Janusz Korczak»

<http://www.janusz-korczak.de/>

Un site (principalement en allemand, et un peu en anglais) sur le pédagogue Janusz Korczak qui accompagna jusqu'à la mort à Treblinka les orphelins dont il s'occupait au ghetto de Varsovie.

«Primo Levi»

<http://www.multimania.com/contreloubli/primolevi.html>

En anglais.

«Oscar Schindler»

<http://www.us-israel.org/jsource/biography/schindler.html>

En anglais. Photos.

La destruction

«The *Einsatzgruppen*»

<http://www.netbistro.com/electriczen/>

Les groupes chargés des «opérations mobiles de tuerie» derrière les troupes allemandes, pendant l'offensive contre l'URSS, contre les Juifs et les commissaires politiques. En anglais, avec photos.

«The Ernest and Elisabeth Cassuto Memorial Pages: Survivors of the Holocaust»

<http://www.fred.net/nhhs/html13/dadmom.htm>

Des survivants. En anglais, avec photos.

«Expositions d'images de l'Holocauste»

<http://www.shamash.org/holocaust/photos/index/shtml>

Site belge, en français. Photos très dures.

«L'autre face du génocide»

<http://www.monde-diplomatique.fr/1995/12/BURRIN/2051.html>

Le sort des centaines de milliers de martyrs du génocide commis par l'occupant nazi en URSS. Un article paru dans *Le Monde diplomatique*, par Philippe Burrin, auteur entre autres de Hitler et les Juifs: genèse d'un génocide (Seuil).

«Holocaust & Genocide Studies»

<http://cadvision.com/cja/holocaust.html>

Un site évoquant divers génocides (arménien, juif, rwandais...). En anglais. Nombreux liens.

«Mars-avril 1943: la déportation des Juifs de Salonique»

<http://www.sefarad.org/publication/lm/028/mars1943.html>

«The undeniable Holocaust»

<http://www.parascope.com/gallery/galleryitems/holocaust/index.htm>

Très nombreux documents, photos, lettres... Les opérations mobiles de tuerie en Russie, la destruction de masse, les expériences médicales. Site très riche.

Sites institutionnels

The Rhodes Jewish Museum

<http://www.rhodesjewishmuseum.org/holocaust.htm>

La déportation dans l'île de Rhodes (avec, dans le reste du site, des sons, prières en «ladino»...).

Memorial museums for the victims of national socialism in Germany

<http://www.topographie.de/gedenkstaettenforum/uebersicht/e>

Tous les lieux de mémoire d'Allemagne accessibles à partir d'une carte.

The Simon Wiesenthal Center

<http://www.wiesenthal.com/>

Toutes les ressources du Centre Simon Wiesenthal.

US Holocaust Memorial Museum

<http://www.ushmm.org/>

Le Musée mémorial de Washington. Notamment 50000 photos.

Yad Vashem, the Holocaust Martyrs and Heroes Authority

<http://www.yad-vashem.org.il/>

Le mémorial de Yad Vashem en Israël. On peut y effectuer des recherches sur les noms des victimes de la Shoah. En anglais.

Le CDJC

<http://perso.wanadoo.fr/memorial-cdjc>

Le site du Centre de documentation juive contemporaine, à Paris.

La Maison d'Izieu

<http://www.izieu.alma.fr/>

Le site du mémorial de la Maison d'enfants. En français et anglais.

Drancy

<http://www.chez.com/campdrancy/>

Le site du Conservatoire historique du camp de transit français.

Holocaust Memorial Center

<http://www.holocaustcenter.com/index.html>

Le mémorial de Detroit.

The American Friends of the Ghetto Fighter's House

<http://www.friendsofgh.org/>

Les amis américains de la maison des combattants du ghetto de Varsovie. Dessins de la lutte d'insurrection du ghetto.

The Mechelem Museum of Deportation and Resistance

<http://www.cicb.be/shoah/>

Site belge en anglais.

Musée de la tolérance à Los Angeles

<http://www.wiesenthal.com/mot>

Avec site éducatif. En anglais.

Frances & Jacob Collection of Holocaust Materials

<http://www.holycross.edu/departments/library/Website/hiatt/kholbib.htm>

Photos impressionnantes de la libération de Buchenwald. Importante bibliographie internationale. Site mettant en avant la «sainte» Edith Stein, dont la canonisation fut controversée.

Divers

«Missing Identity»

<http://www.jewishgen.org/missing-identity/>

Un site qui recherche des renseignements sur des parents disparus dans la Shoah. En anglais.

«Literature of the Holocaust»

<http://www.english.upenn.edu/~afilreis/Holocaust/holhome.html>

En anglais. Des liens.

«*L'Hebdo*»

http://www.webdo.ch/hebdo/hebdo_1997/hebdo_09/shoah_09.html

Le récit d'un témoin devant des étudiants genevois, dans le n° 9 de *L'Hebdo* (février 1997).

«Le silence en face de l'antisémitisme en France sous l'occupation», par Mindy Myzak

<http://www.scrippscol.edu/~home/nrachlin/www/Vichy.html/myzak.htm>

Sur l'attitude de l'Eglise catholique sous Vichy.

«Chronologie du système concentrationnaire nazi (1933-1945)»

<http://www.multimania.com/yhwh/chrono.htm>

Cliotexte est un catalogue de textes utiles à l'enseignement de l'histoire. Egalement sur ce site, une chronologie d'Auschwitz.

«Comment enseigner les crimes nazis?»

<http://www.ac-orleans-tours.fr/hist-geo/CRIMES-NAZIS.htm>

Une approche interdisciplinaire (philosophie-histoire), de Véronique de Montchalin, du lycée Fulbert à Chartres (F).

Procès Papon

<http://www.matisson.com/affaire-papon/>

Site de Matisson, partie civile au procès. Utilisable pour suivre quelques destins individuels.

Antinégationnistes

<http://www.anti-rev.org/>

Site de Michel Fingerhut. Le plus complet. Nombreux documents, témoignages, etc.

Et aussi

Le site destiné aux élèves pour contrer les arguments négationnistes, en anglais (site néerlandais):

<http://www.uclo.rug.nl/project/holocaust/boven.htm>

Le site du lycée Edgar-Quinet, à Paris: nombreuses actions menées par ce lycée. Le site et le lycée accueillent les activités du Cercle d'études de la déportation et de la Shoah, cercle coanimé par l'amicale d'Auschwitz et l'Association française des professeurs d'histoire-géographie:

http://lyc-edgar-quinet.scola.ac-paris.fr/mem_hist.#vie

**Autres publications du projet
«Apprendre et enseigner l'histoire de l'Europe
du 20^e siècle»**

Pour une perspective pluraliste et tolérante de l'enseignement de l'histoire: diversité des sources et didactiques nouvelles (1999)

ISBN 92-871-1096-0

L'enseignement de l'histoire face aux défis des technologies de l'information et de la communication (1999)

ISBN 92-871-3997-0

Enseigner l'histoire des femmes au 20^e siècle: la pratique en salle de classe (2000)

ISBN 92-871-4302-1

La maison européenne: représentations de l'Europe du 20^e siècle dans les manuels d'histoire (2000)

ISBN 92-871-4346-3

Enseigner l'histoire de l'Europe du 20^e siècle (2001)

ISBN 92-871-4465-6

L'Europe à l'écran: le cinéma et l'enseignement de l'histoire (2001)

ISBN 92-871-4529-6

(Voir <http://culture/coe.int>)

Sales agents for publications of the Council of Europe

Agents de vente des publications du Conseil de l'Europe

BELGIUM/BELGIQUE

La Librairie Européenne -
The European Bookshop
Rue de l'Orme, 1
B-1040 BRUXELLES
Tel.: +32 (0)2 231 04 35
Fax: +32 (0)2 735 08 60
E-mail: order@libeurop.be
<http://www.libeurop.be>

Jean De Lannoy
Avenue du Roi 202 Koningslaan
B-1190 BRUXELLES
Tel.: +32 (0)2 538 43 08
Fax: +32 (0)2 538 08 41
E-mail: jean.de.lannoy@dl-servi.com
<http://www.jean-de-lannoy.be>

CANADA

Renouf Publishing Co. Ltd.
1-5369 Canotek Road
OTTAWA, Ontario K1J 9J3, Canada
Tel.: +1 613 745 2665
Fax: +1 613 745 7660
Toll-Free Tel.: (866) 767-6766
E-mail: order.dept@renoufbooks.com
<http://www.renoufbooks.com>

CZECH REPUBLIC/ RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Suweco CZ, s.r.o.
Klecakova 347
CZ-180 21 PRAHA 9
Tel.: +420 2 424 59 204
Fax: +420 2 848 21 646
E-mail: import@suweco.cz
<http://www.suweco.cz>

DENMARK/DANEMARK

GAD
Vimmelskæft 32
DK-1161 KØBENHAVN K
Tel.: +45 77 66 60 00
Fax: +45 77 66 60 01
E-mail: gad@gad.dk
<http://www.gad.dk>

FINLAND/FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa
PO Box 128
Keskuskatu 1
FIN-00100 HELSINKI
Tel.: +358 (0)9 121 4430
Fax: +358 (0)9 121 4242
E-mail: akatilaus@akateeminen.com
<http://www.akateeminen.com>

FRANCE

La Documentation française
(diffusion/distribution France entière)
124, rue Henri Barbusse
F-93308 AUBERVILLIERS CEDEX
Tél.: +33 (0)1 40 15 70 00
Fax: +33 (0)1 40 15 68 00
E-mail: commande@ladocumentationfrancaise.fr
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr>

Librairie Kléber
1 rue des Francs Bourgeois
F-67000 STRASBOURG
Tel.: +33 (0)3 88 15 78 88
Fax: +33 (0)3 88 15 78 80
E-mail: francois.wolfermann@librairie-kleber.fr
<http://www.librairie-kleber.com>

GERMANY/ALLEMAGNE

AUSTRIA/AUTRICHE
UNO Verlag GmbH
August-Bebel-Allee 6
D-53175 BONN
Tel.: +49 (0)228 94 90 20
Fax: +49 (0)228 94 90 222
E-mail: bestellung@uno-verlag.de
<http://www.uno-verlag.de>

GREECE/GRÈCE

Librairie Kauffmann s.a.
Stadiou 28
GR-105 64 ATHINAI
Tel.: +30 210 32 55 321
Fax.: +30 210 32 30 320
E-mail: ord@otenet.gr
<http://www.kauffmann.gr>

HUNGARY/HONGRIE

Euro Info Service kft.
1137 Bp. Szent István krt. 12.
H-1137 BUDAPEST
Tel.: +36 (06)1 329 2170
Fax: +36 (06)1 349 2053
E-mail: euroinfo@euroinfo.hu
<http://www.euroinfo.hu>

ITALY/ITALIE

Licosa SpA
Via Duca di Calabria, 1/1
I-50125 FIRENZE
Tel.: +39 0556 483215
Fax: +39 0556 41257
E-mail: licosa@licosa.com
<http://www.licosa.com>

MEXICO/MEXIQUE

Mundi-Prensa México, S.A. De C.V.
Rio Pánuco, 141 Delegación Cuauhtémoc
06500 MÉXICO, D.F.
Tel.: +52 (01)55 55 33 56 58
Fax: +52 (01)55 55 14 67 99
E-mail: mundiprensa@mundiprensa.com.mx
<http://www.mundiprensa.com.mx>

NETHERLANDS/PAYS-BAS

De Lindeboom Internationale Publicaties b.v.
M.A. de Ruyterstraat 20 A
NL-7482 BZ HAAKSBERGEN
Tel.: +31 (0)53 5740004
Fax: +31 (0)53 5729296
E-mail: books@delindeboom.com
<http://www.delindeboom.com>

NORWAY/NORVÈGE

Akademika
Postboks 84 Blindern
N-0314 OSLO
Tel.: +47 2 218 8100
Fax: +47 2 218 8103
E-mail: support@akademika.no
<http://www.akademika.no>

POLAND/POLOGNE

Ars Polona JSC
25 Obroncow Street
PL-03-933 WARSZAWA
Tel.: +48 (0)22 509 86 00
Fax: +48 (0)22 509 86 10
E-mail: arspolona@arspolona.com.pl
<http://www.arspolona.com.pl>

PORTUGAL

Livraria Portugal
(Dias & Andrade, Lda.)
Rua do Carmo, 70
P-1200-094 LISBOA
Tel.: +351 21 347 42 82 / 85
Fax: +351 21 347 02 64
E-mail: info@livrariaportugal.pt
<http://www.livrariaportugal.pt>

RUSSIAN FEDERATION/ FÉDÉRATION DE RUSSIE

Ves Mir
9a, Kolpachnyi per.
RU-101000 MOSCOW
Tel.: +7 (8)495 623 6839
Fax: +7 (8)495 625 4269
E-mail: orders@vesmirbooks.ru
<http://www.vesmirbooks.ru>

SPAIN/ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros, s.a.
Castelló, 37
E-28001 MADRID
Tel.: +34 914 36 37 00
Fax: +34 915 75 39 98
E-mail: libreria@mundiprensa.es
<http://www.mundiprensa.com>

SWITZERLAND/SUISSE

Van Diermen Editions – ADECO
Chemin du Lacuez 41
CH-1807 BLONAY
Tel.: +41 (0)21 943 26 73
Fax: +41 (0)21 943 36 05
E-mail: info@adeco.org
<http://www.adeco.org>

UNITED KINGDOM/ROYAUME-UNI

The Stationery Office Ltd
PO Box 29
GB-NORWICH NR3 1GN
Tel.: +44 (0)870 600 5522
Fax: +44 (0)870 600 5533
E-mail: book.enquiries@tso.co.uk
<http://www.tsoshop.co.uk>

UNITED STATES and CANADA/ ÉTATS-UNIS et CANADA

Manhattan Publishing Company
468 Albany Post Road
CROTON-ON-HUDSON, NY 10520, USA
Tel.: +1 914 271 5194
Fax: +1 914 271 5856
E-mail: info@manhattanpublishing.com
<http://www.manhattanpublishing.com>

Council of Europe Publishing/Éditions du Conseil de l'Europe
F-67075 Strasbourg Cedex

Tel.: +33 (0)3 88 41 25 81 – Fax: +33 (0)3 88 41 39 10 – E-mail: publishing@coe.int – Website: <http://book.coe.int>

Enseigner l'Holocauste au 21^e siècle est un livre publié dans le cadre du projet du Conseil de l'Europe intitulé «Apprendre et enseigner l'histoire de l'Europe du 20^e siècle». Compte tenu de la résurgence de l'antisémitisme dans certaines parties de l'Europe, de l'accessibilité de sites négationnistes sur l'Internet et de la position isolationniste adoptée aujourd'hui par certains dirigeants politiques européens, l'enseignement de l'Holocauste occupe une place importante dans le projet.

Certains pays ont défini des normes élevées pour l'enseignement de l'Holocauste, mais d'autres manquent de matériels pédagogiques. Souvent, les enseignants eux-mêmes n'ont pas une connaissance approfondie de la question et, à moins de mener des recherches personnelles, ne savent comment aborder un sujet qui dépasse largement les limites de l'histoire en tant que discipline scolaire. Ce guide, fondé sur les travaux d'auteurs aussi incontestés que Raul Hilberg, Sir Martin Gilbert, Saul Friedlander et Christopher Browning, et sur des témoignages directs, notamment ceux de Primo Levi, de Hermann Langbein et de personnes interviewées par Claude Lanzmann, propose aux enseignants une somme de connaissances leur permettant de construire une progression pédagogique. De plus, l'auteur met en lumière des faits et des chiffres concernant des victimes souvent «oubliées»: Rom/Tsiganes, homosexuels, témoins de Jéhovah.

Les fiches qui constituent ce guide donnent aussi des informations sur la nature et la mise en œuvre du génocide dans différents pays. Au-delà des caractères locaux particuliers, ce qui ressort de descriptions succinctes des lieux où le génocide a été perpétré et des méthodes utilisées, c'est le caractère systématique de l'entreprise nazie.



COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

www.coe.int

Le Conseil de l'Europe regroupe aujourd'hui 47 Etats membres, soit la quasi-totalité des pays du continent européen. Son objectif est de créer un espace démocratique et juridique commun, organisé autour de la Convention européenne des Droits de l'Homme et d'autres textes de référence sur la protection de l'individu. Créé en 1949, au lendemain de la seconde guerre mondiale, le Conseil de l'Europe est le symbole historique de la réconciliation.

ISBN 978-92-871-4536-9



9 789287 145369

13 €/20 \$US

<http://book.coe.int>
Editions du Conseil de l'Europe